

Progrès
en matière
et

d'alimentation en eau et d'assainissement

RAPPORT
2012



© UNICEF et Organisation mondiale de la Santé, 2012

Tous droits réservés.

L'UNICEF et l'Organisation mondiale de la Santé accueillent favorablement les demandes d'autorisation visant à reproduire ou à traduire leurs publications, que ce soit pour la vente ou pour une diffusion non commerciale. Les demandes d'autorisation ou de renseignement doivent être envoyées à l'UNICEF, Division de la Communication, 3 United Nations Plaza, New York 10017, États-Unis d'Amérique (télécopie : +1 212 303 7985 ; adresse électronique : nyhqdoc.permit@unicef.org) ou aux Éditions de l'OMS en utilisant le site Web de l'Organisation : http://www.who.int/about/licensing/copyright_form/en/index.html.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNICEF ou de l'Organisation mondiale de la Santé aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé des frontières ou limites. Les lignes en pointillé sur les cartes représentent des frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif.

Les chiffres inclus dans le présent rapport ont été estimés par le Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (www.wssinfo.org) pour en garantir la comparabilité. Ils ne sont donc pas nécessairement les statistiques officielles des pays, zones ou territoires concernés, qui peuvent employer d'autres méthodes rigoureuses.

L'UNICEF et l'Organisation mondiale de la Santé ne garantissent pas l'exhaustivité ou l'exactitude des informations contenues dans la présente publication et ne sauraient être tenues responsables des préjudices subis du fait de son utilisation.

Catalogage à la source : Bibliothèque de l'OMS

Progrès en matière d'alimentation en eau et d'assainissement : rapport 2012

1. Alimentation en eau – normes. 2. Eau potable – ressources et distribution. 3. Assainissement. 4. Objectifs du Millénaire pour le développement. 5. Évaluation programme

I. Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement

ISBN 978 92 4 250329 6 (Classification NLM : WA 670)

Imprimé aux États-Unis d'Amérique

DESIGN: Emerson, Wajdowicz Studios / NYC / www.DesignEWS.com

CRÉDITS PHOTOS : **Première de couverture** © The Water Institute at the University of North Carolina (UNC)/Heather Arney, 2011 (Inde) ; p. 1 UNICEF/Warrick Page ; p. 3 UNICEF/Olivier Asselin ; p. 4 UNICEF/Kate Holt ; p. 8 UNICEF/Noah Friedman-Rudovsky ; p. 11 UNICEF/Eric Bouvet ; p. 12 UNICEF/Veronique de Viguerie ; p. 14 UNICEF/Jean Baptiste Lopez ; p. 15 UNICEF/Marta Ramoneda ; p. 16 UNICEF/Josh Estey ; p. 18 UNICEF/Susan Markisz ; p. 22 UNICEF/Marco Domino ; p. 23 UNICEF/Kate Holt ; p. 25 UNICEF/Marco Domino ; p. 26 UNICEF/Oliver Asselin ; p. 27 UNICEF/Olivier Asselin ; p. 28 UNICEF/Ami Vitale ; p. 29 UNICEF/Roger LeMoyne ; p. 31 (haut) : UNICEF/Olivier Asselin ; (bas) : UNICEF/Shehzad Noorani ; p. 32 UNICEF/Tibebu Lemma ; p. 37 UNICEF/Roger LeMoyne ; **Quatrième de couverture** © The Water Institute at UNC/Emily Zuehlke, 2011 (Ouganda)

Progrès
en matière

d'alimentation en eau
et d'assainissement

RAPPORT
2012



Avant-propos

Depuis l'adoption des objectifs du Millénaire pour le développement, le Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement rend compte des progrès réalisés vis-à-vis de la cible 7c : Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas d'accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base. Ce dernier rapport présente l'annonce encourageante comme quoi en 2010 la cible a été atteinte en ce qui concerne l'alimentation en eau.

Depuis 1990, plus de deux milliards de personnes ont accédé à des points d'eau améliorés. Cet accomplissement témoigne de l'engagement des responsables gouvernementaux, des organismes des secteurs public et privé, des communautés et des personnes qui ont considéré cette cible non comme un rêve, mais comme une étape cruciale pour améliorer la santé et le bien-être.

Bien-sûr, il reste beaucoup à faire. On compte encore 780 millions de personnes sans accès à des points d'eau améliorés. Et, même si 1,8 milliard de personnes ont accédé à un assainissement amélioré depuis 1990, le monde n'est toujours pas en voie d'atteindre la cible en matière d'assainissement. Il est essentiel d'accélérer les progrès dans le temps qu'il nous reste avant la date butoir des OMD, et je félicite ceux qui participent à l'initiative mondiale « Assainissement durable : campagne quinquennale jusqu'en 2015 ».

Le rapport décrit les difficultés qui subsistent. Certaines régions, notamment l'Afrique subsaharienne, ont pris du retard. De nombreux habitants des zones rurales et les pauvres ne bénéficient pas des progrès en matière d'eau potable et d'assainissement. Et ce sont les jeunes filles et les femmes qui pâtissent le plus des mauvaises conditions de l'approvisionnement en eau. La réduction de ces disparités doit être une priorité.

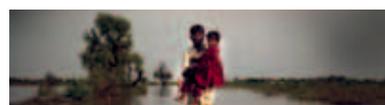
La reconnaissance en 2010 par l'Assemblée générale des Nations Unies du droit à l'eau et à l'assainissement comme un droit de l'homme donne une impulsion politique supplémentaire pour atteindre l'objectif ultime de donner à tout un chacun l'accès à ces services essentiels. De nombreux pays et organismes ont rejoint le partenariat Assainissement et eau pour tous. Cette action collective est riche de promesses et j'invite instamment tous les partenaires à y contribuer.

Je recommande le présent rapport à tous ceux qui travaillent pour l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement. C'est une étape majeure que d'avoir atteint la cible de l'eau potable fixée pour les OMD mais, au bout du compte, ce n'est que l'une des étapes sur une longue route qu'il nous faut encore parcourir. Appuyons-nous sur ce succès pour redoubler d'ardeur dans notre mission pour le développement durable et équitable, de façon à créer l'avenir que nous souhaitons.



Ban Ki-moon
Secrétaire général des Nations Unies

Table des matières



02

Perspectives d'avenir, bilan du passé



03

Tendances mondiales pour l'eau potable, 1990–2010

04

Progrès accomplis vers la cible fixée pour les OMD

08

Tendances régionales

11

Indicateur complémentaire pour évaluer les progrès

12

Disparités entre zones urbaines et rurales



14

Tendances mondiales pour l'assainissement, 1990–2010

15

Progrès accomplis vers la cible fixée pour les OMD

18

Tendances régionales

22

Indicateur complémentaire pour évaluer les progrès

23

Disparités entre zones urbaines et rurales



26

L'impératif de l'équité

27

Regarder au-delà des moyennes

28

Utilisation de l'eau et de l'assainissement dans les pays les moins développés

29

Utilisation de l'eau et de l'assainissement selon le quintile de richesse

31

Charge de la collecte de l'eau : disparités entre les sexes



32

Méthodologie du JMP et perspectives

33

Estimations du JMP

34

Développement de la base de données du JMP

34

Limitations des données

35

Conciliation des données

35

Groupes de travail du JMP

35

Au-delà de 2015



37

Tableaux statistiques

38

Estimations nationales, régionales et mondiales relatives à l'eau et l'assainissement

56

Annexe : Évolution de la couverture en zone rurale et urbaine pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement dans les régions en développement

58

Objectifs du Millénaire pour le développement : regroupements régionaux.

Perspectives d'avenir, bilan du passé

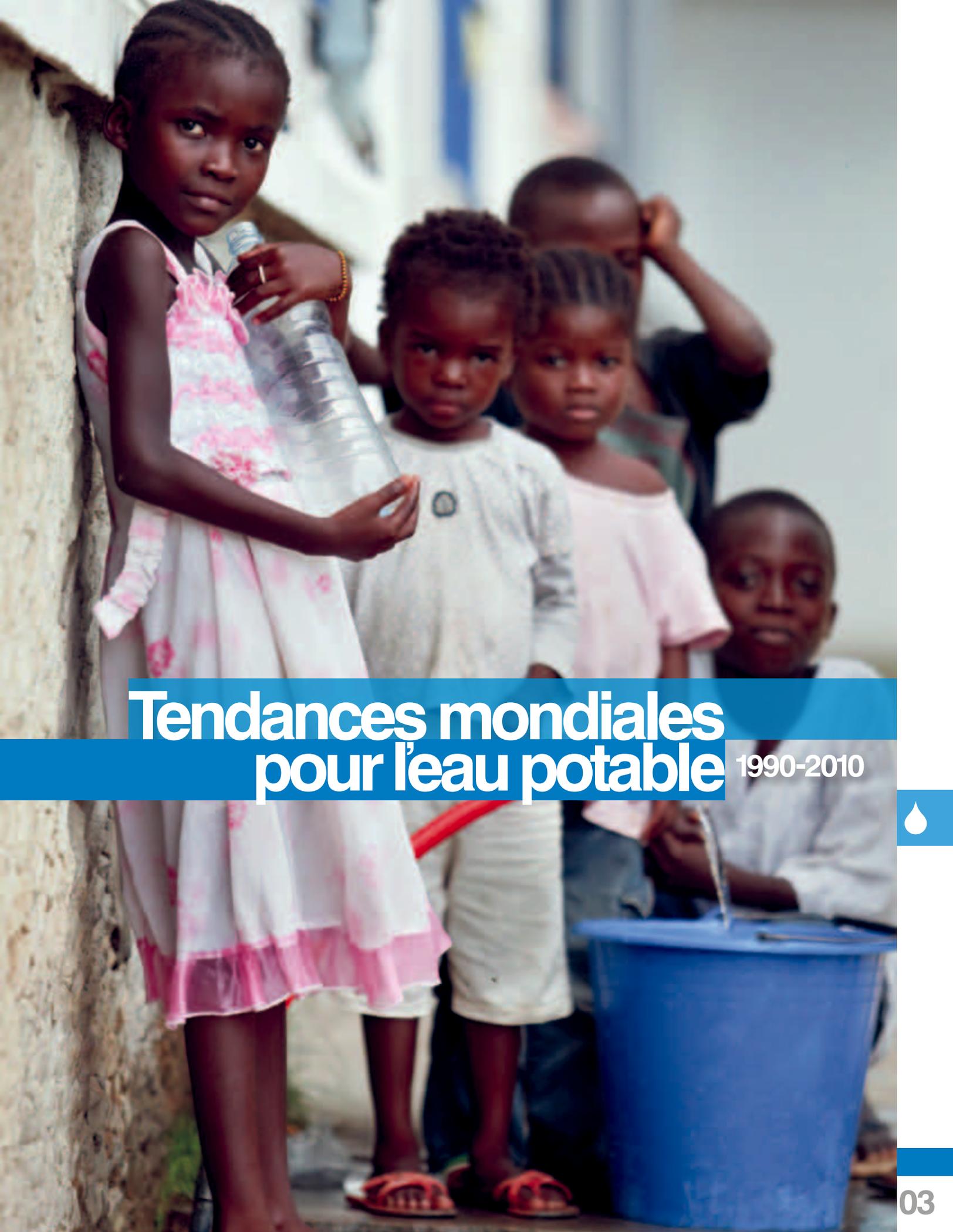
Le Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, ou JMP

, publie tous les deux ans un rapport sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans le monde, ainsi que sur les progrès réalisés vis-à-vis de la cible afférente à l'objectif du Millénaire pour le développement n° 7. Le rapport 2012 se fonde sur les données collectées lors d'enquêtes auprès des ménages et de recensements et inclut des ensembles de données à la fois récents et anciens dont le JMP a eu connaissance. Les estimations présentées ici décrivent la situation à la fin de l'année 2010 et remplacent celles que le JMP avait publiées dans sa version de mars 2010.

Le rapport donne une information encourageante : la cible pour l'eau potable, fixée pour les OMD et appelant à réduire de moitié, entre 1990 et 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas un accès durable à un approvisionnement en eau potable, a été atteinte en 2010, soit avec une avance de cinq ans par rapport au calendrier. Toutefois, il montre aussi que le travail est bien loin d'être terminé. Nombreux sont ceux qui n'ont toujours pas accès à l'eau potable et il est improbable que le monde atteigne la cible de l'assainissement fixée pour les OMD. Il faut poursuivre les efforts pour réduire les disparités entre zones urbaines et rurales et les inégalités liées à la pauvreté, pour obtenir une augmentation spectaculaire de la couverture dans les pays d'Afrique subsaharienne et d'Océanie, pour promouvoir un suivi mondial de la qualité de l'eau de boisson, pour atteindre la cible pour l'assainissement et pour envisager, au-delà de la cible des OMD, la couverture universelle.

Toutefois, de grands progrès ont été accomplis. Comme le montre le présent rapport, plus de deux milliards de personnes ont obtenu un accès à des points d'eau améliorés et 1,8 milliard à l'assainissement entre 1990 et 2010. C'est impressionnant, en particulier quand on considère les progrès des pays partis d'un très bas taux d'accès et confrontés à une forte croissance démographique. De fait, beaucoup des progrès accomplis ces 20 dernières années se sont inscrits dans le contexte d'une croissance démographique rapide et c'est pourquoi certaines des informations du présent document prêtent moins à l'optimisme. Plus de 780 millions de personnes n'ont toujours pas accès à des points d'eau améliorés et 2,5 milliards n'ont pas d'assainissement amélioré. Si l'on continue sur la même tendance, ces chiffres resteront à un niveau inacceptable en 2015, avec 605 millions de personnes sans accès à des points d'eau améliorés et 2,4 milliards sans accès à des installations d'assainissement améliorées.

À l'approche de la date butoir de 2015 fixée pour les OMD, l'OMS et l'UNICEF s'attaquent aux difficultés actuelles du suivi et à celles qui suivront. La sécurité sanitaire et la fiabilité de l'approvisionnement en eau potable et la pérennité des sources d'approvisionnement en eau comme des installations d'assainissement ne sont pas prises en compte dans l'ensemble des indicateurs utilisés actuellement pour suivre les progrès. En conséquence, le rapport décrit les travaux en cours pour affiner à la fois les indicateurs et les méthodes de suivi, dans le cadre de la stratégie du JMP définie pour la période 2010–2015. Il aborde aussi les débuts d'un processus pour mettre au point de nouveaux objectifs pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène, des cibles et des indicateurs au-delà de 2015, conformément au droit de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement et à la mission du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement.



Tendances mondiales pour l'eau potable

1990-2010





Progrès accomplis vers la cible fixée pour les OMD

La cible fixée pour les OMD pour l'eau potable a été atteinte : plus de deux milliards de personnes ont accédé à des points d'eau améliorés entre 1990 et 2010 et l'on estime que 11 % seulement de la population mondiale continue d'utiliser des points d'eau non améliorés (Figure 1). Cette proportion représente moins de la moitié par rapport à l'estimation de 24 % pour 1990. Près de 6,1 milliards de personnes, soit 89 % de la population mondiale, utilisaient des points d'eau améliorés en 2010. La cible pour l'eau potable a donc été l'une des premières des OMD à être atteintes.

Si cet accomplissement considérable mérite d'être applaudi, il reste néanmoins beaucoup à faire :

Premièrement, il existe d'énormes disparités. Alors que la couverture des points d'eau améliorés dépasse les 90 % en Amérique latine, dans les Caraïbes, en Afrique du Nord et dans une vaste partie de l'Asie, elle n'est que de 61 % en Afrique subsaharienne. Dans l'ensemble du monde en développement, la couverture se situe à 86 %, mais elle n'est que de 63 % dans les pays désignés comme étant les « moins développés ». On retrouve des disparités comparables à l'intérieur des pays, entre les riches et les pauvres ou entre les habitants des zones rurales et urbaines. Nous allons revenir sur ces inégalités dans la suite du rapport.

Deuxièmement, on ne dispose pas d'informations complètes sur la qualité sanitaire de l'eau de boisson pour un suivi mondial. Les analyses microbiologiques et

chimiques systématiques de la qualité de l'eau au niveau national dans tous les pays représentent des coûts prohibitifs et sont compliquées à mettre en œuvre au niveau logistique. Il a donc été convenu de mettre en place un indicateur indirect, ou proxy, pour le suivi des OMD. Celui-ci mesure la proportion de la population utilisant des points d'eau « améliorés », définis comme étant ceux qui, de par la nature de leur construction, sont protégés des contaminations externes et des matières fécales en particulier. Toutefois, certains de ces points d'eau pourraient ne pas être entretenus correctement et donc ne pas fournir en réalité une eau « potable ». En conséquence, il est probable que le nombre de personnes utilisant des points d'eau améliorés ait été surestimé (voir encadré 1).

La cible de l'eau potable fixée pour les OMD est atteinte

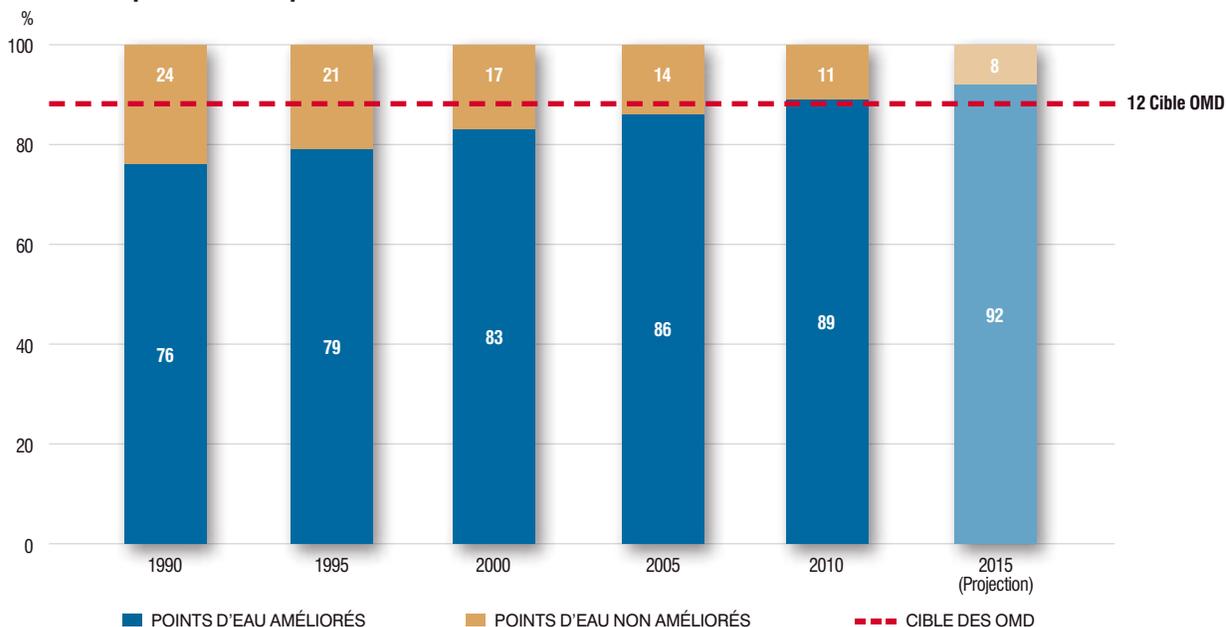


FIGURE 1

Évolution de la couverture mondiale en points d'eau améliorés, 1990 – 2010, projection pour 2015

Enfin, plus de 780 millions de personnes ne sont toujours pas desservies. Bien que la cible de l'eau potable fixée pour les OMD ait été atteinte, elle ne visait qu'à réduire de moitié le pourcentage de personnes qui n'y ont pas accès. En 2010, plus d'un dixième de la population mondiale dépendait toujours de points d'eau non améliorés.

La Figure 2 illustre l'évolution mondiale de l'utilisation des points d'eau, ventilés par catégories. Pendant ces deux dernières décennies, on a assisté à une augmentation impressionnante de l'utilisation des branchements domestiques à un réseau d'adduction d'eau (dans l'habitation, la parcelle ou la cour) ou d'autres points d'eau améliorés tels que les puits protégés, les forages, la collecte des eaux de pluie et les bornes-fontaines.

La couverture en points d'eau améliorés a augmenté, passant de 76 % en 1990 à 89 % en 2010



- EAUX DE SURFACE
- NON AMÉLIORÉS
- AMÉLIORÉS
- BRANCHEMENTS DOMESTIQUES À UN RÉSEAU D'ADDUCTION D'EAU

FIGURE 2 Évolution des pourcentages de la population mondiale utilisant des branchements domestiques à un réseau d'adduction d'eau, d'autres points d'eau améliorés, des points d'eau non améliorés et les eaux de surface, 1990 – 2010

ENCADRÉ 1

Suivi de la cible mondiale pour l'eau potable et l'assainissement : difficultés et accomplissements

Au cours des vingt années pendant lesquelles l'OMS et l'UNICEF ont suivi les progrès relatifs à l'eau et à l'assainissement, des progrès ont été réalisés vis-à-vis de la disponibilité et de la qualité des données, ainsi que dans les méthodes de mesure :

- **Données provenant des usagers et non plus des fournisseurs :** Au départ, les données du JMP provenaient presque exclusivement des gouvernements et étaient en grande partie obtenues auprès des compagnies des eaux et des ministères techniques concernés et reposaient essentiellement sur le nombre d'installations construites. Les estimations ne reflétaient pas les installations devenues hors d'usage ou construites par d'autres intervenants en dehors des programmes soutenus par le gouvernement. Une amélioration essentielle dans le milieu des années 1990 a été de passer aux données provenant des usagers, recueillies au travers d'enquêtes conduites auprès des ménages et de recensements des populations, qui traduisent plus précisément l'utilisation effective des points d'eau et des installations d'assainissement par les ménages pris individuellement.
- **Données plus standardisées :** Le manque de comparabilité des données sur les points d'eau et les installations d'assainissement entre les pays et dans le temps a constitué un défi important pour le suivi mondial. Face à ce problème, l'OMS et l'UNICEF ont prêté leur concours aux grandes enquêtes auprès des ménages, pour qu'elles intègrent des questions harmonisées dans les questionnaires. Le JMP a publié en 2006 un document sur les Questions essentielles sur l'eau potable et l'assainissement pour les enquêtes auprès des ménages (« Core Questions on Drinking Water and Sanitation for Household surveys ») afin de favoriser la généralisation de leur usage. Cette standardisation accrue a grandement renforcé la comparabilité des données.
- **Accroissement de la disponibilité des données :** On a assisté à la fin des années 1990 à un accroissement sans précédent de la disponibilité de données provenant d'enquêtes auprès des ménages, en grande partie grâce à la mise en œuvre des enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS) soutenues par l'UNICEF et des enquêtes démographiques et de santé (EDS), lancées par l'Agence pour le développement international des États-Unis (USAID).
- **Développement de la base de données du JMP :** En 2000, on retrouvait quelque 220 ensembles de données dans la base de données du JMP ; le présent rapport en prend en considération plus de 1400.
- **Plus grande ventilation des données :** L'introduction des « échelles » de l'eau potable et de l'assainissement a permis d'attirer l'attention sur certaines catégories, comme les « branchements domestiques à un réseau d'adduction d'eau » ou la « défécation en plein air ».

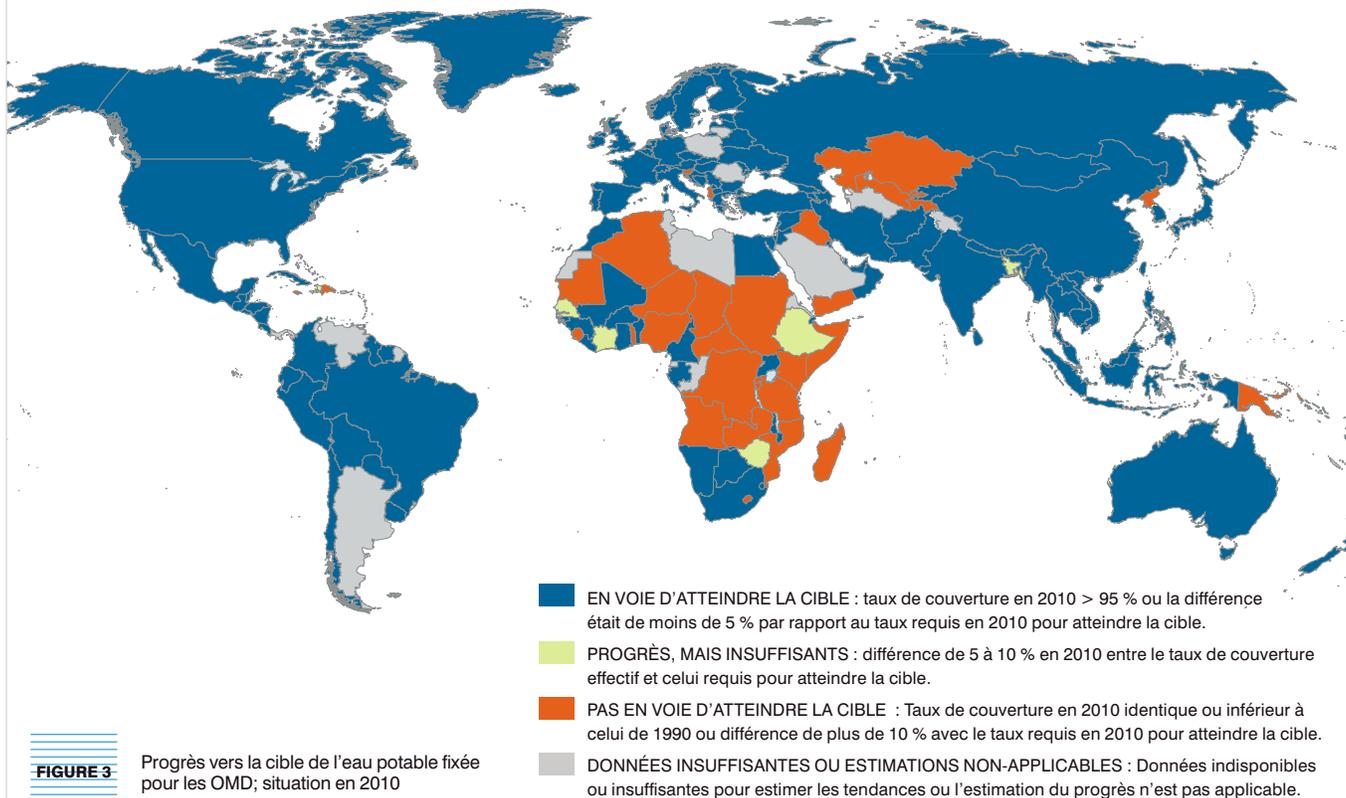
Néanmoins, les limitations abondent. L'une des principales lacunes a trait à la qualité sanitaire de l'eau de boisson fournie. Comme une analyse efficace, peu coûteuse, régulière et standardisée de la qualité de l'eau n'était pas possible à l'échelle mondiale au moment où la cible des OMD a été formulée et comme des informations représentatives sur le plan national concernant la qualité sanitaire de l'eau n'étaient pas disponibles dans la période qui a suivi l'année de référence (1990), l'OMS et l'UNICEF ont été obligés de faire appel à un indicateur indirect pour « l'accès durable à l'eau potable », comme le précise la cible de l'OMD. L'indicateur indirect retenu a été « l'utilisation de points d'eau améliorés », où le terme « amélioré » est déterminé par le type de technologie indiquée par un ménage pour son approvisionnement principal. Un point d'eau amélioré augmente, grâce à une intervention technologique, la probabilité de fournir une eau saine.

Jusqu'à présent, il n'est toujours pas possible d'obtenir de données sur la qualité de l'eau représentatives au niveau national dans tous les pays. Les principales enquêtes internationales auprès des ménages, MICS et EDS, expérimentent l'intégration d'un module sur la qualité de l'eau qui comportera la recherche de *E. coli*. Cela est devenu faisable en partie grâce à l'existence de nouveaux kits de tests rapides et peu coûteux de la qualité de l'eau. En cas de succès, cela pourrait entraîner une nouvelle évolution du contrôle et ouvrir la voie à une future cible pour l'eau potable qui inclurait une mesure de la qualité de l'eau.

De même, l'utilisation d'installations d'assainissement améliorées est un indicateur indirect de l'accès durable à des services d'assainissement de base. L'évaluation de la pérennité réelle des installations d'approvisionnement en eau comme d'assainissement reste un domaine qui gagnerait à être davantage considéré. Pour un exposé plus détaillé sur ces questions, voir la section intitulée « Limitation des données » en page 34.



L'Afrique subsaharienne et l'Océanie ne sont pas en voie d'atteindre la cible de l'eau potable fixée pour les OMD



Pour la première fois, les données sur l'utilisation de points d'eau non améliorés ont été ventilées en deux catégories : eaux de surface et autres points d'eau non améliorés. Ceux-ci incluent les puits creusés sans protection, les sources non protégées et l'eau fournie par des charrettes ou des citernes. Les eaux de surface comprennent les eaux collectées directement à partir des rivières, des lacs, des mares, des canaux d'irrigations et d'autres sources de surface. L'utilisation des eaux de surface est à un niveau étonnamment élevé et concerne 3 % de la population mondiale, soit 187 millions de personnes. Il s'agit la plupart du temps, pour 94 % de ces personnes, d'habitants des zones rurales, vivant surtout en Afrique subsaharienne. En fait, 19 % des ruraux en Afrique subsaharienne et 39 % en Océanie dépendent des eaux de surface pour la boisson et la préparation des repas.¹

Les OMD sont des objectifs fixés à l'échelle mondiale, assortis de cibles elles aussi mondiales qui ont été ensuite appliqués au

niveau national. On peut étendre la même méthodologie, utilisée pour déterminer les progrès au niveau mondial, dans chaque pays et, à l'aide des estimations du JMP, évaluer si un pays est ou n'est pas en voie d'atteindre les cibles. La Figure 3 illustre les résultats et montre que la majorité des pays accumulant du retard pour la cible de l'eau potable se trouvent en Afrique subsaharienne. En fait, seuls 19 des 50 pays de cette région sont en voie d'atteindre la cible d'ici à 2015.

La Figure 4 montre le nombre de personnes ayant accédé à un point d'eau amélioré depuis 1990. Les progrès de l'Inde et de la Chine, qui dominent leurs régions respectives, représentent aussi près de la moitié des progrès à l'échelle mondiale relatifs à la cible de l'eau potable. Si l'on examine seulement les pays en développement, on recense en Inde et en Chine plus de la moitié des personnes ayant accédé à des points d'eau améliorés. Ce n'est cependant pas surprenant, la population de ces deux

pays représentant 46 % de la population des pays en développement.

On trouve de grandes variations dans le rythme auquel différentes régions ont amélioré la couverture. En général, celles où la couverture était déjà élevée ont progressé modestement, ne gagnant que quelques points de pourcentage en 20 ans. On notera les progrès importants de l'Asie orientale, qui a ajouté 23 points de pourcentage et la faible baisse de la couverture dans le Caucase et l'Asie centrale² et en Océanie (Figure 5).

¹ Il faut garder à l'esprit que, dans tout le rapport, les données sur l'Océanie sont limitées. Chacun des petits États insulaires de la région n'a que très peu de données et nombre de ces données datent de plusieurs années, ce qui rend difficile l'établissement d'estimations solides pour 2010.

² "Le Caucase et l'Asie centrale" forment une nouvelle région OMD qui se compose de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Turkménistan. Cette nouvelle région remplace la Communauté des États Indépendants qui incluait également le Bélarus, la Fédération de Russie et l'Ukraine.

Près de la moitié des deux milliards de personnes ayant accédé à des points d'eau améliorés depuis 1990 vivent en Chine ou en Inde

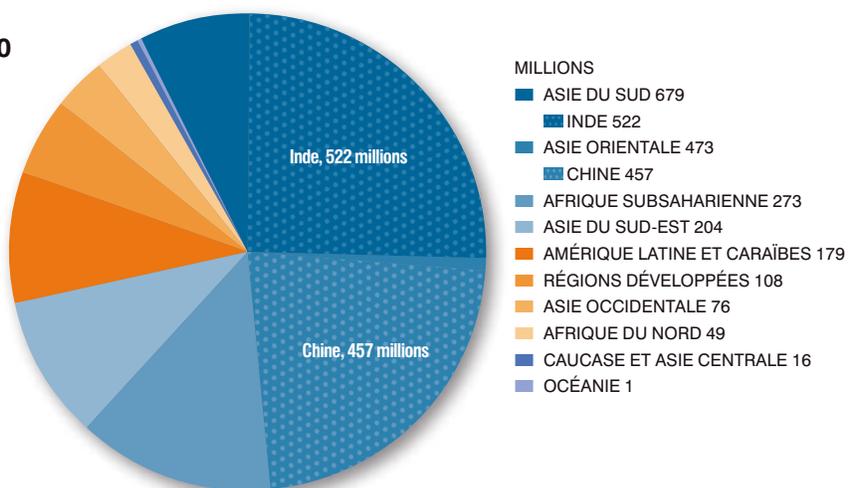


FIGURE 4 Nombre de personnes ayant accédé à des points d'eau améliorés entre 1990 et 2010 selon les régions OMD (en millions)

Depuis 1990, la couverture en points d'eau améliorés dans les régions en développement a augmenté de 16 points de pourcentage

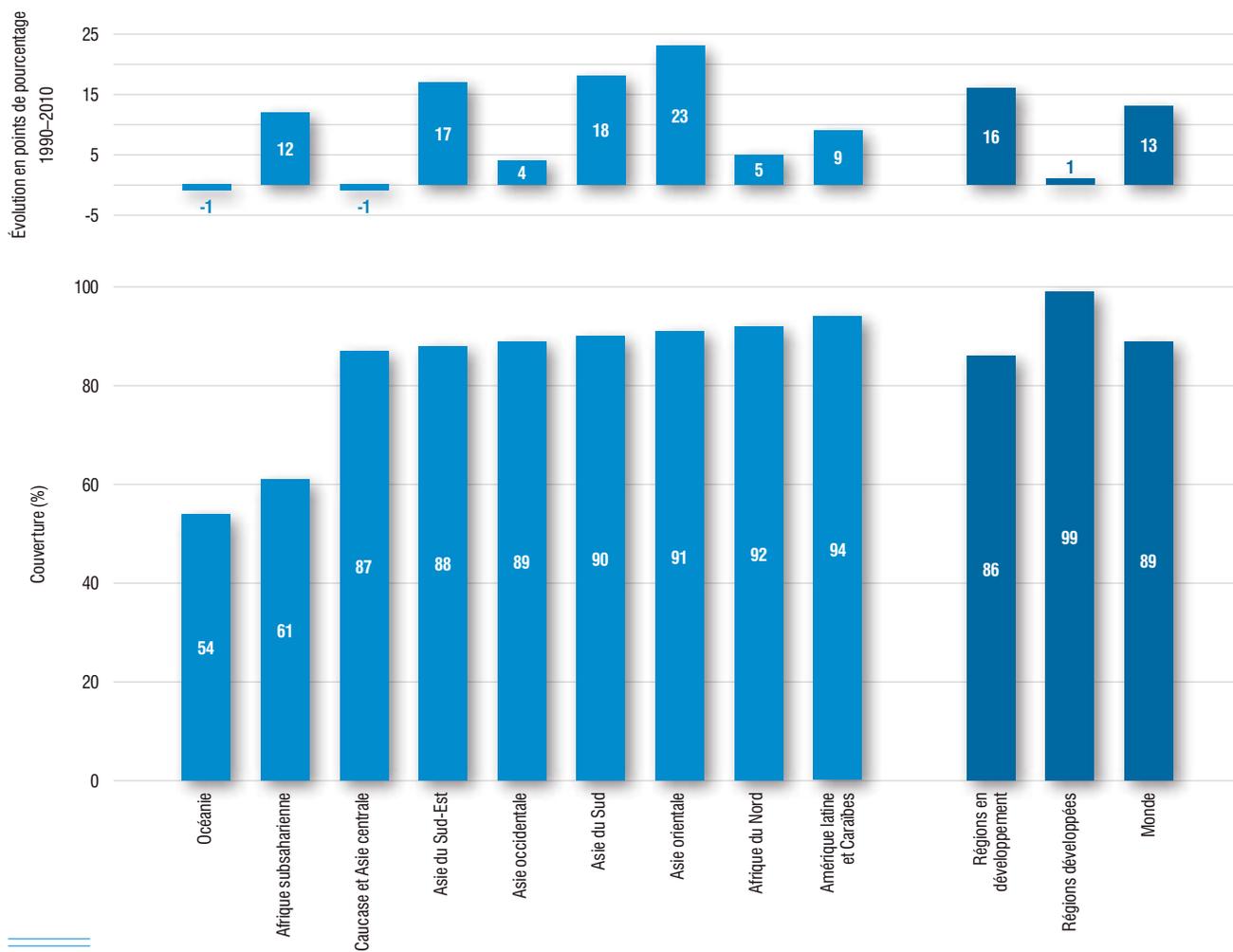


FIGURE 5 Utilisation de points d'eau améliorés selon les régions OMD en 2010 et évolution en points de pourcentage entre 1990 et 2010





Tendances régionales

La Figure 6 révèle l'évolution de l'utilisation des différents types de points d'eau entre 1990 et 2010 selon les régions OMD. Deux groupes apparaissent clairement. Le premier est un ensemble de régions dans lesquelles les branchements domestiques à un réseau d'adduction d'eau dans l'habitation, la parcelle ou la cour sont peu nombreux (30 % ou moins). On y trouve l'Afrique subsaharienne, l'Océanie, l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est. Bien que ces régions aient avancé pour ce type d'alimentation en eau, les progrès concernent surtout la catégorie des « autres points d'eau améliorés ». On notera que 65 % de la population de l'Asie du Sud utilise d'autres points d'eau améliorés et non des branchements domestiques à un réseau d'adduction d'eau.

Dans le second groupe, composé de l'Asie orientale, de l'Afrique du Nord, de l'Asie occidentale, de l'Amérique latine et des Caraïbes, au moins 70 % de la population utilise des branchements domestiques à un réseau d'adduction d'eau. L'Asie orientale (dominée par la Chine) a connu une augmentation spectaculaire de cette forme d'alimentation en eau depuis 1990, avec un gain de couverture de 35 points de pourcentage dans cette catégorie en 20 ans ; elle a ajouté 562 millions de nouveaux usagers au cours de la période alors que, dans le même temps, le monde dans son ensemble n'a progressé que de 9 points de pourcentage. L'Asie orientale est aussi la région ayant connu l'accroissement le plus spectaculaire de l'utilisation des points d'eau améliorés en général, partant d'une

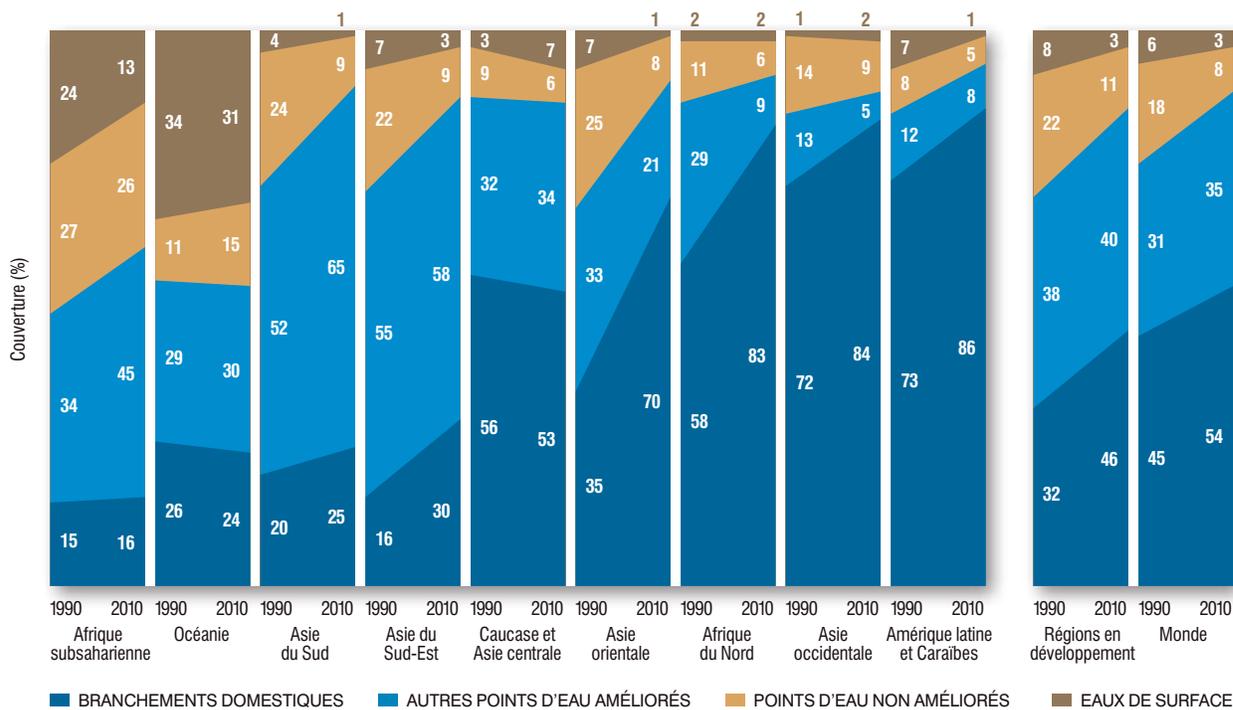
couverture de 68 % en 1990 pour atteindre 91 % en 2010. Cela représente une augmentation de 23 points de pourcentage, bien plus que dans toute autre région.

Une proportion importante des populations en Océanie et en Afrique subsaharienne continue d'utiliser les eaux de surface.

Les pays où l'alimentation en eau couvre encore moins de 50 % de la population sont presque tous situés en Afrique subsaharienne (Figure 7).

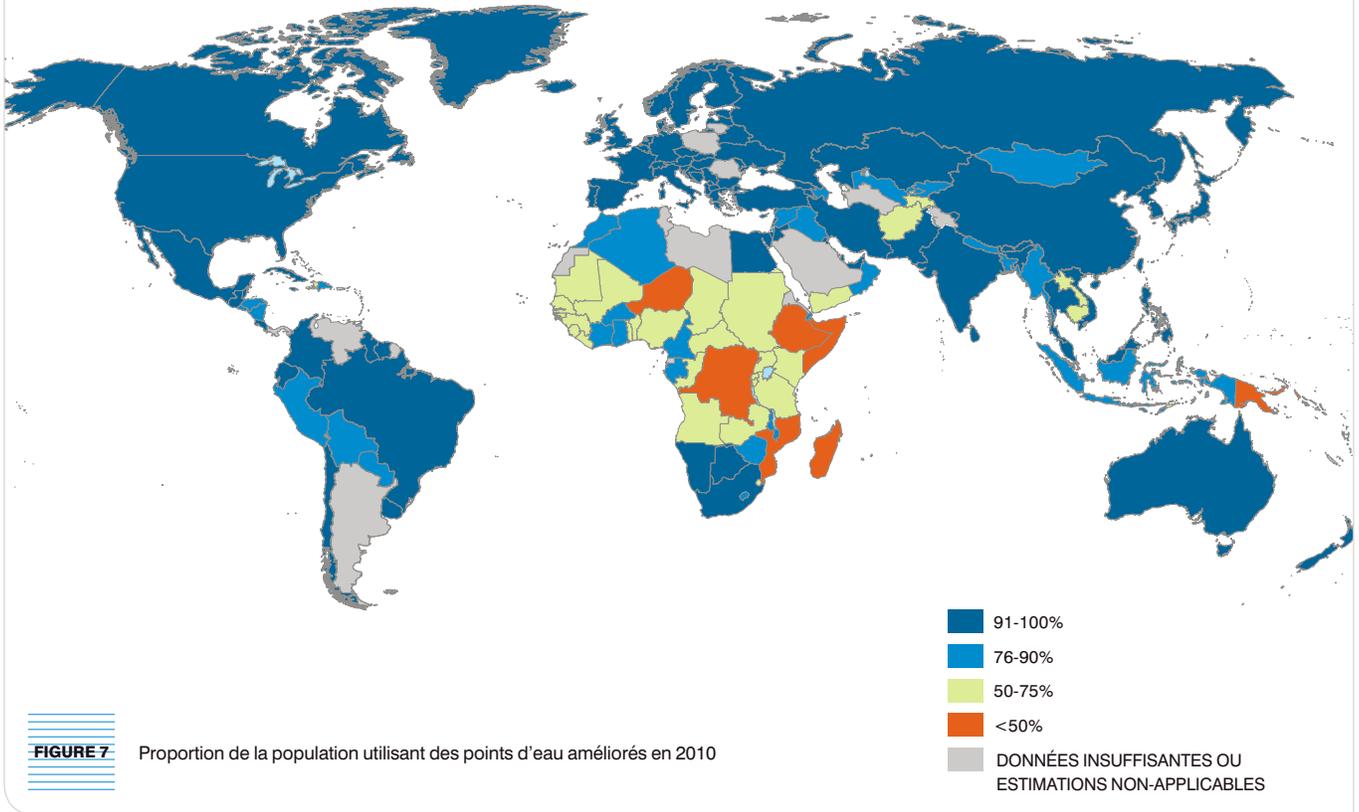
La Figure 8 montre le nombre de personnes sans accès à des points d'eau améliorés dans les 10 pays ayant encore les populations non desservies les plus nombreuses. Bien qu'elles soient en voie d'atteindre la cible, la Chine et l'Inde comptent à elles

L'accès aux branchements domestiques à un réseau d'adduction d'eau varie beaucoup selon les régions



Évolution de la couverture en points d'eau selon les régions en développement, 1990-2010

L'Afrique subsaharienne a la couverture en points d'eau améliorés la plus faible de toutes les régions



deux 216 millions de personnes sans accès à des points d'eau améliorés, ce qui représente 28 % de la population mondiale qui n'est pas encore desservie.

Au cours des deux dernières décennies, on a assisté à des changements majeurs dans les proportions de la population mondiale utilisant les différents types de points d'eau (Tableaux 1 et 2).³ La plus grande évolution a eu lieu pour les branchements domestiques à un réseau d'adduction d'eau, utilisés par 54 % de la population mondiale en 2010, contre 45 % en 1990. Dans les zones rurales, la croissance pour ce type d'alimentation en eau a été encore plus rapide, de 18 % en 1990 à 29 % en 2010. Au cours de la même période, l'approvisionnement à partir d'eaux de surface a été réduit de moitié, de 10 à 5 % dans les zones rurales et de 6 à 3 % pour la population totale. Dans les zones urbaines, la proportion de la population ayant des branchements domestiques à un réseau

³ Ce point est étudié plus en détail dans le rapport thématique de l'OMS et de l'UNICEF de 2011 intitulé : Drinking Water : Equity, Safety and Sustainability

Dix pays concentrent les deux tiers de la population mondiale sans accès à des points d'eau améliorés

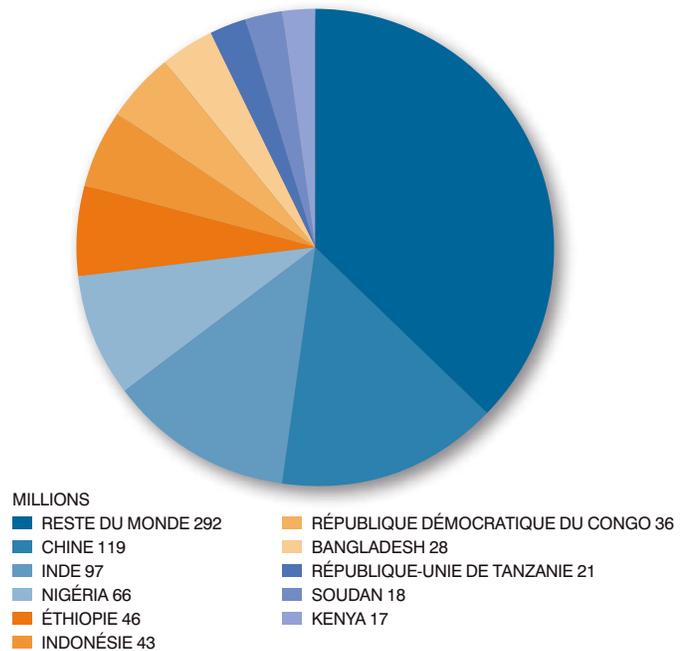


FIGURE 8 Les dix pays ayant le plus grand nombre d'habitants sans accès à des points d'eau améliorés en 2010 (en millions)



d'adduction d'eau est restée pratiquement la même en termes de pourcentage, mais le développement massif des populations urbaines au cours de cette période signifie qu'en nombre absolu, le nombre de citoyens bénéficiant de l'eau courante à domicile a augmenté d'un milliard, passant de 1,8 à 2,8 milliards.

Le nombre de personnes dépendant de camions citernes et de petits revendeurs a presque doublé sur la même période de 20 ans, passant de 44 millions à 85 millions (cette catégorie n'entre pas dans les points d'eau « améliorés » en raison

d'incertitudes sur la qualité et l'origine de l'eau). Le nombre de personnes utilisant l'eau en bouteille pour satisfaire leurs besoins en eau de boisson a également augmenté et a été multiplié par plus de six : de 37 millions en 1990 à 228 millions en 2010. Une grande majorité de ces personnes vivent en zone urbaine et la plupart ont également des branchements domestiques à un réseau d'adduction d'eau. Ce type d'approvisionnement n'est considéré comme « amélioré » que si le ménage utilise aussi des points d'eau améliorés pour la préparation des repas et l'hygiène personnelle.

Le nombre de personnes utilisant des forages (fonctionnant en général avec des pompes à motricité humaine) est passé de 1 milliard en 1990 à 1,3 milliard en 2010. Près d'un milliard d'entre elles, soit 80 %, vivent en zone rurale. Si les forages présentent des avantages importants par rapport aux puits en termes de qualité de l'eau, nombre de ceux équipés de pompes à motricité humaine imposent tout de même une charge considérable aux usagers pour ce qui est du temps et des efforts nécessaires pour collecter l'eau.

Évolution mondiale de l'utilisation des différents types de points d'eau (pourcentage)

Type	Zone urbaine (%)		Zone rurale (%)		Total (%)	
	1990	2010	1990	2010	1990	2010
Branchements domestiques à un réseau d'adduction d'eau	81	80	18	29	45	54
Robinets publics / Bornes fontaines	5	6	6	8	5	7
Forages	6	8	29	30	19	18
Eau de pluie	0	0	1	2	1	1
Puits	5	4	27	19	18	12
Sources	1	1	8	6	5	4
Camions citernes ou charrettes surmontées d'un fût	1	1	1	1	1	1
Eaux de surface	1	0	10	5	6	3
Eau en bouteille*	1	6	0	1	1	3

*Les données des enquêtes montrent que la plupart des personnes utilisant principalement l'eau en bouteille pour leur eau de boisson ont également des branchements domestiques à un réseau d'adduction d'eau comme source d'approvisionnement secondaire. Les consommateurs d'eau en bouteille sont donc comptés dans la catégorie « Branchements domestiques à un réseau d'adduction d'eau » dans le tableau ci-dessus.

TABLEAU 1 Proportions de la population selon les différents types de points d'eau utilisés en zone urbaine ou rurale en 1990 et en 2010 (%)

Tendances mondiales de l'utilisation des différents types de points d'eau (population)

Type	Zone urbaine (millions)		Zone rurale (millions)		Total (millions)	
	1990	2010	1990	2010	1990	2010
Branchements domestiques à un réseau d'adduction d'eau	1,820	2,763	538	973	2,358	3,737
Robinets publics / Bornes fontaines	120	205	168	260	288	465
Forages	138	255	878	996	1,016	1,251
Eau de pluie	6	13	41	76	47	89
Puits	111	151	843	656	954	807
Sources	15	33	235	221	250	254
Camions citernes ou charrettes surmontées d'un fût	24	42	20	43	44	85
Eaux de surface	17	11	313	175	331	187
Eau en bouteille*	26	192	11	36	37	228

*Les données des enquêtes montrent que la plupart des personnes utilisant principalement l'eau en bouteille pour leur eau de boisson ont également des branchements domestiques à un réseau d'adduction d'eau ou une source secondaire. Les consommateurs d'eau en bouteille sont donc comptés dans la catégorie « Branchement domestique à un réseau d'adduction d'eau » dans le tableau ci-dessus.

TABLEAU 2 Population mondiale utilisant les différents types de points d'eau en zone urbaine ou rurale en 1990 et en 2010 (millions)



Indicateur complémentaire pour évaluer les progrès

La seule évaluation des progrès en vue d'atteindre la cible fixée pour les OMD donne une image incomplète dans la mesure où les pays qui ont commencé avec un faible taux de couverture au départ ont dû travailler bien plus dur pour réduire de moitié la proportion de la population sans accès à l'eau ou à l'assainissement. S'y ajoute le défi d'une forte croissance démographique, qui peut facilement anéantir les progrès atteints au niveau de la population desservie si ceux-ci ne se font pas au même rythme. De plus, ce sont les pays les plus pauvres qui associent souvent une faible couverture de départ et une forte croissance démographique. Cela signifie que ces pays peuvent faire d'importants progrès en nombre absolu de personnes desservies, tout en n'étant toujours pas en voie d'atteindre la cible pour les OMD.

Face à ce problème, le JMP a mis au point un indicateur complémentaire représentant la proportion de la population actuelle ayant obtenu un accès entre 1995 et l'actualisation la plus récente, c'est-à-dire 2010 dans le cas présent. Il s'agit donc du pourcentage de la population vivant dans un pays aujourd'hui et ayant accédé à un point d'eau amélioré dans les 15 dernières années.⁴ Cet indicateur peut servir à évaluer la performance d'un pays, qu'il ait commencé avec un taux de couverture de départ élevé ou bas.

Cet indicateur est exprimé comme suit : **Augmentation depuis 1995 du nombre de personnes ayant accédé à un point d'eau amélioré, en pourcentage de la population actuelle (2010)**

	Population en 2010 (millions)	Taux de couverture en points d'eau améliorés (%)	Population ayant accédé à des points d'eau améliorés depuis 1995	Progrès vis-à-vis de la cible des OMD	Proportion de la population de 2010 ayant accédé à des points d'eau améliorés depuis 1995 (%)
Malawi	14.9	83	7.2	En bonne voie	48.4
Burkina Faso	16.5	79	7.5	En bonne voie	45.5
Libéria	4.0	73	1.7	En bonne voie	42.8
Ghana	24.4	86	10.3	En bonne voie	42.3
Namibie	2.3	93	0.9	En bonne voie	40.6
Gambie	1.7	89	0.7	En bonne voie	37.7
Rwanda	10.6	65	3.3	Pas en bonne voie	30.7
Sierra Leone	5.9	55	1.6	Pas en bonne voie	27.0
Togo	6.0	61	1.6	Pas en bonne voie	26.1
Afrique subsaharienne	856	61	221	Pas en bonne voie	25.8

TABLEAU 3

Sélection de pays d'Afrique subsaharienne ayant obtenu des résultats supérieurs à la moyenne régionale pour ce qui est de la proportion de leur population en 2010 ayant accédé à des points d'eau améliorés depuis 1995.

Le tableau 3 montre une sélection de pays d'Afrique subsaharienne ayant obtenu des résultats supérieurs à la moyenne régionale qui se situe à près de 26 %. Certains pays ont fait des progrès remarquables en donnant à une large proportion de leur population l'accès à des points d'eau améliorés, cela étant vrai même pour des pays n'ayant pas fait des progrès suffisants vis-à-vis de la cible pour les OMD. Le Rwanda et la Sierra Leone par exemple, ont tous deux connu un conflit entre 1995 et 2010 mais ont néanmoins fait davantage de progrès que ce qu'indique la moyenne régionale. Au Rwanda, plus de 30 % de la population a accédé à des points d'eau améliorés depuis 1995, ce qui représente 3 millions de personnes. Même des pays n'ayant pas réalisé des progrès aussi importants sont remarquables en termes de nombre de personnes desservies.

La République démocratique du Congo n'a fourni des points d'eau améliorés qu'à environ 16 % de sa population depuis 1995, ce qui représente pourtant plus de 10 millions de personnes. Il est remarquable de voir que l'Afrique subsaharienne a devancé l'Asie orientale pour ce qui est de la proportion de la population actuelle ayant accédé à l'eau au cours des 15 dernières années.

On observe aussi en Afghanistan des progrès stupéfiants lorsqu'on considère les progrès de cette manière. Le pays a fourni à près de la moitié de sa population (plus de 15 millions de personnes) l'accès à des points d'eau améliorés au cours de cette période turbulente de 15 ans, dépassant de loin la moyenne régionale de 30,9 % en Asie du Sud.

⁴ Bien qu'il eût été idéal d'utiliser le chiffre de la population ayant accédé à un point d'eau amélioré depuis 1990, on considère l'année 1995 comme référence car les données disponibles au niveau du JMP permettent d'établir des estimations du taux de couverture pour 191 pays en 1995, contre seulement 157 en 1990.





Disparités entre zones urbaines et rurales

Dans la Figure 9, les données utilisées pour suivre les progrès accomplis vers la cible fixée pour les OMD pour l'eau potable sont ventilées selon les zones urbaines et rurales. Les résultats révèlent de fortes disparités dans la couverture entre zones rurales et urbaines, ce qui illustre les défis pour une réalisation équitable des OMD.

À l'échelle mondiale, on estime que 96 % de la population urbaine utilisait des points d'eau améliorés en 2010, contre 81 % de la population rurale. Cela signifie que 653 millions d'habitants des zones rurales n'ont pas de points d'eau améliorés pour leur eau de boisson.

De même, 80 % de la population urbaine mondiale était raccordée à un réseau d'adduction d'eau, contre 29 % en zone rurale.

Dans les zones urbaines, le taux de croissance du nombre des branchements domestiques à un réseau d'adduction d'eau a stagné ces 20 dernières années. Il a été plus élevé dans les zones rurales, mais la couverture reste faible.

On voit dans la Figure 10 l'augmentation importante de la population urbaine ayant accédé à des points d'eau améliorés entre 1990 et 2010, largement plus d'un milliard de personnes. En revanche, le nombre des citoyens utilisant des points d'eau non améliorés a en fait augmenté, passant de 109 à 130 millions. Cela doit être vu en comparaison de la croissance massive de la population urbaine sur la même période, qui est passée de 2,3 à 3,5 milliards de personnes. À l'inverse, dans les zones rurales, le nombre de personnes utilisant des

points d'eau non améliorés a baissé de 1,1 milliard à 653 millions, en parallèle d'une croissance démographique plus modeste. Si le ratio s'est amélioré depuis 1990, le nombre de personnes en zone rurale continuant d'utiliser des points d'eau non améliorés en 2010 reste tout de même cinq fois plus élevé qu'en zone urbaine.

Les figures 11 et 12 montrent que, dans de nombreux pays, la couverture en points d'eau améliorés reste inférieure à 50 % dans les zones rurales alors que, dans les zones urbaines, elle est partout supérieure à 50 %.

Les figures 40 et 41 en annexe illustrent les disparités entre les zones urbaines et rurales pour la couverture en points d'eau améliorés dans les régions en développement.

Les branchements domestiques à un réseau d'adduction d'eau représentent un confort de service bénéficiant particulièrement aux populations urbaines

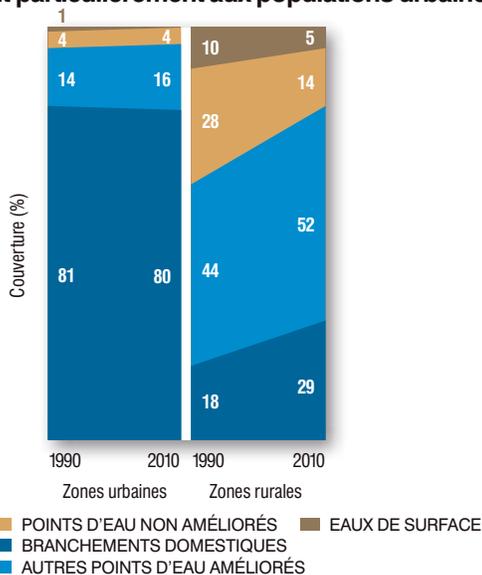


FIGURE 9

Évolution de la couverture en points d'eau selon les zones, urbaines ou rurales, 1990-2010

Dans les zones urbaines, 1,2 milliard de personnes ont accédé à des points d'eau améliorés entre 1990 et 2010

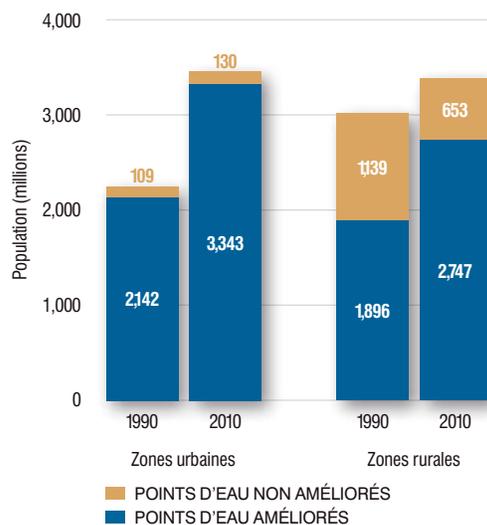


FIGURE 10

Population utilisant des points d'eau améliorés ou non améliorés selon les zones, urbaines ou rurales, 1990-2010 (en millions)

La plupart des personnes sans accès à des points d'eau améliorés vivent en zone rurale

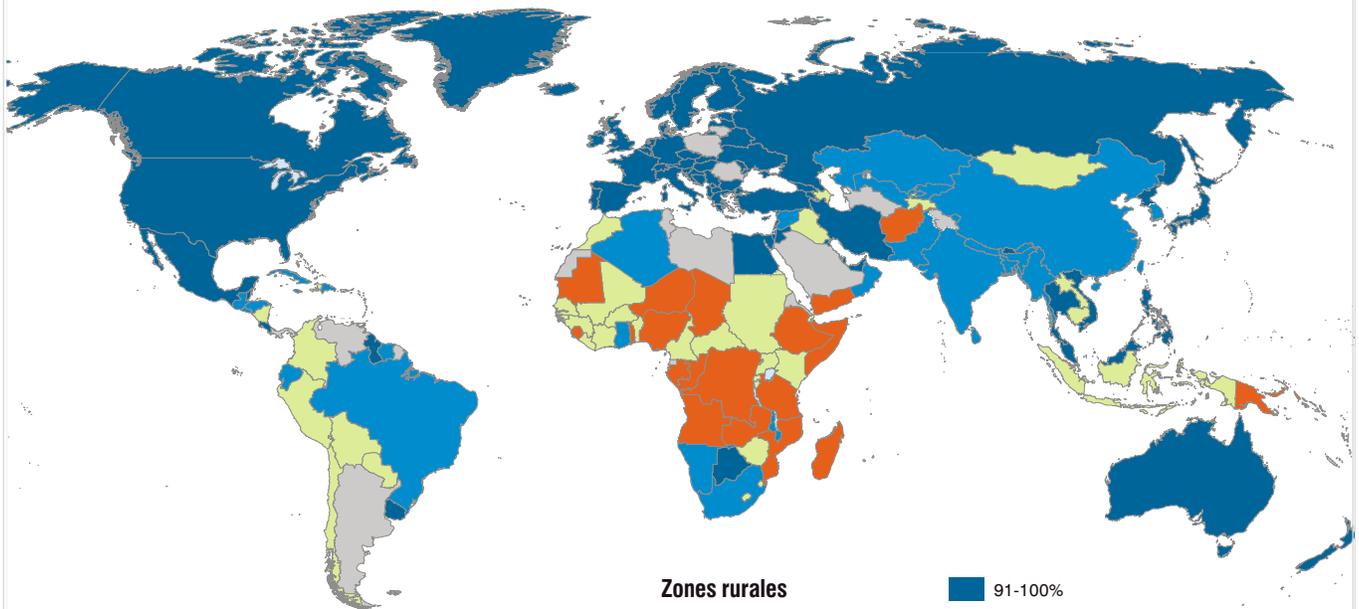


FIGURE 11 Couverture en points d'eau dans les zones rurales, 2010

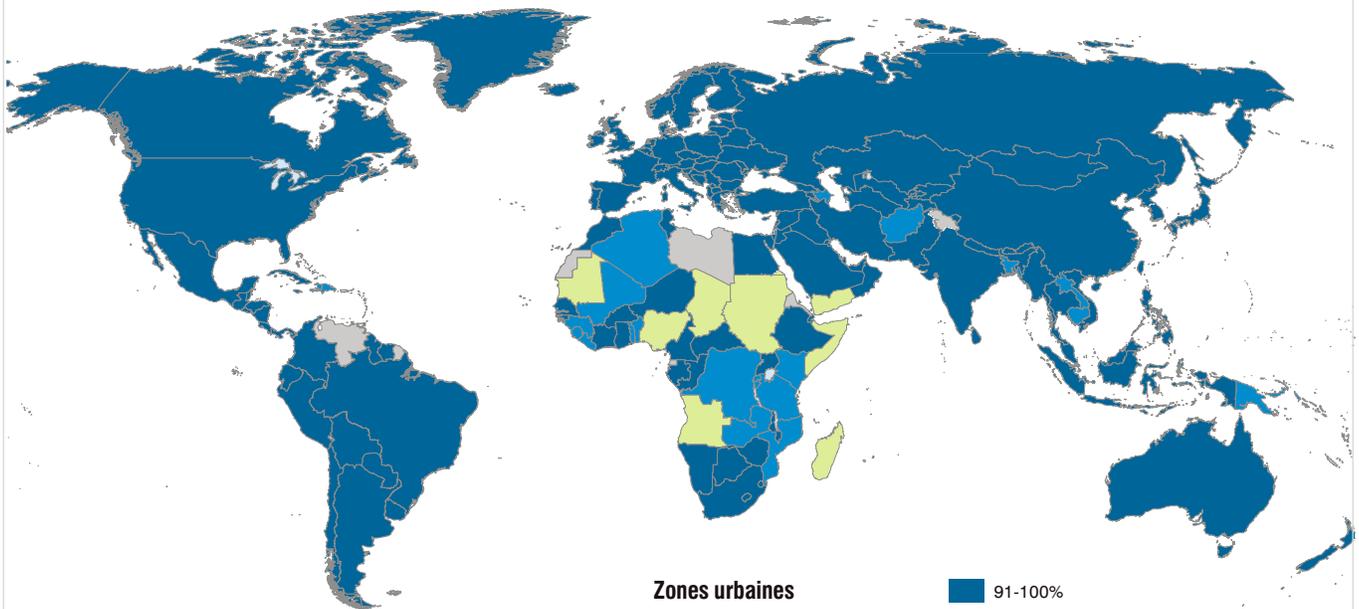


FIGURE 12 Couverture en points d'eau dans les zones urbaines, 2010





Tendances mondiales pour l'assainissement 1990-2010

● Progrès accomplis vers la cible fixée pour les OMD

Bien qu'il soit improbable que le monde atteigne d'ici 2015 la cible de l'assainissement fixée pour les OMD, des progrès encourageants sont accomplis. À l'échelle mondiale, 63 % de la population utilise des installations améliorées, soit une augmentation de près de 1,8 milliard de personnes depuis 1990 (Figure 13). Cela signifie que la différence pour être en voie d'atteindre la cible est inférieure à 10 %. Au rythme actuel de progression, nous atteindrons une couverture de 67 % en 2015, ce qui est mieux que les projections antérieures, mais encore bien loin des 75 % nécessaires pour atteindre la cible. À moins de pouvoir accélérer le rythme de l'évolution dans le secteur de l'assainissement, la cible fixée pour les OMD pourrait ne pas être atteinte avant 2026. En 2010, on estimait à 2,5 milliards le nombre de personnes ne bénéficiant toujours pas d'un assainissement amélioré.

On voit dans la Figure 14 que la défécation en plein air, c'est-à-dire dans les champs, les forêts, les buissons, les eaux de surface ou d'autres espaces ouverts, concerne encore 15 % de la population. Cela représente 1,1 milliard de personnes. Bien que leur pourcentage diminue, le nombre absolu de ces personnes s'est maintenu au-dessus de un milliard pendant plusieurs années à cause de la croissance démographique.

De nombreux pays ne sont pas en voie d'atteindre la cible de l'assainissement fixée pour les OMD, dont beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne et certains des pays les plus peuplés d'Asie (Figure 15).

Il existe des variations frappantes dans la vitesse à laquelle les régions progressent pour l'accès aux installations d'assainissement améliorées (Figure 16).

L'Asie orientale a ajouté 39 points de pourcentage à sa couverture entre 1990 et 2010. Contrairement à l'accès à l'eau, aucune région n'a connu de baisse de taux de couverture en assainissement.

La Figure 17 donne le nombre de personnes ayant accédé à des installations d'assainissement améliorées depuis 1990 selon les régions OMD.

Nous avons fait ressortir les progrès en Chine et en Inde, car leurs populations représentent une part majeure de celles de leurs régions respectives. Alors que la Chine a contribué pour plus de 95 % aux progrès en Asie orientale, il n'en va pas de même pour l'Inde et l'Asie du Sud. Ensemble, la Chine et l'Inde ont contribué pour un peu moins de la moitié aux progrès mondiaux accomplis vers la cible de l'assainissement fixée pour les OMD.

Avec l'évolution actuelle, le monde n'atteindra pas la cible de l'assainissement fixée pour les OMD

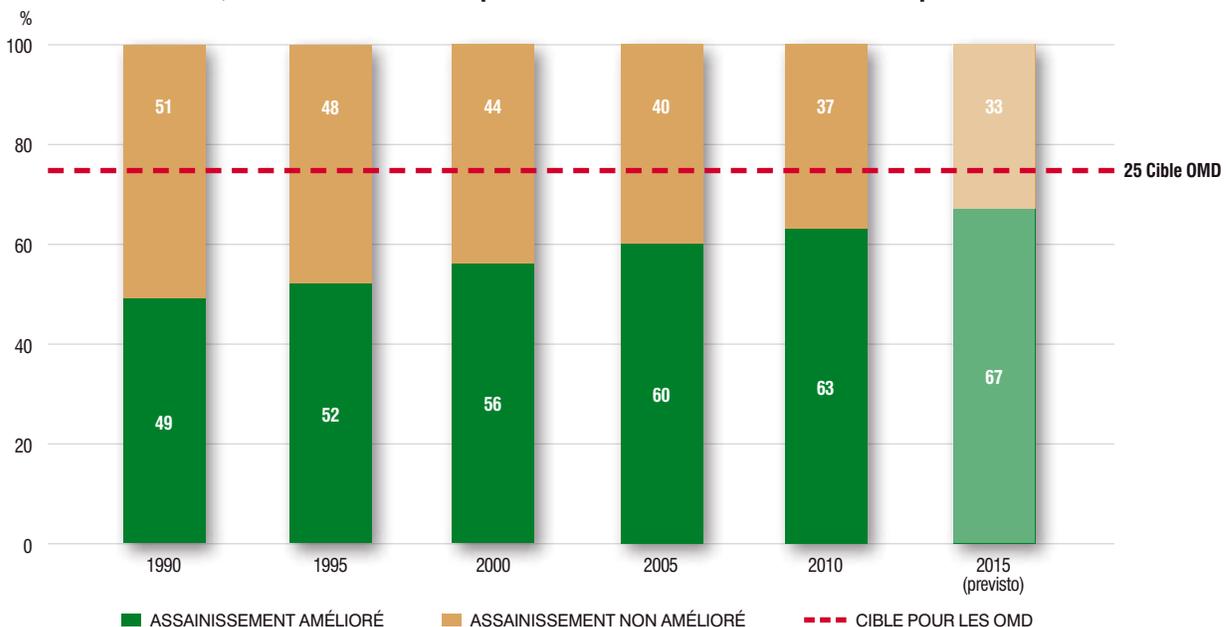
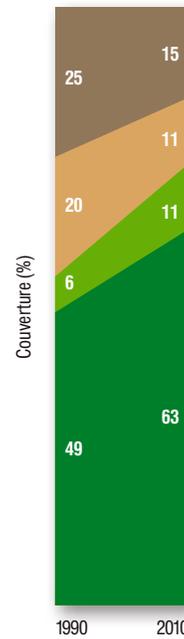


FIGURE 13 Évolution de la couverture mondiale de l'assainissement, 1990 – 2010, projection pour 2015.



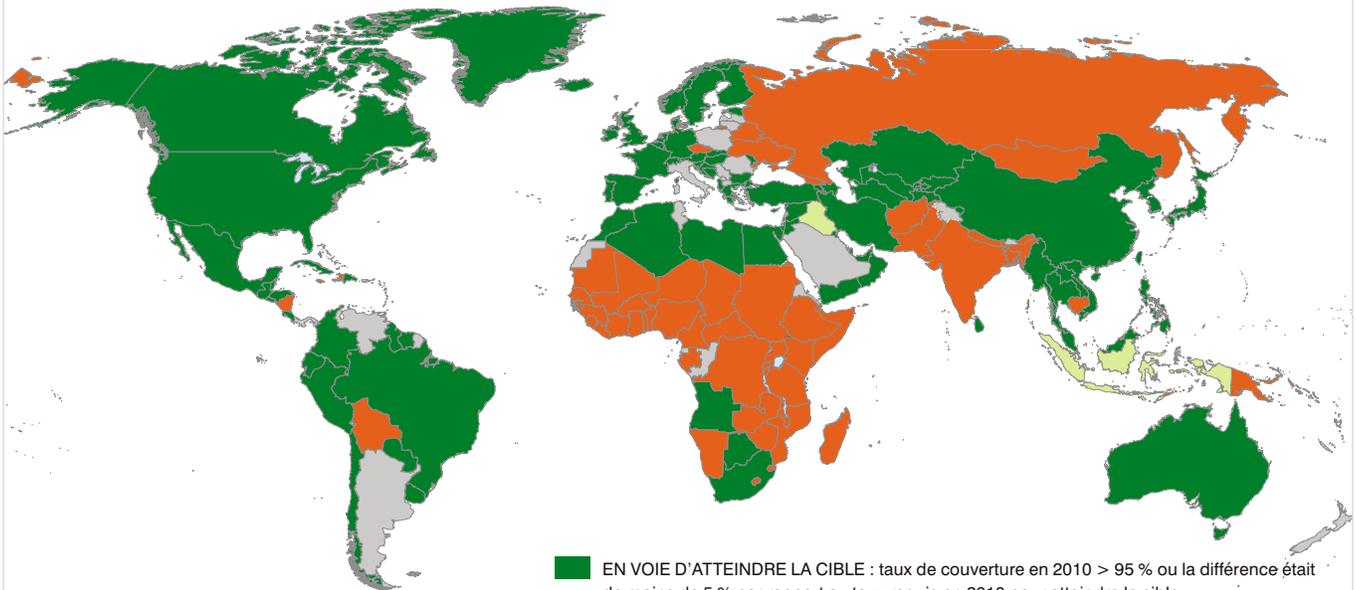
La couverture en assainissement est passée de 49 % en 1990 à 63 % en 2010



■ INSTALLATIONS AMÉLIORÉES ■ PARTAGÉES
 ■ NON AMÉLIORÉES ■ DÉFÉCATION EN PLEIN AIR

FIGURE 14 Évolution des pourcentages de la population mondiale utilisant des installations d'assainissement améliorées, partagées, non améliorées ou déféquant en plein air, 1990 – 2010.

Le monde n'est pas en voie d'atteindre la cible de l'assainissement fixée pour les OMD



■ EN VOIE D'ATTEINDRE LA CIBLE : taux de couverture en 2010 > 95 % ou la différence était de moins de 5 % par rapport au taux requis en 2010 pour atteindre la cible.
 ■ PROGRÈS, MAIS INSUFFISANTS : différence de 5 à 10 % en 2010 entre le taux de couverture effectif et celui requis pour atteindre la cible.
 ■ PAS EN VOIE D'ATTEINDRE LA CIBLE : Taux de couverture en 2010 identique ou inférieur à celui de 1990 ou différence de plus de 10 % avec le taux requis en 2010 pour atteindre la cible.
 ■ DONNÉES INSUFFISANTES OU ESTIMATIONS NON APPLICABLES : Données indisponibles ou insuffisantes pour estimer les tendances ou l'estimation du progrès n'est pas applicable.

FIGURE 15 Progrès accomplis vers la cible de l'assainissement fixée pour les OMD

Depuis 1990, la couverture en assainissement dans les régions en développement a augmenté de 20 points de pourcentage

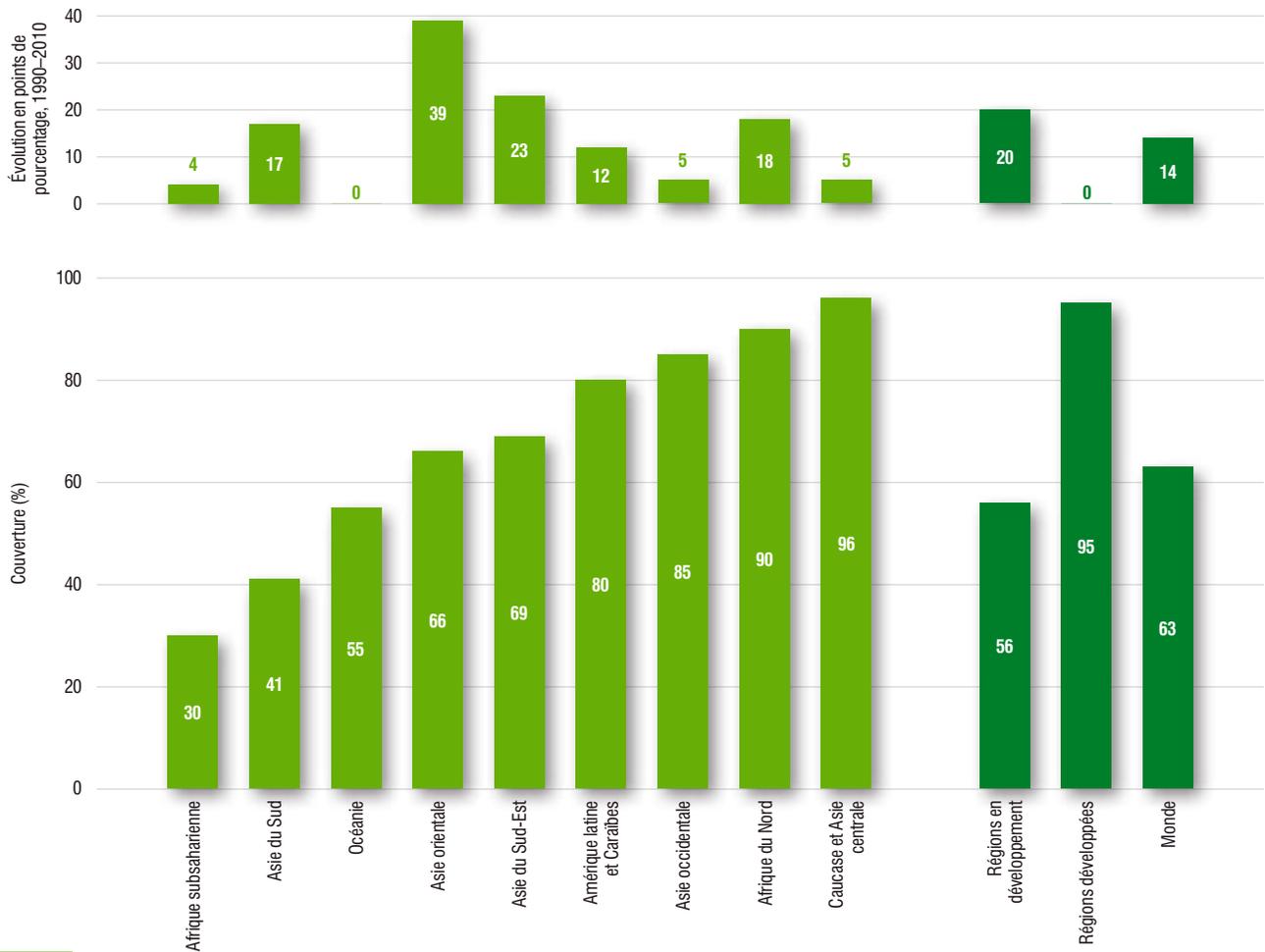


FIGURE 16 Utilisation d'installations d'assainissement améliorées selon les régions OMD en 2010 et évolution en points de pourcentage entre 1990 et 2010

Quatre personnes sur 10 ayant accédé à l'assainissement amélioré depuis 1990 vivent en Chine ou en Inde

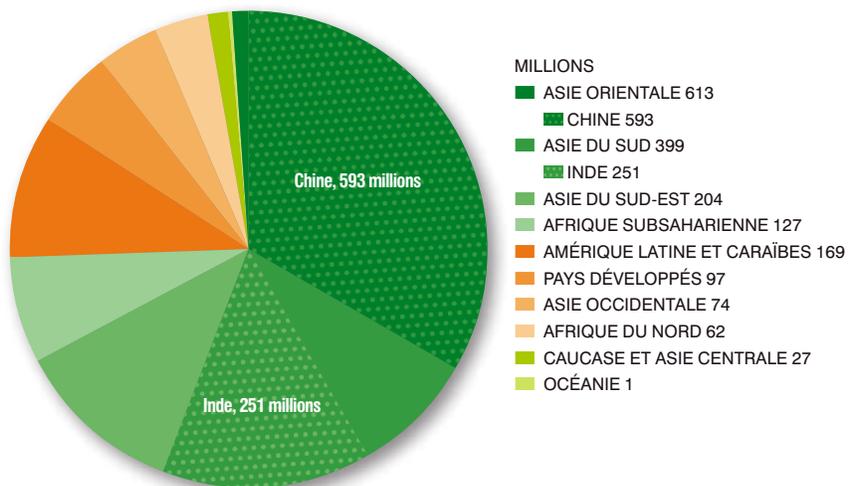


FIGURE 17 Nombre de personnes ayant accédé à l'assainissement amélioré entre 1990 et 2010 selon les régions OMD (en millions)



Tendances régionales

Il y a eu des différences marquées dans l'évolution de la couverture en assainissement selon les régions, comme le montre la Figure 18. L'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne peinent toujours avec une faible couverture (41 % et 30 % respectivement). Toutefois, ces deux régions diffèrent sensiblement l'une de l'autre en ce qui concerne les pourcentages de la population utilisant des installations autres que celles classées comme étant « améliorées ». En Afrique subsaharienne, 45 % de la population utilise des installations soit partagées, soit non améliorées, et 25 % défèque en plein air. En Asie du Sud, le pourcentage de la population utilisant des installations partagées ou non améliorées est bien plus faible et la défécation en plein air est au niveau le plus élevé de toutes les

régions. Bien que le nombre de personnes déféquant en plein air ait baissé de 110 millions depuis 1990, cela concerne encore 41 % de la population de la région, soit 692 millions de personnes.

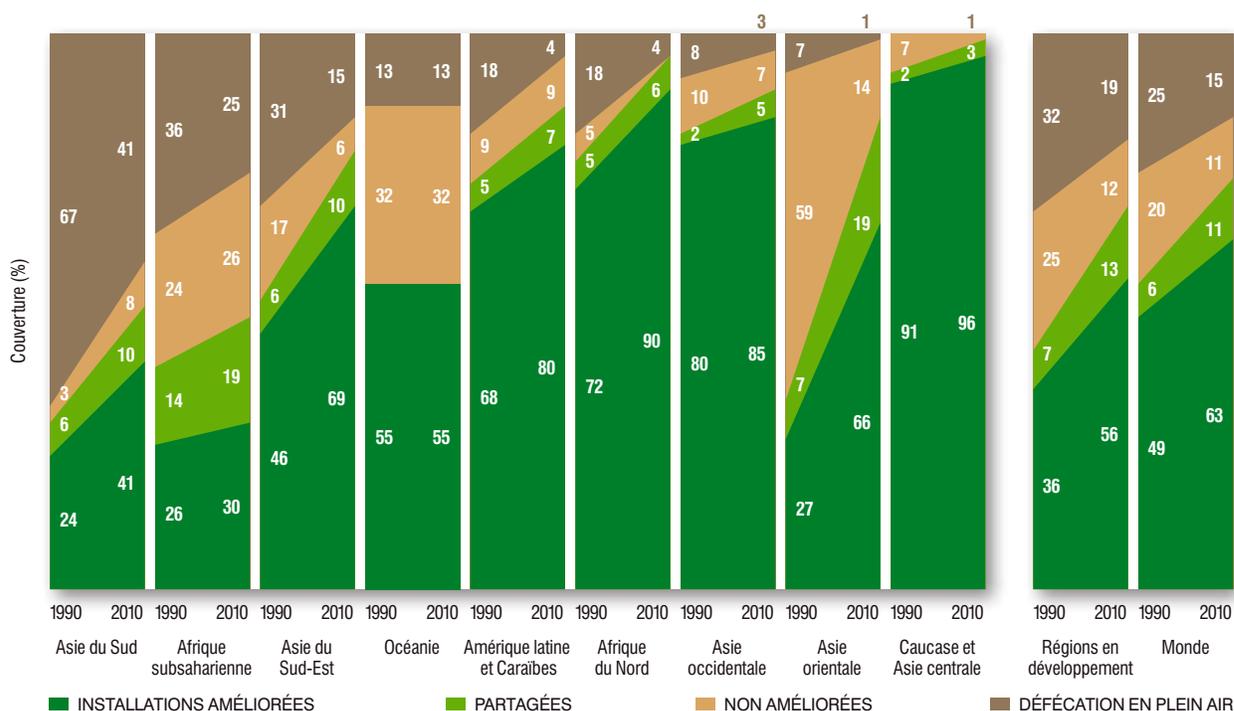
L'Afrique subsaharienne n'a pas fait les mêmes progrès dans la diminution de la défécation en plein air. De ce fait, cette pratique n'a baissé que de 11 % depuis 1990. Avec la croissance démographique, cela signifie que le nombre de personnes concernées a en réalité augmenté de 33 millions. Cela étant dit, l'Afrique subsaharienne est, de toutes les régions, celle qui a le plus fort pourcentage de personnes utilisant des installations d'assainissement non améliorées (c'est-à-dire des installations ne répondant pas aux critères

définissant une installation améliorée, ou qu'elles soient partagées ou publiques). Cette proportion croît, ce qui tend à indiquer une augmentation de la demande pour l'assainissement.

Bien plus de pays ont une couverture inférieure à 50 % pour l'assainissement que pour l'alimentation en eau. Comme pour l'eau, la plupart des pays ayant une faible couverture en assainissement se trouvent en Afrique subsaharienne (Figure 19). Toutefois, plusieurs pays peuplés d'Asie du Sud ont également de faibles taux pour l'assainissement amélioré.

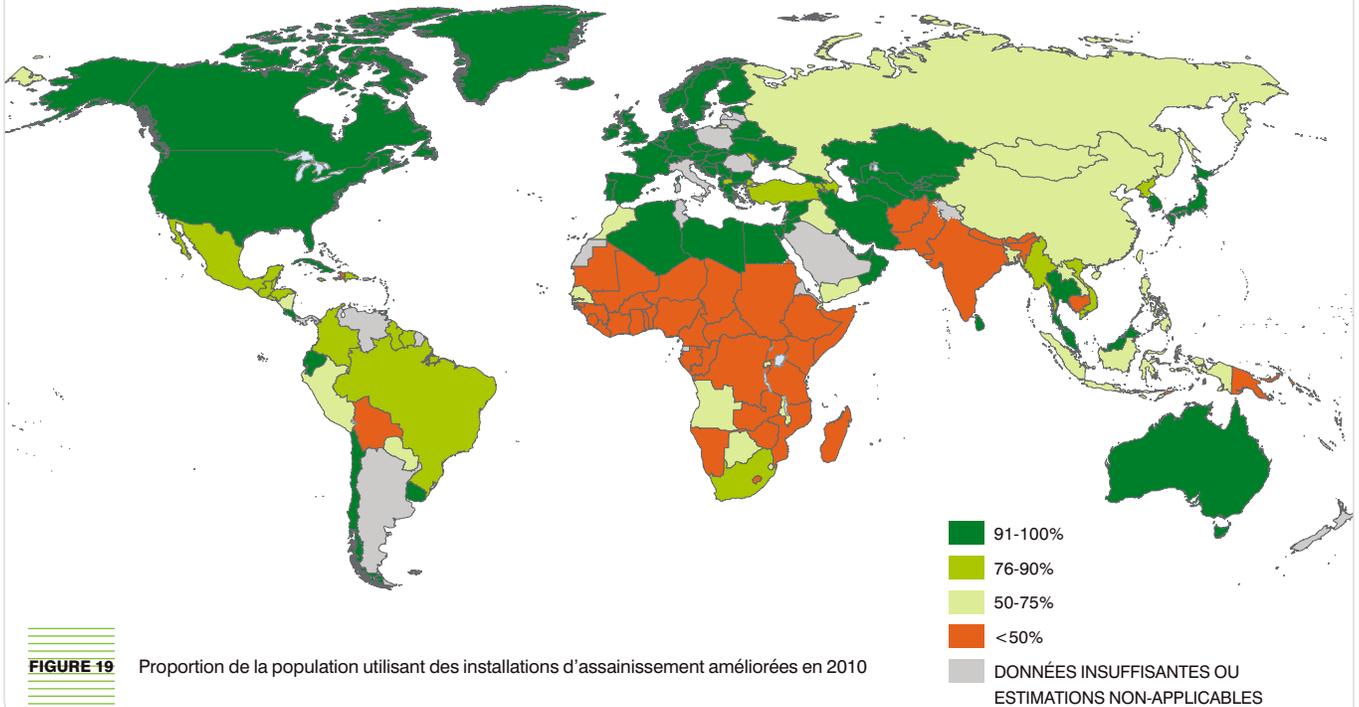
La Figure 20 montre les 11 pays représentant plus des trois quarts (76 %) de la population mondiale ne disposant

La couverture en assainissement s'améliore dans presque toutes les régions en développement



Évolution de la couverture en assainissement selon les régions en développement, 1990 - 2010

Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud, la couverture en assainissement est inférieure à 50 %



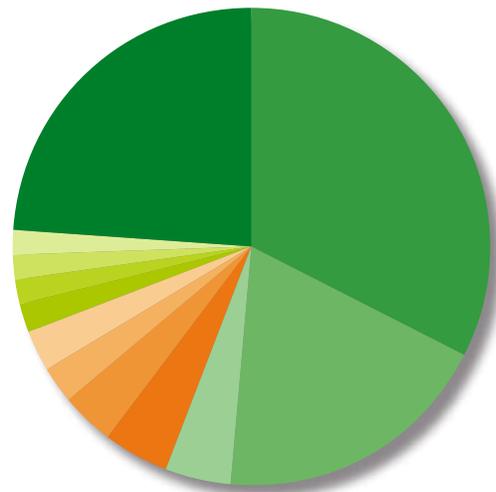
pas d'installations d'assainissement améliorées. Un tiers des 2,5 milliards de personnes sans assainissement amélioré vivent en Inde.

Malgré une baisse sensible et encourageante de la défécation en plein air depuis 1990, 1,1 milliard de personnes, soit 15 % de la population mondiale, la pratiquent toujours.

La majorité des personnes déféquant en plein air (949 millions) vivent en zone rurale et cette pratique persiste dans toutes les régions en développement, même celles qui, par ailleurs, ont atteint des niveaux élevés d'utilisation d'installations d'assainissement améliorées (Figure 21). Par exemple, la proportion d'habitants des zones rurales déféquant en plein air est de 9 % en Afrique du Nord et de 17 % en Amérique latine et aux Caraïbes. Elle est la plus élevée dans les zones rurales d'Asie du Sud où elle atteint 55 %.

La défécation en plein air baisse cependant dans toutes les régions, en zone urbaine comme en zone rurale (Figure 22). Le nombre d'habitants des zones rurales

Plus de la moitié des 2,5 milliards de personnes dépourvues d'assainissement amélioré vivent en Inde ou en Chine

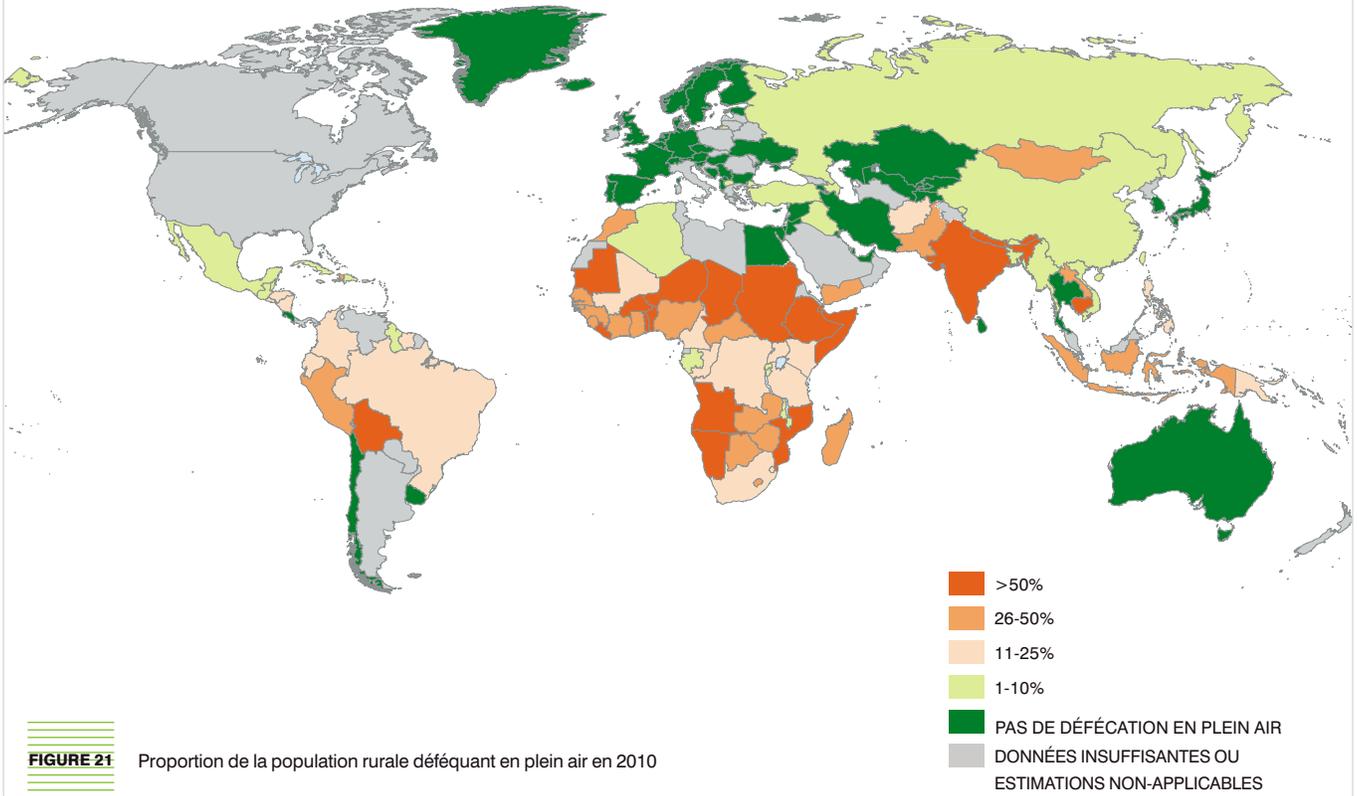


MILLIONS

RESTE DU MONDE	604	BANGLADESH	66
INDE	814	ÉTHIOPIE	66
CHINE	477	RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	50
INDONÉSIE	110	FÉDÉRATION DE RUSSIE	43
NIGÉRIA	109	RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE	40
PAKISTAN	91	BRÉSIL	40

FIGURE 20 Pays ayant un grand nombre d'habitants dépourvus d'accès à des installations d'assainissement améliorées (en millions)

La défécation en plein air est encore pratiquée par la majorité de la population rurale dans 19 pays



Défécation en plein air : une pratique en zone rurale avant tout

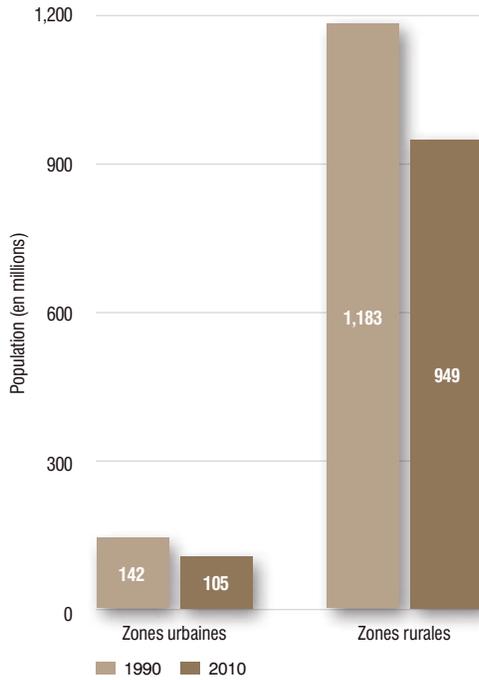


FIGURE 22 Population déféquant en plein air selon les zones urbaines ou rurales, 1990-2010 (en millions)

Près de 60 % de ceux qui déféquent en plein air vivent en Inde

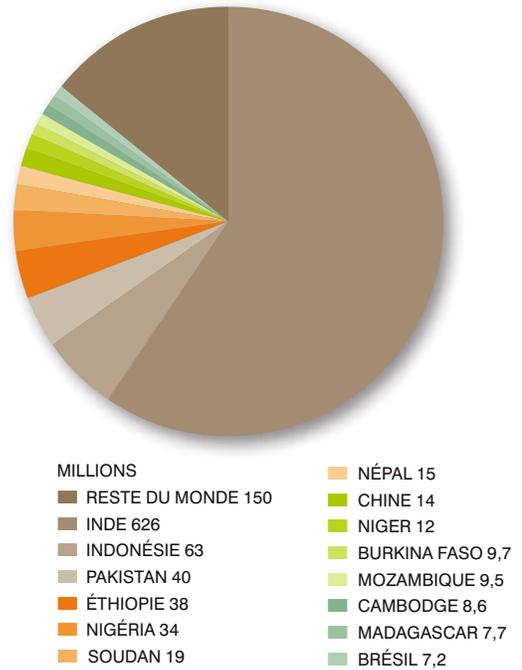


FIGURE 23 Pays comptant le plus grand nombre de personnes déféquant en plein air (en millions)

déféquant en plein air en 2010 a baissé de 234 millions par rapport à 1990. Ceux qui continuent de la pratiquer tendent à se concentrer dans quelques pays, dont l'Inde, où 626 millions de personnes défèquent en plein air (59 % du total mondial) (Figure 23).

L'assainissement partagé se définit comme des installations, par ailleurs acceptables, qui sont partagées entre deux ou plusieurs ménages, y compris les toilettes publiques.

Les installations d'assainissement partagées par plusieurs ménages, qu'elles soient totalement publiques ou seulement accessibles à certains, ne sont pas considérées comme des installations améliorées selon la définition utilisée pour l'indicateur de l'OMD. Cela est dû au fait que les installations partagées peuvent être inacceptables du point de vue de la propreté (les toilettes peuvent ne pas être hygiéniques et ne pas garantir la séparation des excréta humains en empêchant tout contact avec les utilisateurs) et de l'accessibilité (les installations peuvent ne pas être disponibles la nuit ou utilisables par les enfants par exemple). En revanche, il s'avère aussi qu'à l'échelle mondiale, le nombre d'utilisateurs partageant des installations avec d'autres ménages a augmenté : ils ont été 425 millions de plus depuis 1990 et leur proportion est passé de 6 à 11 % de la population mondiale en 20 ans. Dans de nombreux pays, notamment dans les zones urbaines surpeuplées, les installations partagées sont la seule option viable pour ceux qui souhaitent éviter la défécation en plein air. Dans les zones rurales, les familles réduisent souvent les coûts en partageant les latrines entre un ou plusieurs ménages ayant des liens de parenté. Un groupe de travail du JMP sur l'assainissement étudie la question des installations partagées dans le cadre de sa mission.

Les installations d'assainissement partagées sont un phénomène urbain avant tout et plus de 60 % des personnes qui en utilisent vivent en zone urbaine (Figure 24).

La majorité des personnes dépendant d'installations d'assainissement partagées ou publiques vivent en zone urbaine

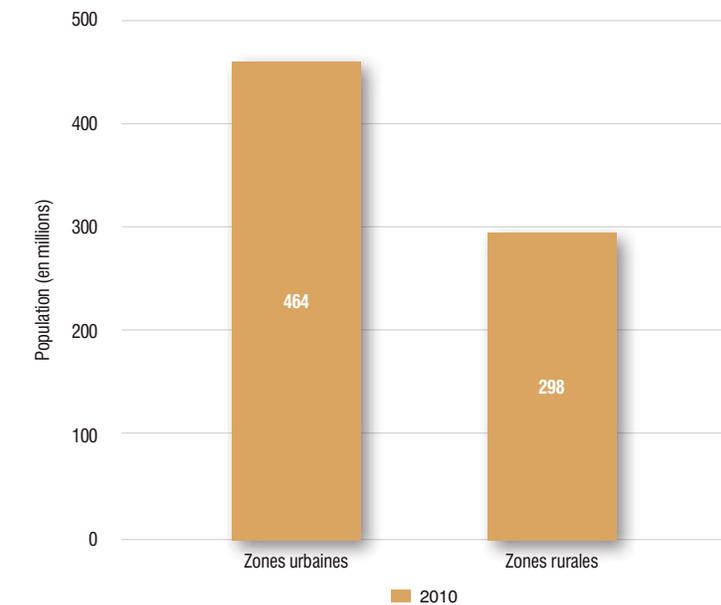


FIGURE 24 Population partageant des installations d'assainissement en zone urbaine et rurale, 2010 (en millions)

Pays où plus d'un quart de la population dépend d'installations d'assainissement partagées ou publiques

	Installations améliorées (%)	Installations partagées (%)	Installations non améliorées (%)	Défécation en plein air (%)
Ghana	14	58	9	19
Bolivie	27	36	14	23
Congo	18	34	40	8
Gabon	33	34	32	1
Malawi	51	33	8	8
Nauru	65	31	4	0
Mongolie	51	28	9	12
République démocratique du Congo	24	27	40	9
Kenya	32	27	27	14
Sierra Leone	13	27	32	28
Zimbabwe	40	27	6	27
Bhoutan	44	26	26	4
Bangladesh	56	25	15	4
Libéria	18	25	12	45
Nigéria	31	25	22	22

TABLEAU 4 Pourcentage de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées, partagées, non améliorées ou déféquant en plein air dans les pays où le taux d'utilisation des installations partagées atteint ou dépasse 25 %.

L'utilisation d'installations partagées apparaît le plus clairement en Afrique subsaharienne et en Asie orientale et elle est

particulièrement courante dans certains pays d'Afrique subsaharienne, comme le Ghana, le Congo et le Gabon (Tableau 4).

Indicateur complémentaire pour évaluer les progrès



Comme pour l'eau, un indicateur complémentaire a été mis au point pour mesurer les progrès dans le domaine de l'assainissement : il représente la proportion de la population actuelle qui a accédé à ce service entre 1995 et 2010. Il révèle que, même dans les pays qui ne sont toujours pas en voie d'atteindre la cible, il peut y avoir des progrès remarquables. Dans le Tableau 5, on voit que, dans son ensemble, l'Afrique subsaharienne a fourni en moyenne des services d'assainissement améliorés à 12 % de sa population actuelle depuis 1995. Toutefois, plusieurs pays ont dépassé les 20 %, notamment l'Angola, le Rwanda, le Cap-Vert, la Gambie, le Botswana et le Malawi. La République démocratique du Congo se distingue en ayant ajouté 10 millions de nouveaux utilisateurs d'installations d'assainissement améliorées.

Pays d'Afrique subsaharienne ayant obtenu des résultats supérieurs à la moyenne régionale pour l'assainissement

	Population en 2010 (millions)	Taux de couverture en assainissement amélioré (%)	Population ayant accédé à un assainissement amélioré depuis 1995 (millions)	Progrès vis-à-vis de la cible des OMD	Proportion de la population de 2010 ayant accédé à un assainissement amélioré depuis 1995 (%)
Angola	19.1	58	6.8	En voie d'atteindre	35.9
Rwanda	10.6	55	3.6	pas en bonne voie	33.7
Cap-Vert	0.5	61	0.2	En voie d'atteindre	32.3
Gambie	1.7	68	0.5	Progrès mais insuffisants	28.5
Botswana	2.0	62	0.5	En voie d'atteindre	25.8
Malawi	14.9	51	3.4	pas en bonne voie	22.8
République démocratique du Congo	66.0	24	10.7	pas en bonne voie	16.3
Afrique subsaharienne	856	30	105	pas en bonne voie	12.2

TABLEAU 5

Sélection de pays d'Afrique subsaharienne ayant obtenu des résultats supérieurs à la moyenne régionale pour ce qui est de la proportion de leur population en 2010 ayant accédé à des installations d'assainissement améliorées depuis 1995.



Disparités entre zones urbaines et rurales



Les disparités entre les zones rurales et urbaines sont encore plus fortes pour l'assainissement que pour l'alimentation en eau. À l'échelle mondiale, 79 % des citadins utilisent une installation d'assainissement améliorée, contre 47 % de la population rurale (Figure 25). Dans les zones rurales, 1,8 milliard de personnes n'ont pas accès à l'assainissement amélioré, soit 72 % du total mondial des personnes non desservies. Pourtant, beaucoup de progrès ont été faits dans les zones rurales depuis 1990 : 724 millions de leurs habitants ont accédé à des installations d'assainissement améliorées tandis que le nombre des citadins non desservis a augmenté de 183 millions.

Un nombre important de ruraux ont abandonné la défécation en plein air, à un rythme plus rapide que les citadins. En 2010, 105 millions déféquaient en plein air dans les zones urbaines, soit 3 % de la population urbaine.

Comme pour l'accès à l'eau, le nombre des citadins utilisant des installations non améliorées a augmenté de 1990 à 2010, parallèlement à une croissance démographique rapide des zones urbaines. Le nombre de personnes utilisant des installations non améliorées en zone rurale a diminué mais, en 2010, il restait deux fois et demie supérieur à celui des citadins (Figure 26).

Dans une grande partie du monde en développement, la couverture en assainissement est inférieure ou égale à 50 % en zone rurale : c'est largement le cas en Afrique subsaharienne et dans plusieurs pays fortement peuplés d'Asie du Sud. Le nombre de pays ayant une couverture inférieure à 50 % en zone urbaine est bien plus faible (Figures 27 et 28).

Les chiffres présentés dans les figures 40 et 41 en annexe illustrent les disparités entre les zones urbaines et rurales pour ce qui est de la couverture en assainissement dans les régions en développement.

Les disparités entre zones urbaines et rurales en matière d'assainissement ont diminué

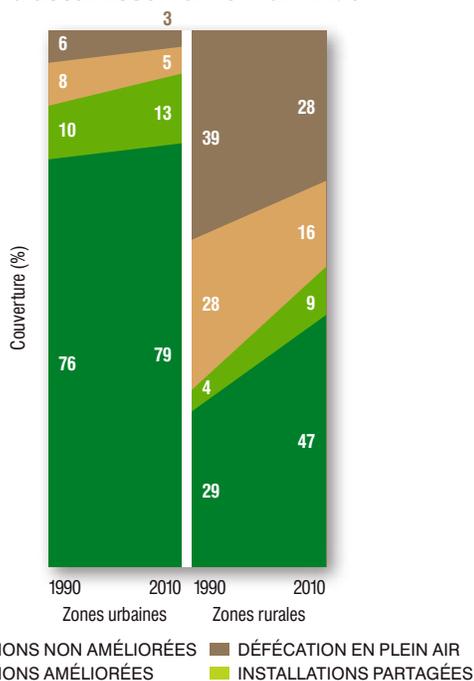


FIGURE 25 Évolution de la couverture en assainissement selon les zones, urbaines ou rurales, 1990-2010

Malgré des progrès, les disparités entre zones urbaines et rurales subsistent pour la couverture en assainissement

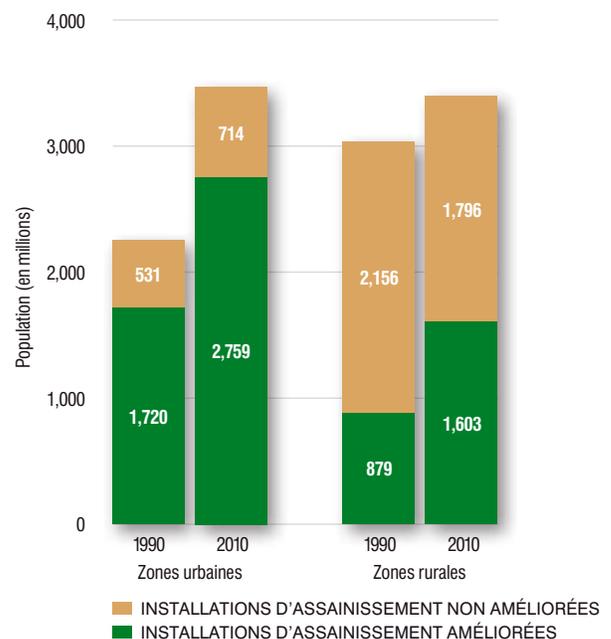
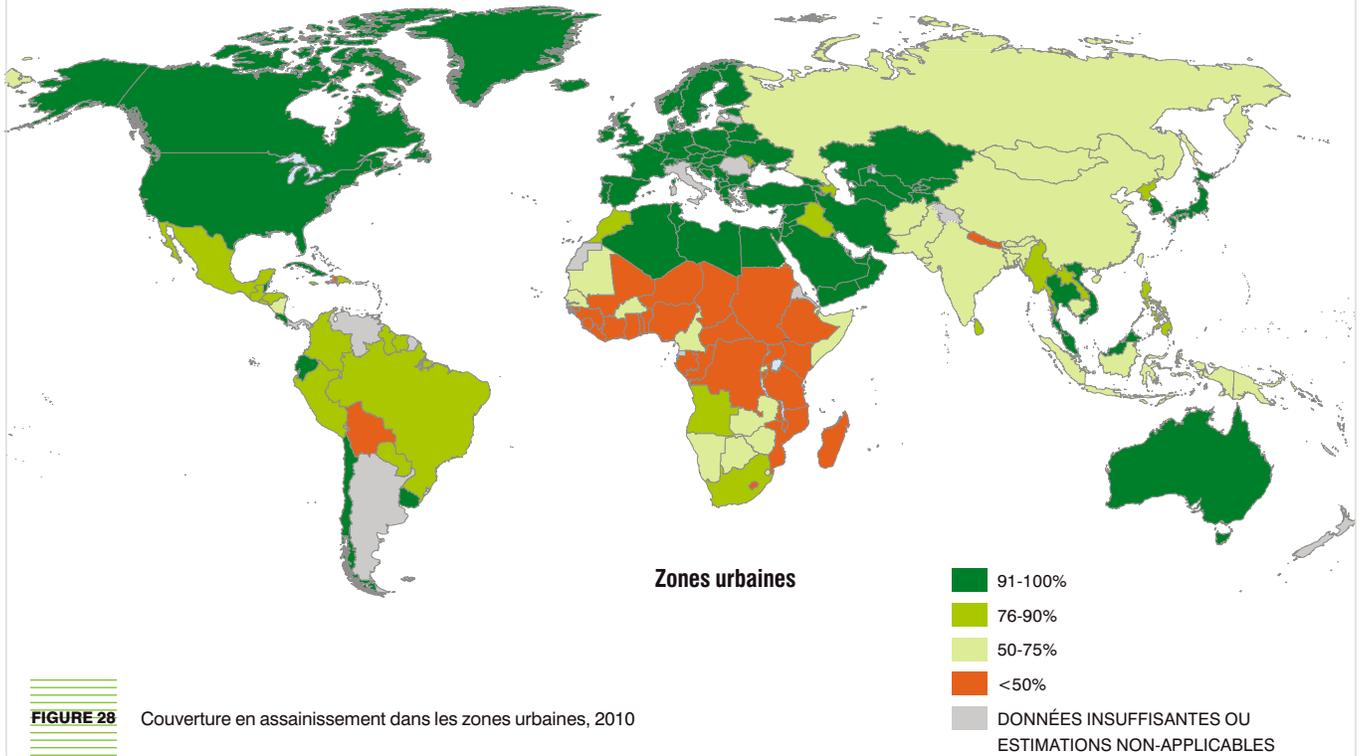
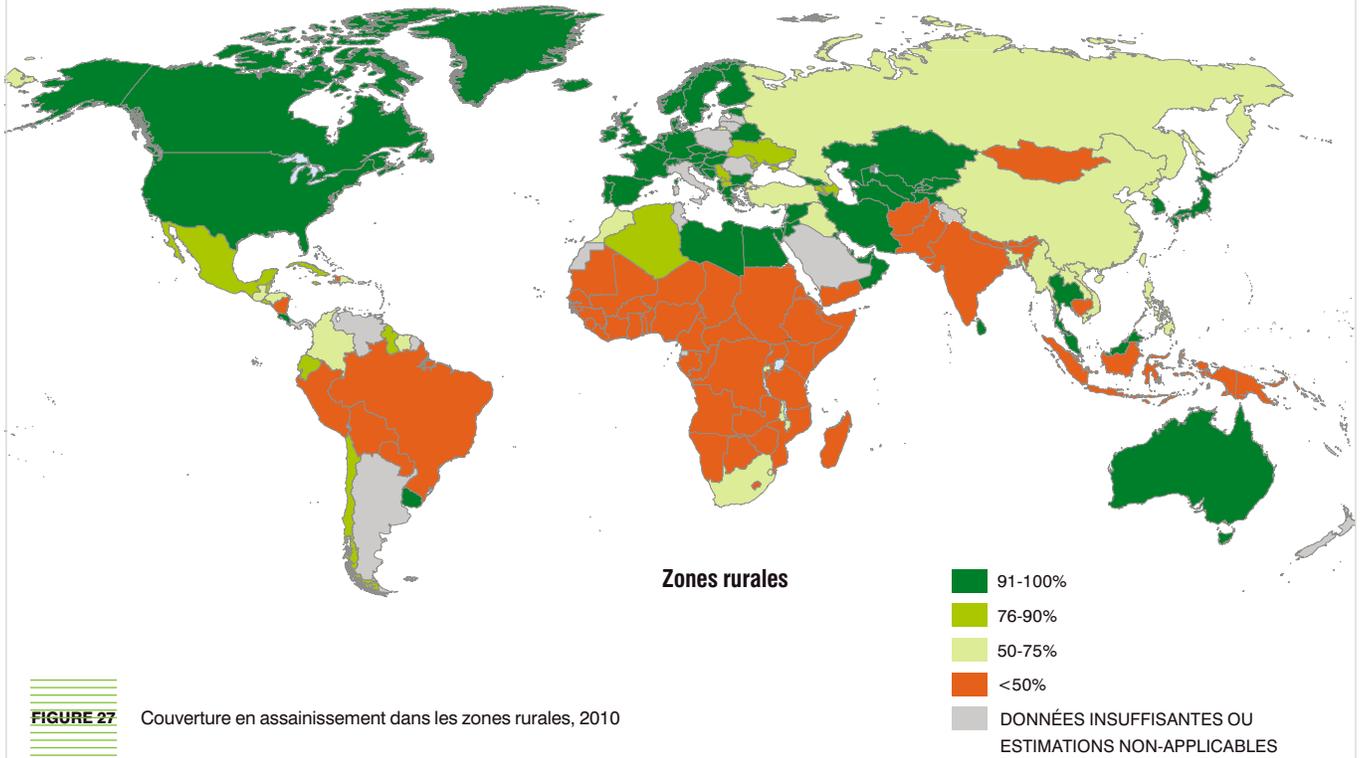


FIGURE 26 Population utilisant des installations d'assainissement améliorées ou non améliorées selon les zones, urbaines ou rurales, 1990-2010 (en millions)

La couverture en assainissement est bien plus faible en zone rurale qu'en zone urbaine



Progrès combinés pour l'eau et l'assainissement

Pour la première fois, une analyse a été faite de la proportion des personnes utilisant à la fois des points d'eau améliorés et des installations d'assainissement améliorées, ainsi que du pourcentage de personnes n'ayant accès à aucun de ces deux services. À partir des données de 59 pays, on a observé que cinq utilisateurs sur six d'un assainissement amélioré disposent également de points d'eau améliorés. Seule la moitié de la population des 59 pays utilise les deux. Un quart de cette population n'utilise que des points d'eau améliorés et 9 % l'assainissement amélioré seulement. Les 16 % restants ne disposent ni de points d'eau améliorés, ni d'installations d'assainissement améliorées (Figure 29).

La plupart de ceux qui utilisent des points d'eau améliorés utilisent également des installations d'assainissement améliorées

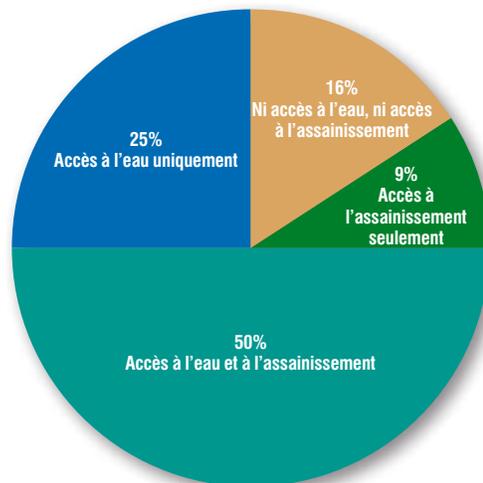


FIGURE 29

Proportion de la population dans 59 pays en développement utilisant à la fois des points d'eau améliorés et des installations d'assainissement améliorées (en %).





L'impératif de l'équité



L'impératif de l'équité

Regarder au-delà des moyennes

Les moyennes mondiales masquent les disparités qui existent dans la distribution des services d'eau et d'assainissement. La ventilation des données selon les zones urbaines ou rurales, présentée précédemment dans le rapport, offre quelques perspectives sur les disparités les plus aiguës.

Les données disponibles pour 2010 ont aussi été analysées selon d'autres types de regroupements : pays (pays les moins développés), répartition des charges de la collecte de l'eau entre les sexes, ou encore quintiles de richesse,⁵ apportant ainsi un éclairage sur d'autres inégalités.

Une « arborescence de l'équité », par exemple, fondée sur les quintiles de richesse, fait apparaître un tableau spectaculaire de la situation que les moyennes régionales ou nationales n'arrivent pas à révéler. La Figure 30 montre les grandes variations de la couverture en points d'eau améliorés entre les pays d'Afrique subsaharienne. À 55 %, la couverture au Sierra Leone est légèrement inférieure à la moyenne régionale de 61 % mais, en l'examinant en fonction des zones rurales ou urbaines, on s'aperçoit que l'accès en zone rurale est beaucoup plus faible qu'en zone urbaine. En décomposant les données

des zones urbaines et rurales de la Sierra Leone entre le premier et le cinquième quintile de richesse, c'est-à-dire les 20 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres de la population, on découvre de grandes disparités. Le quintile le plus riche de la population urbaine bénéficie d'un accès pratiquement universel à l'eau, alors que seuls 10 % du quintile le plus pauvre en zone rurale utilise un point d'eau amélioré.

⁵ Les enquêtes auprès des ménages sur lesquelles le JMP s'appuie permettent de classer les ménages selon leur niveau de richesse, en se fondant sur un indice des biens. On peut ainsi déterminer si les progrès pour l'eau et l'assainissement ont été équitablement répartis entre les populations des différents quintiles de richesse.

Les moyennes régionales et nationales masquent d'énormes disparités

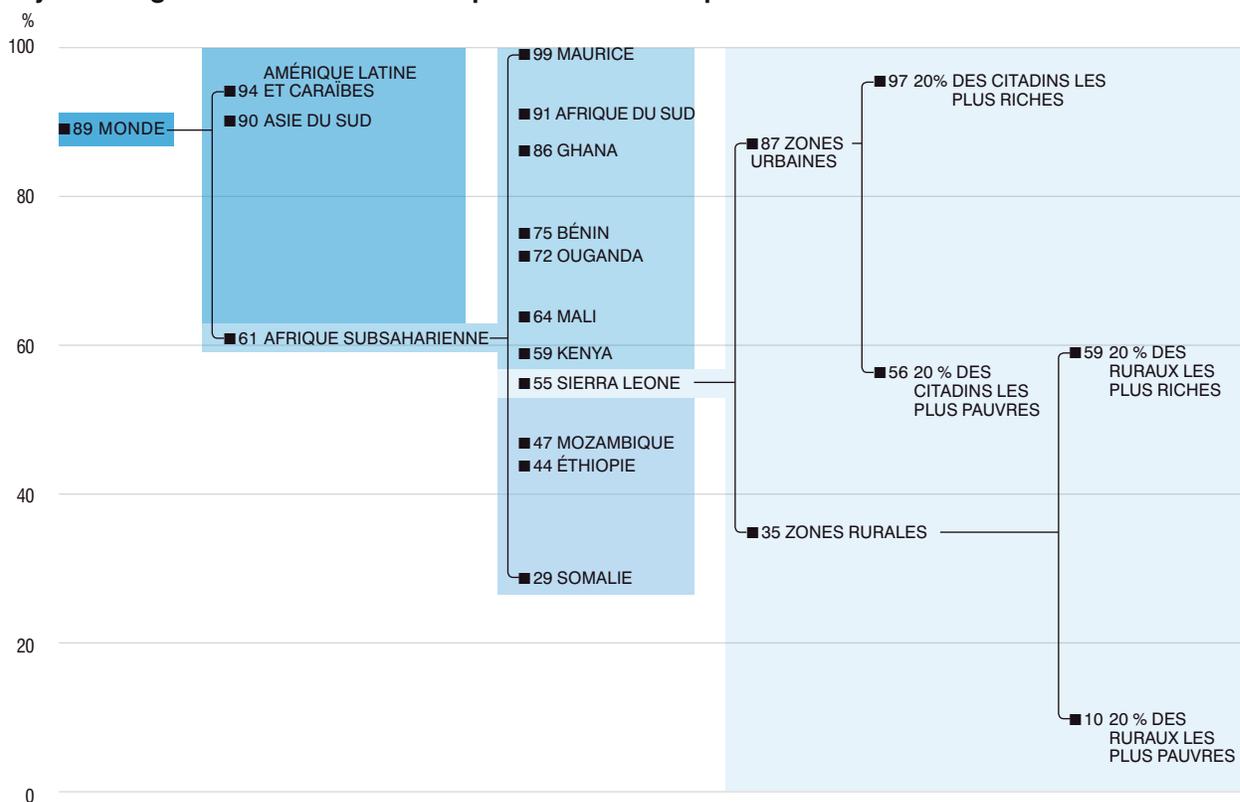


FIGURE 30 Couverture en points d'eau dans certains pays d'Afrique subsaharienne, couverture en zone urbaine et en zone rurale dans les ménages les plus riches et les plus pauvres en Sierra Leone (en %).
Source : JMP 2012 et Sierra Leone EDS, 2008.



L'impératif de l'équité

Utilisation de l'eau et de l'assainissement dans les pays les moins développés

Dans les 48 pays désignés par les Nations Unies comme étant les moins développés, la majorité de la population n'a pas bénéficié d'investissements dans l'alimentation en eau ou l'assainissement. Dans ces pays, une personne sur quatre défèque en plein air et une sur 10 utilise les eaux de surface pour la boisson et l'usage domestique. Les chiffres sont encore plus élevés dans les zones rurales où 14 % de la population dépend des eaux de surface et près d'un tiers défèque en plein air (Figures 31 et 32).

Les données des pays les moins développés dressent également un tableau décourageant pour les raccordements aux réseaux d'adduction d'eau. Alors que 54 % de la population mondiale utilisent des branchements domestiques à un réseau d'adduction d'eau, seuls 11 % des personnes vivant dans les pays les moins développés et 3 % de leurs populations rurales bénéficient de ce niveau de service. Il est clair que ces pays comptent de

nombreux habitants qui à la fois utilisent les eaux de surface et défèquent en plein air et sont donc privés des avantages des progrès liés à l'eau et à l'assainissement. La situation est toute autre en Asie du Sud par exemple, où la défécation en plein air en zone rurale concerne une proportion bien plus élevée de la population (55 %) mais où le recours aux eaux de surface est très faible (2 %).

Dans les pays les moins développés, 10 % de la population dépend des eaux de surface

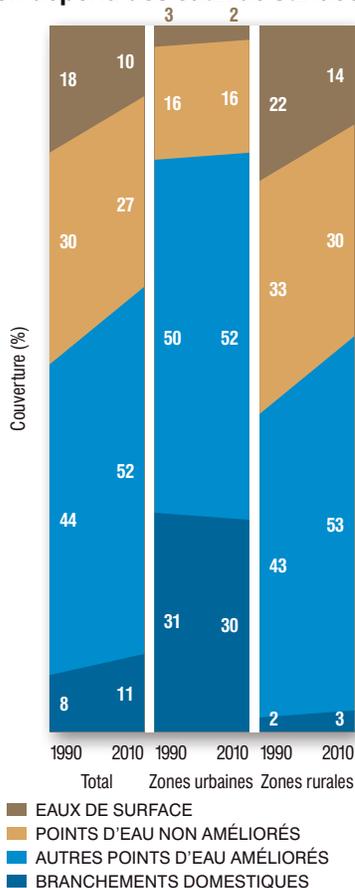


FIGURE 31 Évolution de l'utilisation des branchements domestiques à un réseau d'adduction d'eau, de points d'eau améliorés ou non améliorés et des eaux de surfaces dans les pays les moins développés selon les zones, urbaines ou rurales, 1990-2010

Près d'un quart de la population des pays les moins développés défèque en plein air

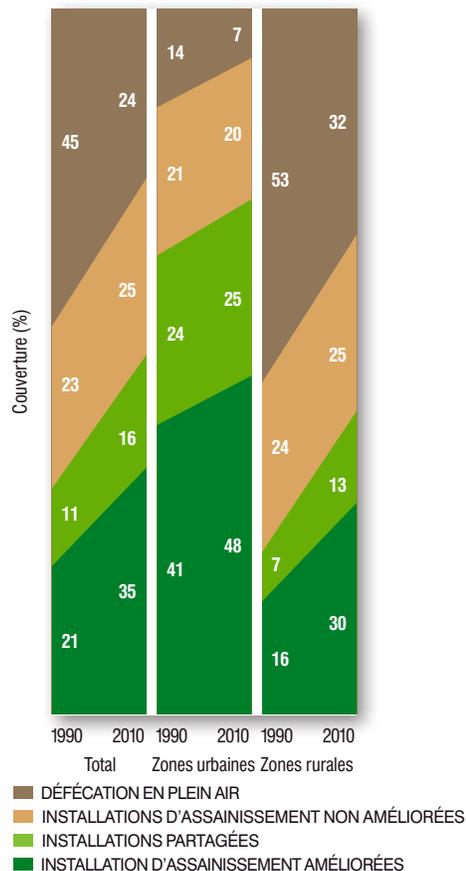


FIGURE 32 Évolution de l'utilisation des installations d'assainissement améliorées, non améliorées, partagées et défécation en plein air dans les pays les moins développés selon les zones, urbaines ou rurales, 1990-2010



L'impératif de l'équité

Utilisation de l'eau et de l'assainissement selon le quintile de richesse

Une analyse des données de 35 pays d'Afrique subsaharienne (représentant 84 % de la population de la région) révèle des différences importantes entre les quintiles de populations les plus pauvres et les plus riches, tant en zone rurale qu'en

zone urbaine. Plus de 90 % du quintile le plus riche dans les zones urbaines utilisent des installations d'assainissement et des points d'eau améliorés et plus de 60 % ont des branchements domestiques à un réseau d'adduction d'eau. En revanche,

dans le quintile le plus pauvre du milieu rural, les branchements domestiques à un réseau d'adduction d'eau sont inexistants et la défécation en plein air concerne plus de 60 % des ménages (Figures 33 et 34).

Les 60 % les plus pauvres de la population d'Afrique subsaharienne sont largement privés du service et des avantages sanitaires des branchements domestiques à un réseau d'adduction d'eau

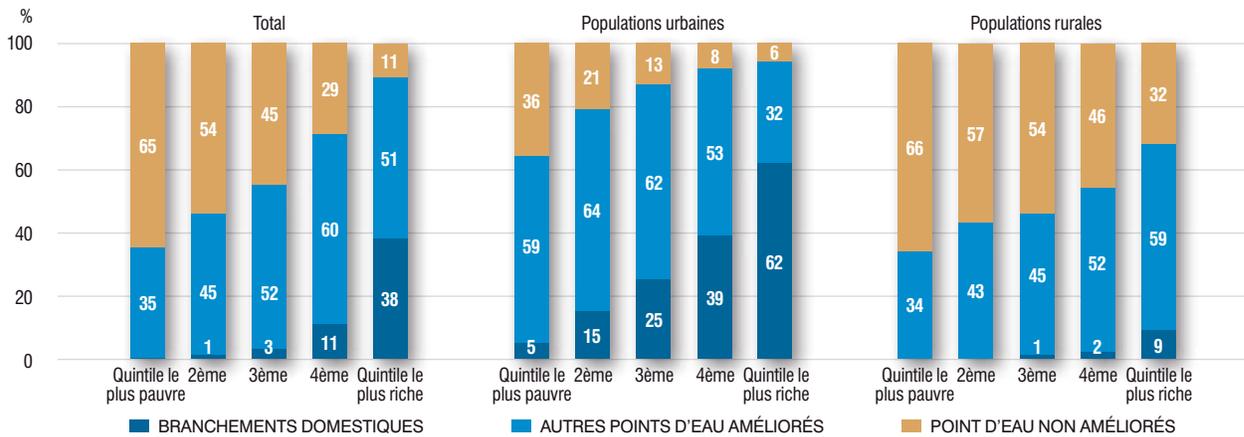


FIGURE 33 Afrique subsaharienne : couverture en points d'eau selon les quintiles de richesse et les zones, urbaines ou rurales, sur la base des moyennes pondérées en population dans 35 pays.
Source : Enquêtes MICS et EDS dans 35 pays d'Afrique subsaharienne, 2004–2009

En Afrique subsaharienne, il y a une étroite corrélation entre l'accès à l'assainissement, la richesse et le fait d'habiter en zone urbaine

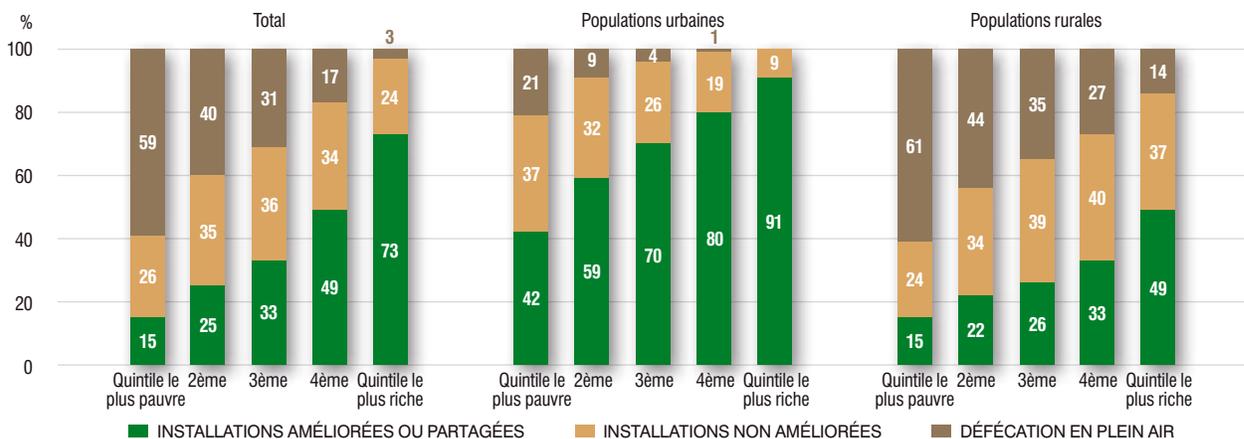


FIGURE 34 Afrique subsaharienne : couverture en assainissement selon les quintiles de richesse et les zones, urbaines ou rurales, sur la base des moyennes pondérées en population dans 35 pays (en %).
Source : Enquêtes MICS et EDS dans 35 pays d'Afrique subsaharienne, 2004–2009

La disponibilité de données supplémentaires pour certains pays en Asie du Sud nous permet d'examiner aussi, en plus de l'utilisation de l'assainissement selon le quintile de richesse, l'évolution dans le temps. Une telle analyse, sur la période 1995–2008, a été entreprise pour trois pays d'Asie du Sud représentant 82 % de la population de la région. Elle montre, comme en Afrique subsaharienne, qu'il y a une forte corrélation entre l'amélioration de l'assainissement et la richesse et que les ménages les plus riches ont bénéficié de ce progrès de manière disproportionnée.⁶ Les tendances montrent également qu'il y a eu peu d'évolution pour la couverture en assainissement dans les deux quintiles les plus pauvres en 13 ans. De plus, 4 personnes sur 5 dans ces deux quintiles défèquent en plein air. Les plus grands progrès ont été observés pour le quatrième quintile, tandis que le cinquième, le plus riche, a maintenu sa couverture élevée (Figure 35).

Dans les mêmes trois pays, on observe des différences marquées dans l'évolution pour l'accès à l'eau selon le quintile de richesse. Il y a eu des progrès majeurs dans les cinq quintiles. Néanmoins, dans les quintiles les plus pauvres, les avancées ont eu lieu presque entièrement dans la catégorie « autres points d'eau améliorés », c'est-à-dire les puits et les forages équipés de pompes à motricité humaine. Les branchements domestiques à un réseau d'adduction d'eau ne sont utilisés pour une part appréciable que par les ménages du quatrième et du cinquième quintile. Même chez les 20 % les plus riches, seuls 60 % des ménages sont alimentés en eau courante et il y a eu peu d'amélioration depuis 1990 (Figure 36).

⁶ Les Figures 33 à 36 donnent des moyennes pondérées pour chacun des quintiles dans les pays représentés. Le quintile le plus bas ne représente donc pas les 20 % les plus pauvres de toute la population de la région. Il convient de noter que l'indice des biens retenu pour classer les ménages dans les quintiles de richesse n'a pas été ajusté pour enlever les paramètres de l'eau potable ou de l'assainissement.

Les 40 % les plus pauvres de la population en Asie du Sud n'ont guère bénéficié d'améliorations de l'assainissement

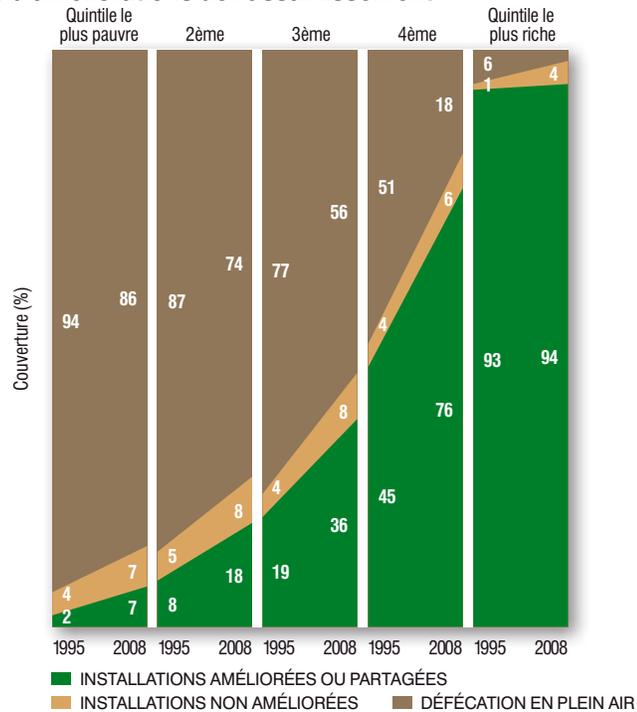


FIGURE 35 Asie du Sud : couverture en assainissement selon les quintiles de richesse, sur la base des moyennes pondérées en population dans trois pays, 1995–2008

Source : Inde: National Family Health Survey, 1993, 1999, 2006; Bangladesh: EDS 1993, 1997, 2000, 2004, 2007; Népal: EDS 1996, 2001, 2006

Contrairement à l'assainissement, les progrès dans l'alimentation en eau se sont équitablement répartis entre les populations pauvres et riches en Asie

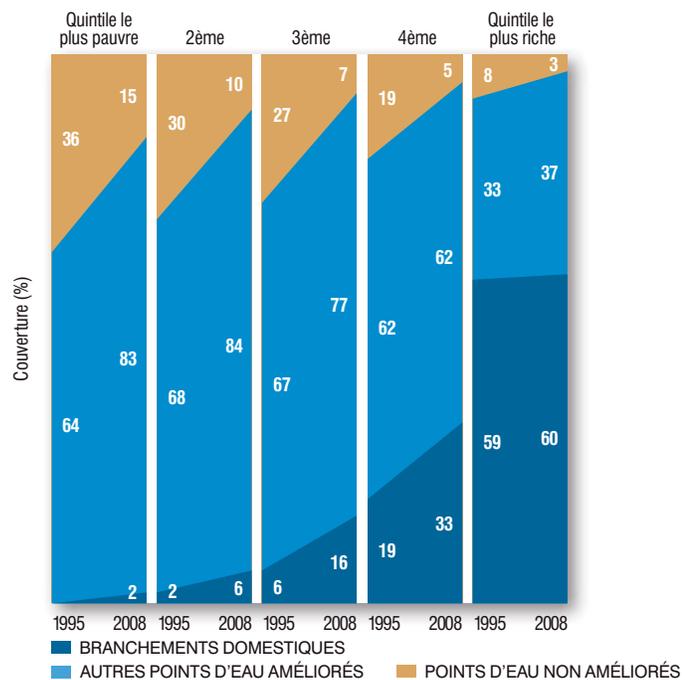


FIGURE 36 Asie du Sud : couverture en points d'eau selon les quintiles de richesse, sur la base des moyennes pondérées en population dans trois pays, 1995–2008

Source : Inde: National Family Health Survey, 1993, 1999, 2006; Bangladesh: EDS 1993, 1997, 2000, 2004, 2007; Népal: EDS 1996, 2001, 2006



L'impératif de l'équité

Charge de la collecte de l'eau : disparités entre les sexes

Une analyse des données de 25 pays d'Afrique subsaharienne, représentant 48% de la population de la région, révèle que la responsabilité de la collecte de l'eau incombe principalement aux femmes et aux jeunes filles, ce qui leur prend énormément de temps.

Dans ces pays, seul un quart de la population avait des branchements domestiques à un réseau d'adduction d'eau en 2010, ce qui signifie que 75 % des ménages devaient s'approvisionner à un point d'eau à une certaine distance de leur habitation. Dans 71 % des ménages dans ce cas, ce sont principalement les femmes ou les jeunes filles qui vont chercher l'eau. Dans 29 %, ce sont les hommes ou les garçons qui assument cette tâche (Figure 37).

Une analyse plus complète montre que le temps moyen aller-retour pour aller chercher l'eau est d'environ 30 minutes pour les femmes et les hommes et légèrement moins pour les enfants (28 minutes). Il faut au moins un aller-retour par jour et par ménage mais, en réalité, plusieurs sont nécessaires. Le temps et l'énergie consacrés à chercher l'eau est considérable, même en se basant sur le minimum d'un seul aller-retour par jour. Dans ces 25 pays, on estime que le temps total cumulé consacré chaque jour à la collecte de l'eau est de 16 millions d'heures pour les femmes, 6 millions d'heures pour les hommes et 4 millions d'heures pour les enfants.

La responsabilité d'aller chercher l'eau incombe principalement aux femmes en Afrique subsaharienne

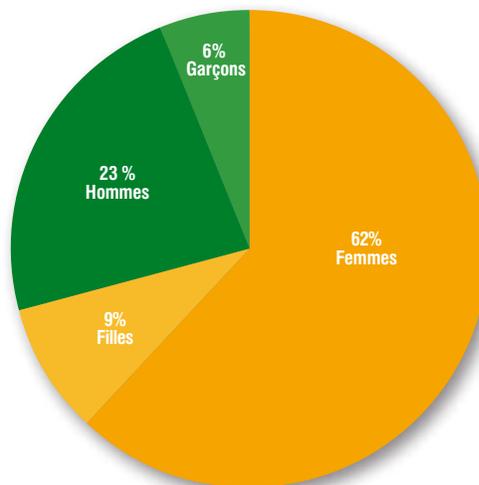


FIGURE 37

Répartition de la charge de la collecte de l'eau entre les femmes, les enfants de moins de 15 ans et les hommes dans les ménages sans branchements domestiques à un réseau d'adduction d'eau, dans 25 pays d'Afrique subsaharienne, 2006-2009 (en %)

Source : Enquêtes MICS et EDS dans 25 pays d'Afrique subsaharienne





Méthodologie du JMP et perspectives

Estimations du JMP

Le Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement est chargé de fournir des estimations pouvant être comparées entre les pays et dans le temps. Comme les définitions des installations d'assainissement et des points d'eau « améliorés » peuvent varier largement d'un pays à l'autre, le JMP a fixé un ensemble standardisé de catégories utilisées pour analyser les données nationales sur lesquelles se fondent les estimations et les tendances pour les OMD (Tableau 6).

Les données démographiques utilisées dans le présent rapport, dont celles sur les proportions de la population vivant dans les zones urbaines et rurales, sont celles établies par la Division de la Population de l'Organisation des Nations Unies (révision 2010).

Les définitions et les sources des données utilisées par le JMP diffèrent souvent de celles employées par les gouvernements nationaux. Les estimations du présent rapport peuvent donc différer des estimations nationales.

Selon le JMP, un point d'eau amélioré est une structure qui, de par sa construction, protège suffisamment la source ou le point d'approvisionnement en eau des contaminations extérieures, en particulier les matières fécales. Une installation d'assainissement améliorée garantit une séparation hygiénique des excréta humains et empêche tout contact avec les personnes. Les estimations de la couverture de l'assainissement améliorées figurant dans le présent rapport sont calculées en déduisant la proportion de la population utilisant des installations améliorées mais partagées. Le ratio (proportion de la population partageant une installation d'assainissement par ailleurs améliorée), obtenu à partir de la dernière enquête sur les ménages ou du dernier recensement est soustrait de l'estimation de la tendance portant sur les installations d'assainissement améliorées.

Pour chaque pays, les estimations du JMP se fondent sur le tracé d'une droite de

	Points d'eau	Installations d'assainissement
Améliorés	Utilisation des points d'eau suivants : <ul style="list-style-type: none"> ■ Branchement domestique à un réseau d'adduction d'eau (dans l'habitation, la parcelle ou la cour) ■ Robinet public ou borne-fontaine ■ Puits tubulaire ou forage ■ Source protégée ■ Puits protégé ■ Collecte des eaux de pluies 	Utilisation des installations suivantes <ul style="list-style-type: none"> ■ Chasse d'eau manuelle ou mécanique vers : <ul style="list-style-type: none"> – Un réseau d'égout – Une fosse septique – Une latrine à fosse ■ Latrine améliorée à fosse ventilée ■ Latrine à fosse avec dalle ■ Toilettes à compostage
Non améliorés	Utilisation des points d'eau suivants : <ul style="list-style-type: none"> ■ Puits creusé non protégé ■ Source non protégée ■ Charrette surmontée d'un petit réservoir/fût ■ Camion-citerne ■ Eaux de surface (rivières, retenues d'eau, lacs, mares, ruisseaux, canaux, canaux d'irrigation) ■ Eau en bouteille (elle n'est considérée comme une eau améliorée que si le ménage utilise, pour la cuisine et l'hygiène personnelle, une eau provenant de points d'eau améliorés) 	Utilisation des installations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ■ Chasse d'eau manuelle ou mécanique vers d'autres systèmes (ailleurs qu'un réseau d'égout, une fosse septique ou une latrine à fosse) ■ Latrine à fosse sans dalle, fosse ouverte ■ Seau ■ Toilette ou latrine suspendue ■ Installations partagées ou publiques, quel qu'en soit le type ■ Pas d'installations, buissons ou champs (défécation en plein air)

TABLEAU 6

Définitions des installations d'assainissement et des points d'eau améliorés et non améliorés

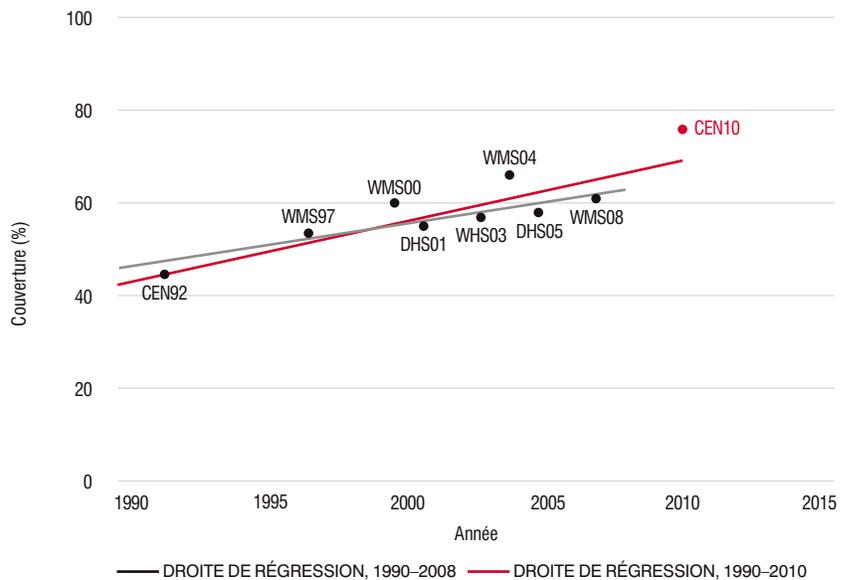


FIGURE 38

Exemple d'une fiche de pays du JMP avec des droites de régression

régression à partir d'une série de points établis à partir des données des enquêtes auprès des ménages ou des recensements. Comme la régression implique d'établir la droite à posteriori pour l'ensemble de la période, les estimations peuvent différer d'estimations antérieures pour la même

année de référence et ne pas être comparables (y compris pour 1990, l'année de référence), à cause de l'addition de nouvelles données disponibles ou de celles de données manquantes du passé. La Figure 38 montre l'impact de l'ajout des données d'un recensement récent (indiqué en rouge

par la mention CEN10) à un graphique comportant précédemment huit points. La droite rouge sera utilisée pour déterminer l'estimation de 2010 et estimer de nouveau la couverture pour l'ensemble de la période, de 1990 à 2010.

La validité des droites de régression suscite souvent des questions. On peut soutenir que d'autres méthodes de traçage des courbes pourraient mieux traduire l'évolution de la couverture dans le temps. En revanche, la rareté des données dans de nombreux pays et des points qui en découlent fait que l'utilisation de méthodes plus complexes est contraire aux bonnes pratiques statistiques. Lorsque le suivi des OMD a commencé, on a jugé que la régression linéaire était la meilleure méthode avec le nombre limité des données, souvent peu comparables, dans les dossiers (certains pays n'ayant pas plus de deux points pour de nombreuses années), compte tenu en particulier du délai relativement court des OMD, car 25 ans n'est qu'une fraction du temps nécessaire pour passer d'un accès inexistant à une couverture totale. Malheureusement, l'utilisation actuelle de la régression linéaire pour déduire des estimations ne permet pas de saisir des modifications rapides de la couverture. La disponibilité croissante de davantage de

données comparables autorise désormais à envisager des modélisations plus complexes en préparation d'une nouvelle cible pour l'eau potable après 2015.

Développement de la base de données du JMP

Depuis 2000, le JMP a constamment accru le nombre de données par pays. Le présent rapport se fonde sur les informations obtenues à partir de 1100 enquêtes et recensements dans les pays en développement et 300 rapports des pays développés sur la période 1980–2010. C'est un quintuplement des sources depuis le rapport du JMP de 2000. La plupart de ces enquêtes proviennent des pays en développement, car les pays développés font peu d'enquêtes auprès des ménages et leurs recensements collectent rarement des informations sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Pour les pays développés, le JMP se fie aux rapports présentés par les gouvernements.

Le JMP dispose en moyenne de six enquêtes ou recensements par pays pour les 153 pays en développement (Figure 39). Le nombre médian est de cinq. Les pays ayant moins de cinq enquêtes dans les archives représentent moins de 10 %

de la population des pays en développement et les quatre pays pour lesquels on n'a aucune donnée ne représentent que 0,01 %. Pour les autres pays, le nombre moyen des enquêtes est de neuf et la médiane est à huit. Cette augmentation des données dans le temps a grandement accru la précision des estimations préparées par le JMP.

Limitations des données

La méthode actuelle de suivi du JMP évalue les progrès seulement sur la base des types d'installations utilisées. Elle ne prend pas en compte d'autres paramètres importants, comme la qualité de l'eau, la disponibilité d'eau en quantités suffisantes pour l'usage domestique, le nombre d'heures où le service est disponible, la distance à parcourir pour atteindre le point d'eau ou l'installation d'assainissement ou encore le temps nécessaire pour les membres des ménages pour accéder et utiliser les points d'eau et installations d'assainissement. Le JMP a eu accès à des données limitées pour certaines de ces questions, soit par les enquêtes auprès des ménages, soit par d'autres moyens, comme les études « d'évaluation rapide de la qualité de l'eau de boisson », que le JMP a conduit entre 2002 et 2008. Bien qu'il soit fait parfois mention de ces ensembles partiels de données dans les mises à jour, ils sont rarement suffisamment solides pour pouvoir en tirer des conclusions à l'échelle mondiale. (Pour en savoir plus sur la qualité de l'eau, voir le rapport thématique de l'UNICEF et de l'OMS en 2011, *Drinking Water: Equity, Safety and Sustainability*).

S'il existe un large consensus sur le fait qu'il faudrait, d'une manière ou d'une autre, prendre en compte la fiabilité et le fonctionnement durable des systèmes d'alimentation en eau et d'assainissement, il n'y a pas en revanche de normes largement reconnues pour les mesurer. De fait, l'accès « durable », terme utilisé dans la cible fixée pour les OMD, n'a pas été suffisamment défini en termes mesurables, en particulier parce que la durabilité recouvre beaucoup de dimensions différentes.

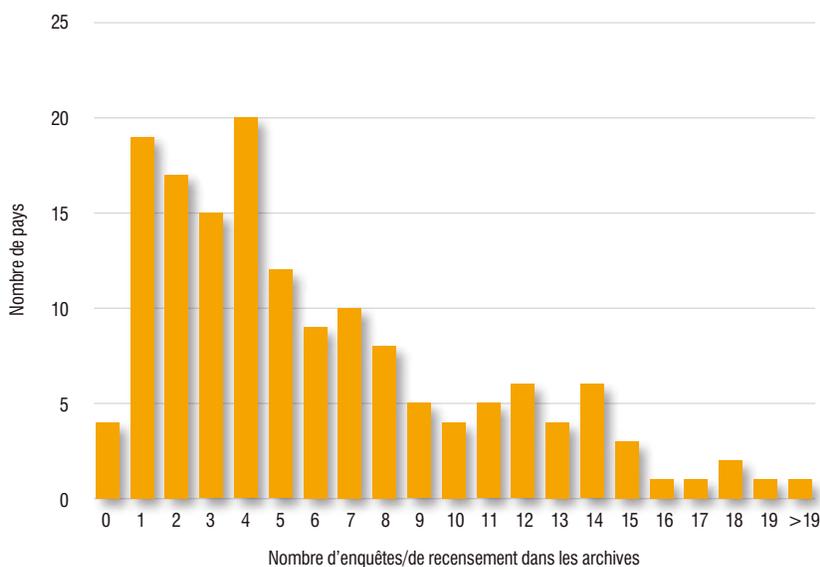


FIGURE 39 Nombre d'enquêtes et de recensements dans la base de données du JMP

Le JMP entend étudier comment suivre le plus complètement possible ces aspects importants de la cible en cours fixée pour les OMD. Il s'intéresse également à l'examen d'autres questions, comme l'impact de la saisonnalité sur l'accès, le bien fondé de certaines options d'assainissement dans les zones urbaines à forte densité et l'évacuation sans danger ainsi que le traitement du contenu des latrines à fosse et des eaux usées. D'autres questions doivent également être suivies, dont les obstacles sociaux de l'accès pour certains groupes de populations, le caractère économiquement abordable des services et la participation à la gouvernance de l'eau et de l'assainissement, mais cela pourrait être fait dans les meilleures conditions par d'autres mécanismes de suivi. Par exemple, GLAAS (Analyse et Evaluation mondiales de l'ONU-Eau sur l'Assainissement et l'eau potable) est une nouvelle plateforme qui suit les investissements et aide à cibler l'eau et l'assainissement. En tant que tel, ce mécanisme complète le JMP avec lequel il travaille en étroite collaboration.

Conciliation des données

Prenant les devants, le JMP a organisé des ateliers dans les pays pour expliquer la méthodologie sous-tendant ses rapports biennaux. Cela s'est avéré utile pour améliorer la compréhension de ce que le JMP mesure en réalité, c'est-à-dire l'utilisation effective de points d'eau améliorés et d'installations d'assainissement améliorées, plutôt que le suivi de disponibilité de ces infrastructures. Ce point est important pour garantir la qualité des données recueillies dans un pays et pour établir la confiance entre les partenaires nationaux.

Le JMP et ses partenaires, comme WaterAid, ont entrepris récemment des efforts pour concilier les divergences dans un certain nombre de pays d'Asie et d'Afrique. Ces procédures ont réuni des hauts responsables des bureaux nationaux des statistiques et des ministères compétents pour évaluer les divergences entre les sources nationales de données, ainsi qu'entre ces sources et les estimations internationales produites par le JMP. Dans

la plupart des pays, cela a permis une sensibilisation accrue à la nécessité d'utiliser des définitions standardisées de l'accès et à des méthodes uniformes de collecte des données entre les ministères compétents et entre les différents mécanismes nationaux de suivi. Cela représente une étape majeure pour la conciliation des données au niveau national. Le rôle catalyseur du JMP dans ce processus, en partageant son expérience du suivi mondial pour favoriser le renforcement du suivi national, devient de plus en plus important. Ce processus a permis au JMP de combler d'importantes lacunes au niveau de ses données d'enquêtes ou de recensements qu'il n'avait pas encore dans ses archives. Il a également permis d'identifier d'autres enquêtes auprès des ménages qui sont représentatives sur le plan national et que le JMP peut utiliser.

Groupes de travail du JMP

Ces deux dernières années, l'OMS et l'UNICEF ont mis en place dans le cadre du JMP trois groupes de travail techniques :

Le groupe de travail sur l'assainissement et la méthodologie a examiné le problème de la "situation de référence flottante" (le fait que l'estimation de la couverture en 1990 change à chaque fois que de nouvelles données sont entrées et que l'on trace une nouvelle droite de régression). Il a aussi recherché des méthodes d'estimations complémentaires, discuté des options pouvant rendre plus précises les estimations sur l'assainissement et a étudié la proposition d'un indicateur complémentaire pour évaluer les progrès (sujet abordé aux pages 11 et 22). En outre, le groupe de travail a revu la définition de la « latrine à fosse avec dalle », dans la mesure où la définition actuelle comporte des paramètres qui ne sont pas mesurés dans les enquêtes auprès des ménages. Ce groupe de travail supervisera la mise en route de travaux de recherche pour évaluer les différences sur l'impact sanitaire de l'utilisation d'installations privées par les ménages ou d'installations partagées ou publiques.

Le groupe de travail sur la qualité de l'eau a examiné différentes options pour inclure

des mesures de la qualité de l'eau dans les futures estimations du JMP. Il a étudié les résultats de recherches récentes sur de nouveaux kits de terrain peu coûteux d'analyse de la qualité de l'eau pour mesurer la présence d'*E. coli*, jugée comme étant l'indicateur le plus prometteur de la qualité de l'eau pour le suivi mondial. Il a été convenu dans les enquêtes MICS et EDS de faire une expérience pilote d'un nouveau module sur la qualité de l'eau faisant appel à ces kits, même s'il faut encore trouver des modalités pour que les coûts qui en découlent restent gérables. Le groupe de travail a aussi recommandé de mener une seconde vague d'études « d'évaluation rapide de la qualité de l'eau de boisson ». De plus, la faisabilité d'utiliser des données provenant de régulateurs des services nationaux de l'eau potable et de renforcer le rôle de ce type de données dans le suivi mondial va être explorée.

Le groupe de travail sur les zones urbaines

s'est penché sur les difficultés spécifiques pour le suivi de la couverture en milieu urbain et sur le rôle que le JMP peut jouer dans l'évaluation des progrès dans ce cadre. Il a passé en revue les caractéristiques des milieux urbains, déterminé les aspects de l'alimentation en eau et de l'assainissement qu'il fallait mesurer pour le suivi mondial, convenu de la manière de faire ces mesures et examiné les liens pour le suivi entre les niveaux municipal, infranational, national et mondial. Le groupe a recommandé l'utilisation de méthodes innovantes, comme la télédétection ou mesures à distance, pour ajouter un élément spatial au suivi mondial.

Au-delà de 2015

Depuis 2000, le JMP a été l'instrument officiel de mesure des progrès accomplis vers la cible fixée pour les OMD pour l'eau potable et l'assainissement. En 2010, le JMP a lancé une nouvelle stratégie, définissant ses objectifs dans la phase finale avant 2015. L'un des objectifs de cette stratégie a été de positionner le JMP en tant que plateforme pour organiser l'élaboration des cibles post-2015 et des

indicateurs associés pour l'eau potable et l'assainissement de base.

Dans la perspective de l'après 2015, la stratégie propose un processus animé par le JMP hautement interactif, commençant par un exercice de définition de la portée du futur suivi et l'organisation de discussions avec les chercheurs, les praticiens et les experts de la collecte de données. Il devrait s'ensuivre une série de consultations avec les acteurs concernés par le suivi.

Les discussions initiales ont mis en avant plusieurs limites à la cible actuelle fixée pour les OMD, exigeant une réduction de moitié du pourcentage de la population privée d'accès, ce qui laisse de nombreuses personnes non desservies. De plus, elle intègre des notions difficiles à mesurer (la pérennité de l'accès et la qualité sanitaire de l'eau de boisson doivent encore être pleinement prises en compte). Les cibles mondiales antérieures pour l'accès universel, comme celles fixées au cours de la décennie internationale de l'eau et de l'assainissement, de 1980 à 1990, se sont avérées diffuses. Néanmoins, on a également admis que la reconnaissance récente de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en tant que droit de l'homme pouvait ouvrir la porte à une nouvelle approche pour fixer des cibles et des indicateurs futurs (Encadré 3). C'est sur ce principe de départ qu'une première consultation pluri-acteurs concernés par le suivi a été organisée à Berlin, en mai 2011.

Malgré de nombreuses critiques sur les indicateurs actuels de l'accès et le système de suivi, les participants à la consultation de Berlin ont été d'avis qu'un système de suivi complètement nouveau n'était pas nécessaire, car il serait trop difficile à mettre en œuvre et finirait au bout du compte par être contre-productif. Il a été plutôt convenu que le système existant pouvait et devait être amélioré pour répondre aux préoccupations soulevées pendant la consultation et lors de forums précédents. L'option préférée, selon les participants, serait de trouver un moyen de recalibrer les cibles existantes à l'aide d'une gamme d'indicateurs de base, plutôt que des indicateurs plus perfectionnés,

fondés sur les catégories d'infrastructures ou le concept d'échelle de services. Il reprendrait, si possible, les critères des droits de l'homme décrits dans l'Encadré 3. Un certain nombre d'attentes vis-à-vis des indicateurs ont été identifiées pendant la consultation qui doivent notamment être mesurables, comparables, pertinents pour la politique, fixés dans le temps et peu coûteux à renseigner. Il a été déterminé que deux types de suivi reliés entre eux allaient être nécessaires pour répondre aux divers besoins et à différents niveaux :

Pour suivre les futures cibles mondiales du développement : garder l'accès de base comme pièce maîtresse des cibles mondiales, une attention spéciale revenant aux critères relatifs aux droits de l'homme, et garantir la cohérence avec le suivi actuel ; étudier l'intégration de davantage d'indicateurs sur l'eau potable et l'assainissement et de normes différentes pour les zones rurales et urbaines ; proposer des indicateurs pour intégrer

les dimensions relatives à l'équité et à la non-discrimination.

Pour suivre plus en détail le secteur et les droits de l'homme : étendre la série d'indicateurs en faisant appel à des critères relatifs aux niveaux de service et aux droits de l'homme. Les indicateurs seront suivis en partie en renforçant les instances sectorielles nationales existantes en charge du suivi de l'eau, ainsi que l'opérationnalisation dans les zones urbaines et rurales, et par un suivi supplémentaire des droits de l'homme. La non-discrimination et l'équité deviendront des éléments centraux du suivi.

Les participants ont également décidé que l'on devait retrouver dans les futures cibles l'avènement de la couverture universelle, au moins pour les services d'alimentation en eau et d'assainissement de base.

Une présentation détaillée exhaustive de la consultation de Berlin est disponible sur le site Web du JMP : www.wssinfo.org.

ENCADRÉ 3

L'accès à l'eau potable et l'assainissement est un droit de l'homme

Le 28 juillet 2010, l'Assemblée générale des Nations Unies a reconnu que le droit à l'eau potable et à l'assainissement est un droit fondamental, essentiel au plein exercice du droit à la vie et de tous les droits de l'homme. Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, lors de sa quinzième session en septembre 2010, a affirmé par la suite que le droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement découle du droit à un niveau de vie suffisant et qu'il est inextricablement lié au droit au meilleur état de santé physique et mentale susceptible d'être atteint, ainsi qu'au droit à la vie et à la dignité. L'effet combiné des deux résolutions a été d'introduire le droit à l'eau et à l'assainissement dans le cadre du droit à un niveau de vie suffisant, le rendant juridiquement contraignant comme tout autre droit inscrit dans les traités des Nations Unies.

La notion de réalisation progressive est fondamentale dans le cadre des droits de l'homme : les gouvernements ne peuvent résoudre la situation de l'eau potable et de l'assainissement du jour au lendemain, mais ils doivent faire des progrès tangibles dans la réalisation de ce droit. Les principes des droits de l'homme définissent différentes caractéristiques permettant d'évaluer la jouissance de ce droit, à savoir : la disponibilité, la qualité sanitaire, l'acceptabilité, l'accessibilité matérielle et financière, la participation, la non-discrimination et la responsabilité de rendre compte. Un aspect caractéristique du cadre des droits de l'homme est le principe de non-discrimination. Ceci exige de regarder au-delà des moyennes atteintes et de désagréger les ensembles de données pour déterminer s'il existe des discriminations de quelque ordre que ce soit.

C'est un ensemble complexe de questions. Toutefois, pour que la reconnaissance du droit à l'eau potable et à l'assainissement en tant que droit de l'homme puisse avoir un sens, les cibles futures et les systèmes de suivi doivent s'employer à prendre en compte ces divers aspects.

Tableaux statistiques



Pays, zone ou territoire	Année	Population (en milliers)	Pourcentage de la population urbaine	UTILISATION D'INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT (pourcentage de la population)												Proportion de la population de 2010 ayant obtenu l'accès depuis 1995 (%)	
				Urbain				Rural				Total					
				Non améliorées				Non améliorées				Non améliorées					
				Améliorées	Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air	Améliorées	Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air	Améliorées	Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air		
Afghanistan	1990	13,032	18	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	19
	2000	22,856	20	46	-	43	11	28	-	39	33	32	-	39	29	-	
	2010	31,412	23	60	-	38	2	30	-	48	22	37	-	46	17	-	
Afrique du Sud	1990	36,794	52	82	8	8	2	60	6	9	25	71	7	9	13	19	
	2000	44,760	57	84	8	6	2	63	7	9	21	75	8	7	10		
	2010	50,133	62	86	9	3	2	67	7	9	17	79	8	5	8		
Albanie	1990	3,289	36	94	4	2	-	66	5	29	-	76	5	19	-	17	
	2000	3,072	42	95	4	1	-	76	6	18	-	84	5	11	-		
	2010	3,204	52	95	4	1	0	93	7	0	0	94	5	1	0		
Algérie	1990	25,299	52	99	-	1	-	77	-	23	-	88	-	12	-	23	
	2000	30,534	60	99	-	0	1	82	-	4	14	92	-	2	6		
	2010	35,468	66	98	-	1	1	88	-	2	10	95	-	1	4		
Allemagne	1990	79,098	73	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	0	
	2000	82,349	73	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	0	
	2010	82,302	74	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	0	
Andorre	1990	53	95	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	24	
	2000	65	92	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0		
	2010	85	88	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0		
Angola	1990	10,335	37	67	-	8	25	6	-	17	77	29	-	13	58	36	
	2000	13,926	49	75	-	8	17	11	-	22	67	42	-	15	43		
	2010	19,082	59	85	-	9	6	19	-	30	51	58	-	17	25		
Anguilla	1990	8	100	-	-	-	-	NA	NA	NA	NA	-	-	-	-	-	
	2000	11	100	94	-	4	2	NA	NA	NA	NA	94	-	4	2	-	
	2010	15	100	-	-	-	-	NA	NA	NA	NA	-	-	-	-	-	
Antigua-et-Barbuda	1990	62	35	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2000	78	32	98	-	2	-	94	-	6	-	95	-	5	-	-	
	2010	89	30	98	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Antilles néerlandaises	1990	191	86	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2000	180	90	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	201	93	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Arabie saoudite	1990	16,139	77	100	-	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2000	20,045	80	100	-	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	27,448	82	100	-	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Argentine	1990	32,642	87	93	-	7	-	73	-	27	-	90	-	10	-	-	
	2000	36,931	90	92	-	8	-	77	-	23	-	91	-	9	-	-	
	2010	40,412	92	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Arménie	1990	3,545	67	95	4	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	NA*	
	2000	3,076	65	95	4	1	0	77	3	20	0	89	4	7	0		
	2010	3,092	64	95	4	1	0	80	3	17	0	90	4	6	0		
Aruba	1990	62	50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2000	90	47	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	107	47	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Australie	1990	17,096	85	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	19	
	2000	19,164	87	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0		
	2010	22,268	89	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0		
Autriche	1990	7,671	66	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	5	
	2000	8,005	66	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0		
	2010	8,394	68	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0		
Azerbaïdjan	1990	7,212	54	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2000	8,111	51	73	9	18	0	50	2	48	0	62	6	32	0	34	
	2010	9,188	52	86	11	3	0	78	3	18	1	82	7	11	0		
Bahamas	1990	256	80	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	18	
	2000	298	82	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0		
	2010	343	84	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0		
Bahreïn	1990	493	88	100	-	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2000	638	88	100	-	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	1,262	89	100	-	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Bangladesh	1990	105,256	20	58	27	8	7	34	16	11	39	39	18	10	33	23	
	2000	129,592	24	58	26	11	5	43	20	13	24	47	21	12	20		
	2010	148,692	28	57	26	15	2	55	25	15	5	56	25	15	4		
Barbade	1990	260	33	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	4	
	2000	268	38	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0		
	2010	273	44	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0		
Bélarus	1990	10,260	66	91	8	1	-	96	2	2	-	93	6	1	-	NA*	
	2000	10,058	70	91	8	1	-	96	2	2	-	93	6	1	-		
	2010	9,595	75	91	8	1	-	97	2	1	-	93	6	1	-		
Belgique	1990	9,949	96	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	6	
	2000	10,176	97	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0		
	2010	10,712	97	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0		
Belize	1990	190	47	77	6	13	4	77	6	7	10	77	6	10	7	33	
	2000	251	48	85	6	7	2	82	6	5	7	83	6	6	5		
	2010	312	52	93	7	0	0	87	7	3	3	90	7	2	1		
Bénin	1990	4,773	34	14	20	14	52	0	1	3	96	5	8	6	81	9	
	2000	6,518	38	19	28	13	40	3	6	4	87	9	14	8	69		
	2010	8,850	42	25	36	11	28	5	12	6	77	13	22	9	56		
Bermudes	1990	60	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2000	63	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	65	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

Pays, zone ou territoire	Année	UTILISATION DE POINTS D'EAU (pourcentage de la population)														Proportion de la population de 2010 ayant obtenu l'accès depuis 1995 (%)		
		Urbain					Rural					Total						
		Améliorés			Non améliorés		Améliorés			Non améliorés		Améliorés		Non améliorés				
		Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés	Eau de surface	Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés	Eau de surface	Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés		Eau de surface	
Afghanistan	1990	-	-	-	-	-	1	0	1	99	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	36	10	26	54	10	18	0	18	43	39	22	2	20	45	33	49	
	2010	78	16	62	17	5	42	0	42	47	11	50	4	46	40	10		
Afrique du Sud	1990	98	86	12	2	0	66	23	43	7	27	83	56	27	4	13	22	
	2000	98	87	11	2	0	71	28	43	8	21	86	62	24	5	9		
	2010	99	89	10	1	0	79	36	43	11	10	91	69	22	5	4		
Albanie	1990	100	97	3	0	0	96	-	-	4	-	97	-	-	3	-	-1	
	2000	100	96	4	0	0	96	48	48	2	2	98	68	30	1	1		
	2010	96	91	5	4	0	94	67	27	6	0	95	79	16	5	0		
Algérie	1990	100	87	13	0	0	88	48	40	10	2	94	68	26	5	1	9	
	2000	93	84	9	7	0	84	52	32	15	1	89	71	18	11	0		
	2010	85	80	5	15	-	79	56	23	21	-	83	72	11	17	-		
Allemagne	1990	100	100	0	0	0	100	97	3	0	0	100	99	1	0	0	0	
	2000	100	100	0	0	0	100	99	1	0	0	100	100	0	0	0	0	
	2010	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	0	
Andorre	1990	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	24	
	2000	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0		
	2010	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0		
Angola	1990	46	15	31	51	3	40	0	40	27	33	42	6	36	36	22	24	
	2000	52	23	29	45	3	40	1	39	24	36	46	12	34	34	20		
	2010	60	34	26	38	2	38	2	36	21	41	51	21	30	31	18		
Anguilla	1990	-	-	-	-	-	NA	NA	NA	NA	NA	-	-	-	-	-	-	
	2000	60	45	15	40	-	NA	NA	NA	NA	NA	60	45	15	40	-	-	
	2010	-	-	-	-	-	NA	NA	NA	NA	NA	-	-	-	-	-	-	
Antigua-et-Barbuda	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2000	95	73	22	5	-	89	82	7	11	-	91	79	12	9	-	-	
	2010	95	-	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Antilles néerlandaises	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Arabie saoudite	1990	97	97	0	3	-	63	60	3	37	-	89	88	1	11	-	-	
	2000	97	97	0	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	97	97	0	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Argentine	1990	97	76	21	3	0	72	22	50	15	13	94	69	25	4	2	-	
	2000	98	81	17	2	0	78	39	39	15	7	96	77	19	3	1	-	
	2010	98	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Arménie	1990	98	95	3	2	-	-	56	-	-	-	-	82	-	-	-	4	
	2000	98	96	2	2	0	81	68	13	19	0	92	86	6	8	0		
	2010	99	98	1	1	-	97	83	14	3	-	98	93	5	2	-		
Aruba	1990	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	25	
	2000	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0		
	2010	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0		
Australie	1990	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	19	
	2000	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0		
	2010	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0		
Autriche	1990	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	5	
	2000	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0		
	2010	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0		
Azerbaïdjan	1990	88	67	21	12	-	49	17	32	51	-	70	44	26	30	-	20	
	2000	88	72	16	11	1	59	18	41	24	17	74	46	28	17	9		
	2010	88	78	10	10	2	71	20	51	13	16	80	50	30	11	9		
Bahamas	1990	98	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2000	98	69	29	2	-	86	80	6	14	-	96	71	25	4	-	-	
	2010	98	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Bahreïn	1990	100	100	0	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2000	100	100	0	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	100	100	0	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Bangladesh †	1990	87	26	61	13	0	75	0	75	21	4	77	5	72	20	3	20	
	2000	86	23	63	14	0	77	0	77	20	3	79	5	74	19	2		
	2010	85	20	65	15	0	80	1	79	18	2	81	6	75	18	1		
Barbade	1990	100	98	2	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	4	
	2000	100	100	0	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0		
	2010	100	100	0	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0		
Bélarus	1990	100	-	-	0	0	99	-	-	1	-	100	-	-	0	0	NA*	
	2000	100	89	11	0	0	99	30	69	1	-	100	71	29	0	0		
	2010	100	95	5	0	0	99	72	27	1	-	100	89	11	0	0		
Belgique	1990	100	100	0	0	0	100	96	4	0	0	100	100	0	0	0	6	
	2000	100	100	0	0	0	100	99	1	0	0	100	100	0	0	0		
	2010	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0		
Belize	1990	89	75	14	11	0	61	21	40	27	12	74	47	27	20	6	42	
	2000	93	81	12	7	0	80	44	36	14	6	86	62	24	11	3		
	2010	98	87	11	2	0	99	68	31	1	0	98	78	20	2	0		
Bénin	1990	72	16	56	19	9	49	0	49	22	29	57	6	51	21	22	35	
	2000	78	23	55	17	5	59	2	57	23	18	66	10	56	21	13		
	2010	84	31	53	14	2	68	4	64	25	7	75	15	60	20	5		
Bermudes	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

Pays, zone ou territoire	Année	Population (en milliers)	Pourcentage de la population urbaine	UTILISATION D'INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT (pourcentage de la population)												Proportion de la population de 2010 ayant obtenu l'accès depuis 1995 (%)	
				Urbain				Rural				Total					
				Non améliorées				Non améliorées				Non améliorées					
				Améliorées	Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air	Améliorées	Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air	Améliorées	Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air		
Bhoutan	1990	559	16	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	571	25	66	19	10	5	30	28	30	12	39	26	25	10	-	-
	2010	726	35	73	21	5	1	29	28	38	5	44	26	26	4	-	-
Bolivie (État plurinational de)	1990	6,658	56	28	36	14	22	6	10	15	69	18	24	15	43	-	-
	2000	8,307	62	31	41	12	16	8	14	16	62	22	31	13	34	11	11
	2010	9,930	67	35	46	11	8	10	17	19	54	27	36	14	23	-	-
Bosnie-Herzégovine	1990	4,308	39	98	0	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	3,694	43	98	0	2	0	93	1	5	1	95	1	3	1	11	11
	2010	3,760	49	99	1	0	0	92	1	7	0	95	1	4	0	-	-
Botswana	1990	1,382	42	61	5	22	12	22	6	19	53	38	6	20	36	-	-
	2000	1,758	53	69	6	19	6	32	8	15	45	52	7	17	24	26	26
	2010	2,007	61	75	6	18	1	41	11	10	38	62	8	15	15	-	-
Brésil	1990	149,650	74	80	1	13	6	33	0	20	47	68	1	14	17	-	-
	2000	174,425	81	82	1	14	3	38	1	27	34	74	1	16	9	21	21
	2010	194,946	87	85	1	13	1	44	1	34	21	79	1	16	4	-	-
Brunéi Darussalam	1990	252	66	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	327	71	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2010	399	76	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bulgarie	1990	8,819	66	100	-	0	0	98	-	2	-	99	-	1	-	-	-
	2000	8,006	69	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	NA*	NA*
	2010	7,494	71	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	-	-
Burkina Faso	1990	9,324	14	43	32	13	12	2	3	6	89	8	7	7	78	-	-
	2000	12,294	18	46	34	10	10	4	6	7	83	11	11	8	70	11	11
	2010	16,469	26	50	37	4	9	6	10	8	76	17	17	7	59	-	-
Burundi	1990	5,602	6	41	18	40	1	44	4	49	3	44	5	48	3	-	-
	2000	6,374	8	46	20	33	1	45	4	49	2	45	5	48	2	14	14
	2010	8,383	11	49	22	27	2	46	4	49	1	46	6	47	1	-	-
Cambodge	1990	9,532	13	36	5	10	49	5	1	5	89	9	2	5	84	-	-
	2000	12,447	17	50	7	6	37	10	2	6	82	17	3	6	74	23	23
	2010	14,138	20	73	10	2	15	20	4	4	72	31	5	3	61	-	-
Cameroun	1990	12,181	41	63	20	15	2	37	8	38	17	48	13	28	11	-	-
	2000	15,678	50	61	19	19	1	37	8	40	15	49	13	30	8	14	14
	2010	19,599	58	58	18	23	1	36	8	44	12	49	14	31	6	-	-
Canada	1990	27,701	77	100	-	0	0	99	-	1	-	100	-	0	0	-	-
	2000	30,667	79	100	-	0	0	99	-	1	-	100	-	0	0	14	14
	2010	34,017	81	100	-	0	0	99	-	1	-	100	-	0	0	-	-
Cap-Vert	1990	348	44	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	437	53	61	-	12	27	25	-	17	58	44	-	15	41	32	32
	2010	496	61	73	-	8	19	43	-	14	43	61	-	11	28	-	-
Chili	1990	13,188	83	91	-	4	5	48	-	47	5	84	-	11	5	-	-
	2000	15,420	86	96	-	2	2	71	-	25	4	92	-	6	2	23	23
	2010	17,114	89	98	-	2	0	83	-	17	0	96	-	4	0	-	-
Chine	1990	1,145,195	26	48	15	34	3	15	4	72	9	24	7	62	7	-	-
	2000	1,269,117	36	61	20	18	1	35	9	51	5	44	13	39	4	34	34
	2010	1,341,335	47	74	24	2	0	56	14	28	2	64	19	16	1	-	-
Chypre	1990	767	67	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	-	-
	2000	943	69	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	23	23
	2010	1,104	70	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	-	-
Colombie	1990	33,203	68	79	14	4	3	40	4	14	42	67	11	7	15	-	-
	2000	39,764	72	81	14	2	3	52	5	12	31	73	11	5	11	22	22
	2010	46,295	75	82	15	1	2	63	6	11	20	77	13	4	6	-	-
Comores	1990	438	28	34	2	64	0	11	1	88	0	17	1	82	0	-	-
	2000	562	28	42	2	56	0	23	2	74	1	28	2	69	1	21	21
	2010	735	28	50	3	46	1	30	2	67	1	36	2	61	1	-	-
Congo	1990	2,389	54	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	3,136	58	21	42	35	2	18	30	34	18	20	37	34	9	-	-
	2010	4,043	62	20	39	38	3	15	25	43	17	18	34	40	8	-	-
Costa Rica	1990	3,070	51	94	4	1	1	91	4	1	4	93	4	1	2	-	-
	2000	3,919	59	95	4	0	1	94	4	0	2	95	4	0	1	26	26
	2010	4,659	64	95	4	1	0	96	4	0	0	95	4	1	0	-	-
Côte d'Ivoire	1990	12,518	40	38	25	31	6	8	8	28	56	20	15	29	36	-	-
	2000	16,582	44	37	24	33	6	10	10	27	53	22	16	29	33	8	8
	2010	19,738	51	36	23	35	6	11	12	27	50	24	18	30	28	-	-
Croatie	1990	4,517	54	99	1	0	0	98	1	1	-	99	1	0	0	-	-
	2000	4,506	56	99	1	0	0	98	1	0	1	99	1	0	0	NA*	NA*
	2010	4,403	58	99	1	0	0	98	1	1	-	99	1	0	0	-	-
Cuba	1990	10,570	73	86	5	9	-	64	10	26	-	80	6	14	-	-	-
	2000	11,104	76	90	5	4	1	73	12	10	5	86	7	5	2	10	10
	2010	11,258	75	94	5	1	0	81	13	4	2	91	7	2	0	-	-
Danemark	1990	5,141	85	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	6	6
	2000	5,340	85	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	-	-
	2010	5,550	87	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	-	-
Djibouti	1990	562	76	73	6	10	11	45	6	2	47	66	6	8	20	-	-
	2000	732	76	69	5	20	6	30	4	13	53	60	5	18	17	5	5
	2010	889	76	63	5	32	0	10	1	28	61	50	4	32	14	-	-
Dominique	1990	71	68	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	70	67	80	-	2	18	84	-	2	14	81	-	2	17	-	-
	2010	68	67	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Pays, zone ou territoire	Année	UTILISATION DE POINTS D'EAU (pourcentage de la population)														Proportion de la population de 2010 ayant obtenu l'accès depuis 1995 (%)	
		Urbain					Rural					Total					
		Améliorés			Non améliorés		Améliorés			Non améliorés		Améliorés			Non améliorés		
		Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés	Eau de surface	Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés	Eau de surface	Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés		Eau de surface
Bhoutan	1990	99	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	99	81	18	0	1	82	45	37	5	13	86	54	32	4	1	-
	2010	100	81	19	0	0	94	44	50	1	5	96	57	39	1	0	3
Bolivie (État plurinational de)	1990	92	78	14	7	1	43	14	29	15	42	70	50	20	11	19	-
	2000	94	87	7	5	1	57	33	24	12	31	80	66	14	8	12	31
	2010	96	95	1	4	0	71	51	20	9	20	88	80	8	5	7	-
Bosnie-Herzégovine	1990	99	96	3	1	-	96	-	-	4	-	97	-	-	3	-	-
	2000	99	96	3	1	0	96	77	19	4	0	97	85	12	3	0	13
	2010	100	94	6	0	0	98	71	27	2	0	99	82	17	1	0	-
Botswana	1990	100	38	62	0	0	88	13	75	3	9	93	23	70	2	5	-
	2000	99	63	36	1	0	90	25	65	4	6	95	45	50	2	3	22
	2010	99	85	14	1	0	92	36	56	4	4	96	66	30	2	2	-
Brésil	1990	96	93	3	4	0	68	40	28	17	15	89	79	10	7	4	-
	2000	98	94	4	2	0	77	53	24	16	7	94	86	8	5	1	22
	2010	100	96	4	0	0	85	65	20	13	2	98	92	6	2	0	-
Brunéi Darussalam	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bulgarie	1990	100	96	4	0	0	99	69	30	1	-	100	87	13	0	0	-
	2000	100	97	3	0	0	100	77	23	0	0	100	91	9	0	0	NA*
	2010	100	98	2	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	-
Burkina Faso	1990	75	12	63	24	1	38	0	38	52	10	43	2	41	48	9	-
	2000	85	17	68	15	0	55	0	55	38	7	60	3	57	34	6	46
	2010	95	23	72	5	0	73	0	73	22	5	79	6	73	17	4	-
Burundi	1990	97	32	65	3	0	68	1	67	25	7	70	3	67	23	7	-
	2000	89	41	48	6	5	70	1	69	16	14	72	4	68	15	13	21
	2010	83	47	36	9	8	71	1	70	10	19	72	6	66	10	18	-
Cambodge	1990	48	15	33	30	22	29	0	29	36	35	31	2	29	36	33	-
	2000	63	33	30	22	15	40	2	38	31	29	44	7	37	29	27	37
	2010	87	63	24	9	4	58	5	53	22	20	64	17	47	19	17	-
Cameroun	1990	76	23	53	11	13	31	2	29	17	52	49	11	38	15	36	-
	2000	86	25	61	8	6	42	2	40	18	40	64	13	51	13	23	37
	2010	95	26	69	4	1	52	3	49	18	30	77	16	61	10	13	-
Canada	1990	100	100	0	0	0	99	-	-	1	-	100	-	-	0	0	-
	2000	100	100	0	0	0	99	38	61	1	-	100	87	13	0	0	14
	2010	100	100	0	0	0	99	-	-	1	-	100	-	-	0	0	-
Cap-Vert	1990	-	-	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	84	42	42	16	0	81	8	73	18	1	83	26	57	17	0	24
	2010	90	58	32	10	0	85	40	45	15	0	88	51	37	12	0	-
Chili	1990	99	97	2	1	0	48	22	26	25	27	90	84	6	5	5	-
	2000	99	98	1	1	0	66	39	27	15	19	94	90	4	3	3	19
	2010	99	99	0	1	0	75	47	28	25	0	96	93	3	4	0	-
Chine	1990	97	92	5	2	1	56	12	44	34	10	67	33	34	25	8	-
	2000	98	93	5	1	1	70	28	42	24	6	80	51	29	16	4	25
	2010	98	95	3	2	0	85	45	40	13	2	91	68	23	8	1	-
Chypre	1990	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	-
	2000	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	23
	2010	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	-
Colombie	1990	98	98	0	2	0	69	58	11	16	15	89	85	4	6	5	-
	2000	99	95	4	1	0	71	58	13	11	18	91	85	6	4	5	22
	2010	99	92	7	1	0	72	58	14	8	20	92	84	8	3	5	-
Comores	1990	98	31	67	1	1	83	10	73	7	10	87	16	71	6	7	-
	2000	93	45	48	6	1	92	17	75	5	3	92	25	67	6	2	35
	2010	91	53	38	9	0	97	21	76	3	0	95	30	65	5	0	-
Congo	1990	95	-	-	5	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	95	46	49	4	1	36	4	32	52	12	70	28	42	24	6	-
	2010	95	36	59	5	0	32	2	30	39	29	71	23	48	18	11	-
Costa Rica	1990	99	92	7	1	0	86	71	15	6	8	93	82	11	3	4	-
	2000	99	97	2	1	0	89	81	8	4	7	95	90	5	2	3	27
	2010	100	100	0	0	0	91	91	0	4	5	97	97	0	1	2	-
Côte d'Ivoire	1990	90	50	40	10	0	67	5	62	17	16	76	23	53	14	10	-
	2000	91	57	34	9	0	67	10	57	23	10	77	30	47	17	6	22
	2010	91	64	27	8	1	68	16	52	28	4	80	40	40	18	2	-
Croatie	1990	100	96	4	0	0	97	-	-	3	-	99	-	-	1	-	-
	2000	100	96	4	0	0	97	77	20	2	1	99	88	11	1	0	NA*
	2010	100	96	4	0	0	97	-	-	3	-	99	-	-	1	-	-
Cuba	1990	93	77	16	7	-	53	30	23	47	-	82	64	18	18	-	-
	2000	95	80	15	5	0	73	44	29	25	2	90	71	19	10	0	11
	2010	96	82	14	4	0	89	54	35	9	2	94	75	19	6	0	-
Danemark	1990	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	-
	2000	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	6
	2010	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	-
Djibouti	1990	80	67	13	20	-	70	18	52	30	-	78	55	23	22	-	-
	2000	88	73	15	12	0	63	11	52	32	5	82	58	24	17	1	33
	2010	99	79	20	1	0	54	1	53	41	5	88	60	28	11	1	-
Dominique	1990	96	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	96	78	18	4	-	92	49	43	8	-	95	68	27	5	-	-
	2010	96	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Pays, zone ou territoire	Année	Population (en milliers)	Pourcentage de la population urbaine	UTILISATION D'INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT (pourcentage de la population)												Proportion de la population de 2010 ayant obtenu l'accès depuis 1995 (%)	
				Urbain				Rural				Total					
				Non améliorées				Non améliorées				Non améliorées					
				Améliorées	Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air	Améliorées	Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air	Améliorées	Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air		
Égypte	1990	56,843	43	91	3	5	1	57	4	22	17	72	4	14	10	35	
	2000	67,648	43	95	3	1	79	5	9	7	86	4	6	4	0		
	2010	81,121	43	97	3	0	93	7	0	0	95	5	0	0			
El Salvador	1990	5,333	49	88	8	1	3	62	3	1	34	75	5	1	19	14	
	2000	5,940	59	89	8	0	3	74	4	0	22	83	6	0	11		6
	2010	6,193	64	89	8	1	2	83	5	0	12	87	7	0	0		
Émirats arabes unis	1990	1,809	79	98	2	0	0	95	5	0	0	97	3	0	0	67	
	2000	3,033	80	98	2	0	0	95	5	0	0	97	3	0	0		0
	2010	7,512	84	98	2	0	0	95	5	0	0	98	2	0	0		
Équateur	1990	10,261	55	86	2	5	7	48	2	11	39	69	2	8	21	32	
	2000	12,345	60	92	3	2	3	70	3	5	22	83	3	3	11		5
	2010	14,465	67	96	3	0	1	84	4	0	12	92	3	0	0		
Érythrée	1990	3,158	16	58	-	10	32	0	-	0	100	9	-	2	89	-	
	2000	3,668	18	54	-	8	38	2	-	1	97	11	-	2	87		-
	2010	5,254	22	-	-	-	-	4	-	-	96	-	-	-	-		
Espagne	1990	38,889	75	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	14	
	2000	40,288	76	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0		0
	2010	46,077	77	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0		
Estonie	1990	1,568	71	96	4	0	0	94	6	0	0	95	5	0	0	NA*	
	2000	1,371	69	96	4	0	0	94	6	0	0	95	5	0	0		0
	2010	1,341	69	96	4	0	0	94	6	0	0	95	5	0	0		
États-Unis d'Amérique	1990	253,339	75	100	-	0	0	99	-	1	-	100	-	0	0	14	
	2000	282,496	79	100	-	0	0	99	-	1	-	100	-	0	0		0
	2010	310,384	82	100	-	0	0	99	-	1	-	100	-	0	0		
Éthiopie	1990	48,333	13	20	27	11	42	1	0	0	99	3	3	1	93	18	
	2000	65,578	15	24	33	16	27	6	2	7	85	9	7	8	76		46
	2010	82,950	17	29	40	22	9	19	6	22	53	21	12	21	46		
Ex-République yougoslave de Macédoine	1990	1,909	58	92	5	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2000	2,009	59	92	5	3	0	82	7	10	1	88	6	6	0		0
	2010	2,061	59	92	5	3	0	82	7	10	1	88	6	6	0		
Fédération de Russie	1990	148,244	73	80	16	4	-	58	11	31	-	74	15	11	-	NA*	
	2000	146,758	73	77	15	8	-	59	11	30	-	72	14	14	-		1
	2010	142,958	73	74	15	10	1	59	11	29	1	70	14	15	1		
Fidji	1990	728	42	90	-	10	0	40	-	52	8	61	-	34	5	22	
	2000	812	48	92	-	8	0	59	-	37	4	75	-	23	2		0
	2010	861	52	94	-	6	0	71	-	28	1	83	-	17	0		
Finlande	1990	4,986	79	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	5	
	2000	5,173	82	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0		0
	2010	5,365	85	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0		
France	1990	56,708	74	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	8	
	2000	59,048	77	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0		0
	2010	62,787	85	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0		
Gabon	1990	929	69	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7	
	2000	1,235	80	37	40	21	2	30	24	41	5	36	37	24	3		1
	2010	1,505	86	33	36	30	1	30	25	43	2	33	34	32	1		
Gambie	1990	966	38	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	29	
	2000	1,297	49	67	24	8	1	60	14	18	8	63	19	13	5		2
	2010	1,728	58	70	25	5	0	65	15	15	5	68	21	9	2		
Géorgie	1990	5,460	55	97	3	0	0	95	1	4	-	96	2	2	-	NA*	
	2000	4,746	53	96	3	1	0	94	1	3	2	95	2	2	1		-
	2010	4,352	53	96	3	1	-	93	1	6	-	95	2	3	-		
Ghana	1990	14,793	36	12	44	33	11	4	20	47	29	7	29	42	22	8	
	2000	19,165	44	16	59	16	9	6	31	32	31	10	43	26	21		19
	2010	24,392	51	19	73	2	6	8	43	16	33	14	58	9	19		
Grèce	1990	10,161	59	100	-	0	0	93	-	0	7	97	-	0	3	7	
	2000	10,987	60	99	-	1	0	96	-	0	4	98	-	0	2		-
	2010	11,359	61	99	-	1	-	97	-	3	-	98	-	2	-		
Grenade	1990	96	33	96	-	4	-	97	-	3	-	97	-	3	-	4	
	2000	102	36	96	-	4	-	97	-	3	-	97	-	3	-		-
	2010	104	39	96	-	4	-	97	-	3	-	97	-	3	-		
Groenland	1990	56	80	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	2	
	2000	56	82	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0		0
	2010	57	84	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0		
Guadeloupe	1990	386	99	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2000	427	98	94	-	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-
	2010	461	98	95	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Guam	1990	134	91	99	-	1	-	98	-	2	-	99	-	1	-	19	
	2000	155	93	99	-	1	-	98	-	2	-	99	-	1	-		-
	2010	180	93	99	-	1	-	98	-	2	-	99	-	1	-		
Guatemala	1990	8,923	41	81	9	5	5	48	4	13	35	62	6	9	23	32	
	2000	11,237	45	85	9	3	3	60	5	14	21	71	7	9	13		6
	2010	14,389	49	87	10	1	2	70	6	14	10	78	8	8	6		
Guinée	1990	5,759	28	19	23	52	6	6	4	35	55	10	9	40	41	9	
	2000	8,344	31	26	32	39	3	9	5	44	42	14	13	43	30		-
	2010	9,982	35	32	40	27	1	11	6	53	30	18	18	44	20		
Guinée équatoriale	1990	374	35	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2000	520	39	92	-	8	-	87	-	13	-	89	-	11	-		-
	2010	700	40	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		

Pays, zone ou territoire	Année	UTILISATION DE POINTS D'EAU (pourcentage de la population)														Proportion de la population de 2010 ayant obtenu l'accès depuis 1995 (%)	
		Urbain					Rural					Total					
		Améliorés			Non améliorés		Améliorés			Non améliorés		Améliorés			Non améliorés		
		Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés	Eau de surface	Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés	Eau de surface	Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés		Eau de surface
Égypte	1990	96	90	6	4	0	90	39	51	7	3	93	61	32	5	2	27
	2000	98	95	3	2	0	95	66	29	4	1	96	78	18	3	1	
	2010	100	100	0	0	0	99	93	6	1	0	99	96	3	1	0	
El Salvador	1990	90	72	18	9	1	58	14	44	21	21	74	43	31	15	11	15
	2000	92	76	16	7	1	68	29	39	16	16	82	57	25	11	7	
	2010	94	80	14	6	0	76	42	34	12	12	88	66	22	8	4	
Émirats arabes unis	1990	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	69
	2000	100	80	20	0	0	100	70	30	0	0	100	78	22	0	0	
	2010	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	
Équateur	1990	81	66	15	14	5	62	24	38	5	33	72	47	25	10	18	31
	2000	90	83	7	9	1	79	55	24	7	14	86	72	14	8	6	
	2010	96	93	3	4	0	89	73	16	9	2	94	86	8	6	0	
Érythrée	1990	62	40	22	37	1	39	0	39	34	27	43	6	37	34	23	-
	2000	70	42	28	30	0	50	0	50	37	13	54	7	47	35	11	
	2010	-	-	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-	-	-	-	
Espagne	1990	100	99	1	0	0	100	100	0	0	0	100	99	1	0	0	14
	2000	100	99	1	0	0	100	100	0	0	0	100	99	1	0	0	
	2010	100	99	1	0	0	100	100	0	0	0	100	99	1	0	0	
Estonie	1990	99	92	7	1	-	97	51	46	3	-	98	80	18	2	-	NA*
	2000	99	95	4	1	0	97	65	32	3	0	98	86	12	2	0	
	2010	99	97	2	1	-	97	-	-	3	-	98	-	-	2	-	
États-Unis d'Amérique	1990	100	97	3	0	0	94	46	48	6	-	99	84	15	1	-	14
	2000	100	97	3	0	0	94	46	48	6	-	99	85	14	1	-	
	2010	100	97	3	0	0	94	46	48	6	-	99	85	14	1	-	
Éthiopie	1990	79	9	70	11	10	5	0	5	39	56	14	1	13	36	50	31
	2000	87	26	61	7	6	19	0	19	40	41	29	4	25	35	36	
	2010	97	46	51	3	0	34	1	33	43	23	44	8	36	37	19	
Ex-République yougoslave de Macédoine	1990	100	96	4	0	0	99	-	-	1	-	100	-	-	0	0	5
	2000	100	96	4	0	0	99	84	15	1	-	100	91	9	0	0	
	2010	100	96	4	0	0	99	84	15	1	-	100	91	9	0	0	
Fédération de Russie	1990	98	88	10	2	0	80	37	43	19	1	93	74	19	7	0	NA*
	2000	98	90	8	2	0	86	46	40	12	2	95	78	17	4	1	
	2010	99	91	8	1	0	92	55	37	8	-	97	81	16	3	-	
Fidji	1990	94	92	2	6	0	77	38	39	18	5	84	60	24	13	3	18
	2000	98	95	3	2	0	88	55	33	8	4	93	74	19	5	2	
	2010	100	97	3	0	0	95	66	29	2	3	98	82	16	1	1	
Finlande	1990	100	96	4	0	0	100	85	15	0	0	100	94	6	0	0	5
	2000	100	99	1	0	0	100	92	8	0	0	100	98	2	0	0	
	2010	100	100	0	0	0	100	96	4	0	0	100	99	1	0	0	
France	1990	100	100	0	0	0	100	95	5	0	0	100	99	1	0	0	8
	2000	100	100	0	0	0	100	99	1	0	0	100	100	0	0	0	
	2010	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	
Gabon	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	27
	2000	95	52	43	3	2	47	8	39	18	35	85	43	42	6	9	
	2010	95	49	46	1	4	41	10	31	13	46	87	44	43	3	10	
Gambie	1990	86	25	61	14	0	67	0	67	33	0	74	10	64	26	0	38
	2000	90	40	50	10	0	77	3	74	23	0	83	21	62	17	0	
	2010	92	51	41	8	0	85	5	80	15	0	89	32	57	11	0	
Géorgie	1990	94	81	13	6	-	66	19	47	34	-	81	53	28	19	-	2
	2000	97	86	11	3	0	80	34	46	20	0	89	61	28	11	0	
	2010	100	92	8	0	0	96	51	45	4	0	98	73	25	2	0	
Ghana	1990	84	41	43	7	9	36	2	34	11	53	53	16	37	10	37	42
	2000	87	37	50	9	4	58	3	55	10	32	71	18	53	9	20	
	2010	91	33	58	9	0	80	3	77	9	11	86	18	68	9	5	
Grèce	1990	99	99	0	1	-	92	82	10	8	-	96	92	4	4	-	8
	2000	100	100	0	0	0	98	95	3	2	-	99	98	1	1	-	
	2010	100	100	0	0	0	99	99	0	1	-	100	100	0	0	0	
Grenade	1990	97	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	97	93	4	3	-	93	75	18	7	-	94	81	13	6	-	
	2010	97	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Groenland	1990	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	2
	2000	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	
	2010	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	
Guadeloupe	1990	98	98	0	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	98	98	0	2	-	93	75	18	7	-	98	98	0	2	-	
	2010	98	98	0	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Guam	1990	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	19
	2000	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	
	2010	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	
Guatemala	1990	91	68	23	7	2	74	34	40	7	19	81	48	33	7	12	34
	2000	95	83	12	4	1	81	54	27	7	12	87	67	20	6	7	
	2010	98	96	2	2	0	87	69	18	7	6	92	82	10	5	3	
Guinée	1990	87	21	66	5	8	37	0	37	9	54	51	6	45	8	41	30
	2000	88	25	63	9	3	52	0	52	15	33	63	8	55	13	24	
	2010	90	29	61	10	0	65	1	64	21	14	74	11	63	17	9	
Guinée équatoriale	1990	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	4	-	-	-	-
	2000	66	10	56	26	8	42	1	41	5	53	51	4	47	13	36	
	2010	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	5	-	-	-	

Pays, zone ou territoire	Année	Population (en milliers)	Pourcentage de la population urbaine	UTILISATION D'INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT (pourcentage de la population)												Proportion de la population de 2010 ayant obtenu l'accès depuis 1995 (%)		
				Urbain				Rural				Total						
				Non améliorées				Non améliorées				Non améliorées						
				Améliorées	Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air	Améliorées	Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air	Améliorées	Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air			
Guinée-Bissau	1990	1,017	28	-	-	-	-	4	1	95	-	-	-	-	-	-	-	10
	2000	1,241	30	36	13	47	4	5	1	41	53	14	5	43	38	31	10	
	2010	1,515	30	44	16	38	2	9	2	46	43	20	6	43	31	31		
Guyana	1990	725	30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		8
	2000	733	29	86	8	5	1	76	8	15	1	79	8	12	1	1	8	
	2010	754	29	88	8	4	0	82	9	8	1	84	9	6	1	1		
Guyane française	1990	117	75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-
	2000	165	75	85	-	15	-	57	-	43	-	78	-	22	-	-	-	
	2010	231	76	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Haïti	1990	7,125	29	44	44	0	12	19	12	7	62	26	21	5	48	-		-3
	2000	8,645	36	34	35	20	11	15	9	20	56	22	18	20	40	40	-3	
	2010	9,993	52	24	24	43	9	10	6	35	49	17	15	40	28	28		
Honduras	1990	4,889	40	71	6	14	9	36	1	15	48	50	3	15	32	-		35
	2000	6,218	45	78	7	10	5	53	2	13	32	64	4	12	20	-	35	
	2010	7,601	52	85	7	7	1	69	2	12	17	77	5	9	9	-		
Hongrie	1990	10,376	66	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	0		NA*
	2000	10,211	65	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	0	NA*	
	2010	9,984	68	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	0		
Île de Man	1990	70	52	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-
	2000	77	52	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	83	51	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Îles anglo-normandes	1990	140	31	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-
	2000	145	30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	153	31	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Îles Caïman	1990	26	100	96	-	4	-	NA	NA	NA	NA	96	-	4	-	-		41
	2000	40	100	96	-	4	-	NA	NA	NA	NA	96	-	4	-	-	41	
	2010	56	100	96	-	4	-	NA	NA	NA	NA	96	-	4	-	-		
Îles Cook	1990	18	58	100	-	0	0	91	-	9	-	96	-	4	-	-		10
	2000	18	65	100	-	0	0	99	-	1	-	100	-	0	0	-	10	
	2010	20	75	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	-		
Îles Falkland (Malouines)	1990	2	74	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-
	2000	3	68	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	3	74	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Îles Féroé	1990	48	31	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-
	2000	46	36	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	49	40	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Îles Mariannes du Nord	1990	44	90	85	-	15	-	78	-	22	-	84	-	16	-	-		-
	2000	68	90	92	-	8	-	93	-	7	-	92	-	8	-	-	-	
	2010	61	91	-	-	-	-	96	-	4	-	-	-	-	-	-		
Îles Marshall	1990	47	65	77	11	12	-	41	9	50	-	64	10	26	-	-		11
	2000	52	68	80	12	8	-	48	11	41	-	70	12	18	-	-	11	
	2010	54	72	83	12	1	4	53	12	0	35	75	12	0	13	-		
Îles Salomon	1990	310	14	98	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-
	2000	409	16	98	-	2	-	18	-	82	-	31	-	69	-	-	-	
	2010	538	19	98	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Îles Turques et Caïques	1990	12	74	98	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-
	2000	19	85	98	-	2	-	94	-	6	-	97	-	3	-	-	-	
	2010	38	93	98	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Îles Vierges américaines	1990	103	88	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-
	2000	109	93	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	109	95	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Îles Vierges britanniques	1990	16	38	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	0		26
	2000	20	39	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	0	26	
	2010	23	41	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	0		
Inde	1990	873,785	26	51	17	4	28	7	1	1	91	18	5	2	75	-		17
	2000	1,053,898	28	55	18	5	22	14	3	4	79	25	7	5	63	-	17	
	2010	1,224,614	30	58	19	9	14	23	4	6	67	34	9	6	51	-		
Indonésie	1990	184,346	31	56	8	17	19	21	6	25	48	32	7	22	39	-		22
	2000	213,395	42	64	9	11	16	30	9	19	42	44	9	16	31	-	22	
	2010	239,871	44	73	10	3	14	39	12	13	36	54	11	9	26	-		
Iran (République islamique d')	1990	54,871	56	83	-	17	-	74	-	26	-	79	-	21	-	-		33
	2000	65,342	64	92	-	8	0	86	-	13	1	90	-	10	0	0	33	
	2010	73,974	71	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	0		
Iraq	1990	17,374	70	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		30
	2000	23,857	68	76	19	5	0	54	10	19	17	69	16	10	5	-	30	
	2010	31,672	66	76	19	5	0	67	12	17	4	73	17	9	1	-		
Irlande	1990	3,531	57	100	-	0	0	98	-	2	-	99	-	1	-	-		19
	2000	3,804	59	100	-	0	0	98	-	2	-	99	-	1	-	-	19	
	2010	4,470	62	100	-	0	0	98	-	2	-	99	-	1	-	-		
Islande	1990	255	91	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	0		17
	2000	281	92	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	0	17	
	2010	320	93	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	0		
Israël	1990	4,500	90	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	0		28
	2000	6,015	91	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	0	28	
	2010	7,418	92	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	0		
Italie	1990	56,832	67	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-
	2000	56,986	67	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	60,551	68	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		

Pays, zone ou territoire	Année	UTILISATION DE POINTS D'EAU (pourcentage de la population)														Proportion de la population de 2010 ayant obtenu l'accès depuis 1995 (%)	
		Urbain					Rural					Total					
		Améliorés			Non améliorés		Améliorés			Non améliorés		Améliorés			Non améliorés		
		Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés	Eau de surface	Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés	Eau de surface	Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés		Eau de surface
Guinée-Bissau	1990	45	14	31	55	0	32	0	32	63	5	36	4	32	60	4	32
	2000	68	13	55	32	0	43	0	43	53	4	50	4	46	47	3	
	2010	91	11	80	8	1	53	0	53	44	3	64	3	61	34	2	
Guyana	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9
	2000	94	74	20	5	1	87	56	31	7	6	89	61	28	6	5	
	2010	98	79	19	2	0	93	59	34	2	5	94	65	29	2	4	
Guyane française	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	88	83	5	12	-	71	65	6	29	-	84	79	5	16	-	
	2010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Haïti	1990	84	27	57	12	4	49	2	47	35	16	59	9	50	28	13	21
	2000	84	21	63	12	4	50	3	47	31	19	62	9	53	24	14	
	2010	85	15	70	11	4	51	4	47	28	21	69	10	59	19	12	
Honduras	1990	96	85	11	4	0	62	42	20	37	1	76	59	17	23	1	29
	2000	95	90	5	5	0	71	59	12	28	1	82	73	9	17	1	
	2010	95	95	0	5	0	79	74	5	19	2	87	85	2	12	1	
Hongrie	1990	98	94	4	2	-	91	72	19	9	-	96	86	10	4	-	NA*
	2000	100	95	5	0	0	98	86	12	2	0	99	92	7	1	0	
	2010	100	95	5	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	
Ile de Man	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Iles anglo-normandes	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Îles Caïman	1990	-	37	-	-	-	NA	NA	NA	NA	NA	-	37	-	-	-	43
	2000	93	67	26	7	-	NA	NA	NA	NA	NA	93	67	26	7	-	
	2010	96	95	1	4	-	NA	NA	NA	NA	NA	96	95	1	4	-	
Îles Cook	1990	99	-	-	1	-	87	-	-	13	-	94	-	-	6	-	-
	2000	99	-	-	1	-	87	-	-	13	-	95	-	-	5	-	
	2010	98	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Iles Falkland (Malouines)	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Iles Féroé	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Îles Mariannes du Nord	1990	98	-	-	2	-	100	-	-	0	0	98	-	-	2	-	7
	2000	98	-	-	2	-	97	-	-	3	-	98	-	-	2	-	
	2010	98	-	-	2	-	97	-	-	3	-	98	-	-	2	-	
Îles Marshall	1990	94	1	93	6	-	97	0	97	3	-	95	1	94	5	-	4
	2000	93	1	92	7	-	98	0	98	2	-	95	1	94	5	-	
	2010	92	1	91	8	-	99	0	99	1	-	94	1	93	6	-	
Îles Salomon	1990	-	76	-	-	-	-	1	-	-	-	-	11	-	-	-	-
	2000	94	76	18	6	-	65	1	64	35	-	70	13	57	30	-	
	2010	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Îles Turques et Caïques	1990	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	63
	2000	100	78	22	0	0	100	60	40	0	0	100	75	25	0	0	
	2010	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	
Iles Vierges américaines	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Îles Vierges britanniques	1990	98	97	1	2	-	98	97	1	2	-	98	97	1	2	-	17
	2000	98	97	1	2	-	98	97	1	2	-	98	97	1	2	-	
	2010	98	97	1	2	-	98	97	1	2	-	98	97	1	2	-	
Inde	1990	88	49	39	11	1	63	7	56	33	4	69	18	51	28	3	33
	2000	93	49	44	7	0	77	10	67	21	2	81	21	60	18	1	
	2010	97	48	49	3	0	90	12	78	9	1	92	23	69	7	1	
Indonésie	1990	91	25	66	8	1	61	2	59	32	7	70	9	61	25	5	20
	2000	91	31	60	8	1	68	5	63	26	6	78	16	62	18	4	
	2010	92	36	56	8	0	74	8	66	22	4	82	20	62	16	2	
Iran (République islamique d')	1990	98	97	1	2	0	80	65	15	16	4	90	83	7	8	2	22
	2000	98	96	2	2	0	85	76	9	13	2	93	89	4	6	1	
	2010	97	96	1	3	0	92	88	4	8	0	96	94	2	4	0	
Iraq	1990	97	-	-	3	-	44	-	-	56	-	81	-	-	19	-	28
	2000	95	92	3	3	2	49	37	12	16	35	80	74	6	7	13	
	2010	91	89	2	7	2	56	50	6	27	17	79	76	3	14	7	
Irlande	1990	100	100	0	0	0	100	99	1	0	0	100	100	0	0	0	19
	2000	100	100	0	0	0	100	99	1	0	0	100	100	0	0	0	
	2010	100	100	0	0	0	100	99	1	0	0	100	100	0	0	0	
Islande	1990	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	17
	2000	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	
	2010	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	
Israël	1990	100	100	0	0	0	100	98	2	0	0	100	100	0	0	0	28
	2000	100	100	0	0	0	100	98	2	0	0	100	100	0	0	0	
	2010	100	100	0	0	0	100	98	2	0	0	100	100	0	0	0	
Italie	1990	100	100	0	0	0	100	96	4	0	0	100	99	1	0	0	6
	2000	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	
	2010	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	

Pays, zone ou territoire	Année	Population (en milliers)	Pourcentage de la population urbaine	UTILISATION D'INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT (pourcentage de la population)												Proportion de la population de 2010 ayant obtenu l'accès depuis 1995 (%)
				Urbain				Rural				Total				
				Non améliorées				Non améliorées				Non améliorées				
				Améliorées	Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air	Améliorées	Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air	Améliorées	Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air	
Jamahiriya arabe libyenne	1990	4,334	76	97	-	3	-	96	-	4	-	97	-	3	-	24
	2000	5,231	76	97	-	3	-	96	-	4	-	97	-	3	-	
	2010	6,355	78	97	-	3	-	96	-	4	-	97	-	3	-	
Jamaïque	1990	2,365	49	78	20	1	1	81	14	4	1	80	17	2	1	9
	2000	2,582	52	78	20	1	1	82	14	3	1	80	17	2	1	
	2010	2,741	52	78	20	1	1	82	14	3	1	80	17	2	1	
Japon	1990	122,251	63	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	2
	2000	125,720	65	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	
	2010	126,536	67	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	
Jordanie	1990	3,416	72	98	2	0	0	95	1	4	-	97	2	1	-	29
	2000	4,827	78	98	2	0	0	96	1	1	2	98	2	0	0	
	2010	6,187	79	98	2	0	0	98	1	1	0	98	2	0	0	
Kazakhstan	1990	16,530	56	96	3	1	0	97	1	0	2	96	2	1	1	2
	2000	14,957	56	97	3	0	0	97	1	1	1	97	2	1	0	
	2010	16,026	59	97	3	0	0	98	1	1	0	97	2	1	0	
Kenya	1990	23,447	18	27	42	28	3	25	16	42	17	25	21	40	14	14
	2000	31,254	20	30	45	22	3	28	19	35	18	28	24	33	15	
	2010	40,513	22	32	48	18	2	32	21	29	18	32	27	27	14	
Kirghizistan	1990	4,395	38	94	5	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13
	2000	4,955	35	94	5	1	0	93	2	5	0	93	3	4	0	
	2010	5,334	35	94	5	1	0	93	2	5	0	93	3	4	0	
Kiribati	1990	72	35	36	7	16	41	21	2	12	65	26	4	13	57	-
	2000	84	43	47	9	3	41	22	2	21	55	33	5	13	49	
	2010	100	44	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Koweït	1990	2,088	98	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	41
	2000	1,941	98	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	
	2010	2,737	98	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	
Lesotho	1990	1,639	14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6
	2000	1,964	20	37	34	18	11	22	3	22	53	25	9	21	45	
	2010	2,171	27	32	30	32	6	24	4	23	49	26	11	26	37	
Lettonie	1990	2,664	69	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	2,385	68	82	13	5	0	71	3	26	0	78	10	12	0	
	2010	2,252	68	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Liban	1990	2,948	83	100	-	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	3,742	86	100	-	0	0	87	-	13	-	98	-	2	-	
	2010	4,228	87	100	-	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	
Libéria	1990	2,127	41	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12
	2000	2,847	44	23	23	29	25	3	8	9	80	12	15	17	56	
	2010	3,994	48	29	30	16	25	7	21	8	64	18	25	12	45	
Liechtenstein	1990	29	17	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	33	15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	36	14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Lituanie	1990	3,696	68	95	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	3,500	67	95	-	5	-	69	-	31	-	86	-	14	-	
	2010	3,324	67	95	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Luxembourg	1990	381	81	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	20
	2000	435	84	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	
	2010	507	85	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	
Madagascar	1990	11,281	24	15	21	41	23	7	9	18	66	9	12	23	56	8
	2000	15,364	27	18	24	37	21	10	12	22	56	12	15	26	47	
	2010	20,714	30	21	28	32	19	12	14	29	45	15	18	30	37	
Malaisie	1990	18,209	50	88	4	7	1	81	3	7	9	84	3	8	5	31
	2000	23,415	62	94	4	1	1	90	4	2	4	92	4	2	2	
	2010	28,401	72	96	4	0	0	95	4	1	-	96	4	0	0	
Malawi	1990	9,381	12	48	43	5	4	38	22	6	34	39	24	6	31	23
	2000	11,229	15	49	44	4	3	45	26	7	22	46	29	6	19	
	2010	14,901	20	49	44	5	2	51	30	9	10	51	33	8	8	
Maldives	1990	219	26	98	2	0	0	58	1	10	31	68	1	8	23	43
	2000	273	28	98	2	0	0	72	1	8	19	79	1	6	14	
	2010	316	40	98	2	0	0	97	2	1	0	97	2	1	0	
Mali	1990	8,673	23	33	36	26	5	10	6	47	37	15	13	42	30	11
	2000	11,295	28	34	37	25	4	12	7	53	28	18	16	45	21	
	2010	15,370	36	35	38	23	4	14	9	57	20	22	19	45	14	
Malte	1990	368	90	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	7
	2000	397	92	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	
	2010	417	95	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	
Maroc	1990	24,781	48	81	14	0	5	27	3	2	68	53	8	1	38	21
	2000	28,793	53	82	14	2	2	43	5	2	50	64	10	2	24	
	2010	31,951	58	83	14	3	0	52	6	4	38	70	11	3	16	
Martinique	1990	359	86	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	385	90	94	-	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	406	89	95	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Maurice	1990	1,060	44	91	8	1	0	88	9	3	0	89	9	2	0	11
	2000	1,196	43	91	8	1	0	88	9	3	0	89	9	2	0	
	2010	1,299	42	91	8	1	0	88	9	3	0	89	9	2	0	
Mauritanie	1990	1,996	40	29	10	38	23	8	3	31	58	16	6	34	44	15
	2000	2,643	40	38	14	28	20	9	4	19	68	21	8	22	49	
	2010	3,460	41	51	18	16	15	9	4	6	81	26	10	10	54	

Pays, zone ou territoire	Année	UTILISATION DE POINTS D'EAU (pourcentage de la population)														Proportion de la population de 2010 ayant obtenu l'accès depuis 1995 (%)	
		Urbain					Rural					Total					
		Améliorés			Non améliorés		Améliorés			Non améliorés		Améliorés			Non améliorés		
		Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés	Eau de surface	Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés	Eau de surface	Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés		Eau de surface
Jamahiriya arabe libyenne	1990	54	-	-	46	-	55	-	-	45	-	54	-	-	46	-	-
	2000	54	-	-	46	-	55	-	-	45	-	54	-	-	46	-	
	2010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Jamaïque	1990	98	89	9	2	0	88	34	54	1	11	93	61	32	1	6	10
	2000	98	90	8	2	0	88	42	46	5	7	93	67	26	4	3	
	2010	98	91	7	2	0	88	47	41	8	4	93	70	23	5	2	
Japon	1990	100	97	3	0	0	100	86	14	0	0	100	93	7	0	0	2
	2000	100	98	2	0	0	100	91	9	0	0	100	96	4	0	0	
	2010	100	99	1	0	0	100	95	5	0	0	100	98	2	0	0	
Jordanie	1990	99	98	1	1	0	90	87	3	9	1	97	95	2	3	0	28
	2000	98	96	2	2	-	91	83	8	9	-	96	93	3	4	-	
	2010	98	93	5	2	-	92	79	13	8	-	97	90	7	3	-	
Kazakhstan	1990	99	91	8	1	0	92	28	64	5	3	96	63	33	3	1	0
	2000	99	87	12	1	0	91	26	65	6	3	96	60	36	3	1	
	2010	99	82	17	1	0	90	24	66	7	3	95	58	37	4	1	
Kenya	1990	92	56	36	4	4	33	10	23	18	49	44	18	26	15	41	26
	2000	87	50	37	9	4	43	11	32	18	39	52	19	33	16	32	
	2010	82	45	37	14	4	52	12	40	18	30	59	19	40	17	24	
Kirghizistan	1990	98	75	23	2	-	-	25	-	-	-	-	44	-	-	-	23
	2000	98	82	16	1	1	73	30	43	4	23	82	48	34	3	15	
	2010	99	89	10	1	0	85	34	51	4	11	90	53	37	3	7	
Kiribati	1990	76	46	30	24	-	33	13	20	67	-	48	25	23	52	-	-
	2000	77	48	29	23	-	50	21	29	50	-	62	33	29	38	-	
	2010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Koweït	1990	99	-	-	1	-	99	-	-	1	-	99	-	-	1	-	40
	2000	99	-	-	1	-	99	-	-	1	-	99	-	-	1	-	
	2010	99	-	-	1	-	99	-	-	1	-	99	-	-	1	-	
Lesotho	1990	95	25	70	5	0	78	2	76	20	2	80	5	75	18	2	12
	2000	94	39	55	6	0	76	3	73	23	1	80	10	70	19	1	
	2010	91	63	28	9	0	73	4	69	26	1	78	20	58	21	1	
Lettonie	1990	100	-	-	0	0	96	-	-	4	-	99	-	-	1	-	NA*
	2000	100	93	7	0	0	96	59	37	4	0	99	82	17	1	0	
	2010	100	-	-	0	0	96	-	-	4	-	99	-	-	1	-	
Liban	1990	100	100	0	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	18
	2000	100	100	0	0	0	100	85	15	0	0	100	98	2	0	0	
	2010	100	100	0	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	
Libéria	1990	-	3	-	-	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	-	43
	2000	74	4	70	26	-	50	1	49	50	-	61	2	59	39	-	
	2010	88	8	80	11	1	60	1	59	17	23	73	4	69	15	12	
Liechtenstein	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Lituanie	1990	98	89	9	2	-	-	49	-	-	-	-	76	-	-	-	-
	2000	98	93	5	2	-	81	57	24	19	-	92	81	11	8	-	
	2010	98	95	3	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Luxembourg	1990	100	100	0	0	0	100	98	2	0	0	100	100	0	0	0	20
	2000	100	100	0	0	0	100	98	2	0	0	100	100	0	0	0	
	2010	100	100	0	0	0	100	98	2	0	0	100	100	0	0	0	
Madagascar	1990	75	24	51	16	9	15	1	14	36	49	29	6	23	31	40	25
	2000	75	19	56	13	12	24	2	22	31	45	38	7	31	26	36	
	2010	74	14	60	11	15	34	3	31	25	41	46	6	40	21	33	
Malaisie	1990	94	86	8	6	-	82	59	23	18	-	88	72	16	12	-	32
	2000	99	95	4	1	0	93	80	13	5	2	97	89	8	2	1	
	2010	100	99	1	0	0	99	-	-	1	-	100	-	-	0	0	
Malawi	1990	91	42	49	5	4	35	2	33	45	20	41	7	34	41	18	48
	2000	93	35	58	5	2	57	2	55	31	12	62	7	55	28	10	
	2010	95	28	67	5	0	80	2	78	16	4	83	7	76	14	3	
Maldives	1990	100	50	50	0	0	91	0	91	9	-	93	13	80	7	-	25
	2000	100	67	33	0	0	93	0	93	7	-	95	19	76	5	-	
	2010	100	96	4	0	0	97	1	96	3	-	98	39	59	2	-	
Mali	1990	53	17	36	45	2	20	0	20	70	10	28	4	24	64	8	40
	2000	70	26	44	29	1	36	1	35	57	7	46	8	38	49	5	
	2010	87	35	52	13	0	51	1	50	46	3	64	13	51	34	2	
Malte	1990	100	100	0	0	0	98	98	0	2	-	100	100	0	0	0	7
	2000	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	
	2010	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	
Maroc	1990	93	74	19	7	0	54	4	50	41	5	73	38	35	24	3	19
	2000	96	82	14	4	0	58	12	46	27	15	78	49	29	15	7	
	2010	98	89	9	2	0	61	19	42	16	23	83	60	23	7	10	
Martinique	1990	100	99	1	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	100	99	1	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	100	99	1	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Maurice	1990	100	100	0	0	0	99	99	0	1	0	99	99	0	1	0	12
	2000	100	100	0	0	0	99	99	0	1	0	99	99	0	1	0	
	2010	100	100	0	0	0	99	99	0	1	0	99	99	0	1	0	
Mauritanie	1990	36	15	21	63	1	26	0	26	65	9	30	6	24	64	6	26
	2000	45	26	19	54	1	37	8	29	56	7	40	15	25	55	5	
	2010	52	35	17	48	0	48	14	34	46	6	50	23	27	46	4	

Pays, zone ou territoire	Année	Population (en milliers)	Pourcentage de la population urbaine	UTILISATION D'INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT (pourcentage de la population)												Proportion de la population de 2010 ayant obtenu l'accès depuis 1995 (%)		
				Urbain				Rural				Total						
				Améliorées	Non améliorées			Améliorées	Non améliorées			Améliorées	Non améliorées					
					Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air		Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air		Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air			
Mayotte	1990	92	36	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	149	48	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2010	204	50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mexique	1990	84,307	71	76	10	4	10	34	4	11	51	64	8	6	22	-	-	28
	2000	99,960	75	81	10	4	5	56	7	8	29	75	9	5	11	-	-	-
	2010	113,423	78	87	11	2	0	79	10	5	6	85	11	3	1	-	-	-
Micronésie (États fédérés de)	1990	96	26	55	-	45	-	20	-	80	-	29	-	71	-	-	-	-
	2000	107	22	59	-	41	-	16	-	84	-	26	-	74	-	-	-	-
	2010	111	23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Monaco	1990	31	100	100	0	0	0	NA	NA	NA	NA	100	0	0	0	-	-	6
	2000	35	100	100	0	0	0	NA	NA	NA	NA	100	0	0	0	-	-	-
	2010	35	100	100	0	0	0	NA	NA	NA	NA	100	0	0	0	-	-	-
Mongolie	1990	2,193	57	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	2,411	57	65	32	3	0	28	21	15	36	49	27	8	16	-	-	9
	2010	2,756	62	64	31	2	3	29	22	23	26	51	28	9	12	-	-	-
Monténégro	1990	609	48	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	633	59	92	3	5	0	87	3	10	0	90	3	7	0	-	-	-
	2010	631	61	92	3	5	0	87	3	10	0	90	3	7	0	-	-	-
Montserrat	1990	11	13	96	-	4	-	96	-	4	-	96	-	4	-	-	-	NA*
	2000	5	11	96	-	4	-	96	-	4	-	96	-	4	-	-	-	-
	2010	6	14	96	-	4	-	96	-	4	-	96	-	4	-	-	-	-
Mozambique	1990	13,547	21	36	7	26	31	4	1	21	74	11	2	22	65	-	-	-
	2000	18,201	31	37	7	31	25	4	1	27	68	14	3	28	55	-	-	9
	2010	23,391	38	38	8	41	13	5	1	36	58	18	4	37	41	-	-	-
Myanmar	1990	39,268	25	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	44,958	28	79	12	7	2	56	10	18	16	62	11	15	12	-	-	28
	2010	47,963	34	83	12	4	1	73	14	5	8	76	13	5	6	-	-	-
Namibie	1990	1,415	28	62	22	5	11	9	2	6	83	24	8	5	63	-	-	-
	2000	1,896	32	60	21	4	15	13	3	7	77	28	9	6	57	-	-	13
	2010	2,283	38	57	20	4	19	17	4	7	72	32	10	6	52	-	-	-
Nauru	1990	9	100	66	31	3	-	NA	NA	NA	NA	66	31	3	-	-	-	-
	2000	10	100	66	31	1	2	NA	NA	NA	NA	66	31	1	2	-	-	0
	2010	10	100	65	31	4	0	NA	NA	NA	NA	65	31	4	0	-	-	-
Népal	1990	19,081	9	37	28	5	30	7	2	6	85	10	4	6	80	-	-	-
	2000	24,401	13	42	32	4	22	17	6	6	71	20	9	7	64	-	-	20
	2010	29,959	19	48	36	3	13	27	9	7	57	31	14	6	49	-	-	-
Nicaragua	1990	4,121	52	59	8	29	4	26	4	25	45	43	6	27	24	-	-	-
	2000	5,074	55	61	8	27	4	32	5	32	31	48	7	29	16	-	-	15
	2010	5,788	57	63	9	24	4	37	6	37	20	52	8	29	11	-	-	-
Niger	1990	7,788	15	19	14	41	26	2	1	2	95	5	3	8	84	-	-	-
	2000	10,922	16	27	20	31	22	3	1	3	93	7	4	7	82	-	-	6
	2010	15,512	17	34	25	21	20	4	2	3	91	9	6	6	79	-	-	-
Nigéria	1990	97,552	35	39	42	11	8	36	18	12	34	37	26	12	25	-	-	-
	2000	123,689	43	37	40	13	10	32	16	20	32	34	26	17	23	-	-	6
	2010	158,423	50	35	38	15	12	27	13	29	31	31	25	22	22	-	-	-
Nioué	1990	2	31	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	-	-	-
	2000	2	33	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	-	-	0
	2010	1	38	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	-	-	-
Norvège	1990	4,241	72	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	-	-	-
	2000	4,491	76	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	-	-	11
	2010	4,883	79	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	-	-	-
Nouvelle-Calédonie	1990	170	60	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	212	59	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2010	251	57	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	1990	3,398	85	-	-	-	-	88	-	12	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	3,858	86	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2010	4,368	86	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Oman	1990	1,868	66	96	-	2	2	55	-	13	32	82	-	6	12	-	-	-
	2000	2,264	72	98	-	0	2	71	-	0	29	90	-	0	10	-	-	30
	2010	2,782	73	100	-	0	0	95	-	5	-	99	-	1	-	-	-	-
Ouganda	1990	17,700	11	32	48	17	3	26	12	40	22	27	16	37	20	-	-	-
	2000	24,213	12	33	49	16	2	30	14	40	16	30	18	38	14	-	-	16
	2010	33,425	13	34	50	15	1	34	15	40	11	34	20	36	10	-	-	-
Ouzbékistan	1990	20,515	40	95	-	5	0	76	-	24	0	84	-	16	0	-	-	-
	2000	24,776	37	97	-	3	0	87	-	13	0	91	-	9	0	-	-	29
	2010	27,445	36	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	-	-	-
Pakistan	1990	111,845	31	72	6	14	8	7	1	20	72	27	3	18	52	-	-	-
	2000	144,522	33	72	6	16	6	20	4	23	53	37	5	21	37	-	-	24
	2010	173,593	36	72	6	18	4	34	6	26	34	48	6	23	23	-	-	-
Palaos	1990	15	70	78	-	22	-	36	-	64	-	65	-	35	-	-	-	-
	2000	19	70	91	-	9	-	68	-	32	-	84	-	16	-	-	-	39
	2010	20	83	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	-	-	-
Panama	1990	2,416	54	73	11	14	2	40	4	32	24	58	8	22	12	-	-	-
	2000	2,956	66	74	11	14	1	47	4	32	17	65	9	20	6	-	-	-
	2010	3,517	75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1990	4,158	15	78	-	19	3	42	-	42	16	47	-	39	14	-	-	-
	2000	5,379	13	75	-	21	4	42	-	41	17	46	-	39	15	-	-	12
	2010	6,858	13	71	-	24	5	41	-	41	18	45	-	39	16	-	-	-

Pays, zone ou territoire	Année	UTILISATION DE POINTS D'EAU (pourcentage de la population)															Proportion de la population de 2010 ayant obtenu l'accès depuis 1995 (%)
		Urbain					Rural					Total					
		Améliorés			Non améliorés		Améliorés			Non améliorés		Améliorés			Non améliorés		
		Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés	Eau de surface	Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés	Eau de surface	Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés	Eau de surface	
Mayotte	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mexique	1990	93	88	5	3	4	64	50	14	0	36	85	77	8	2	13	-
	2000	95	91	4	3	2	77	62	15	6	17	90	84	6	4	6	24
	2010	97	93	4	3	0	91	74	17	9	0	96	89	7	4	0	-
Micronésie (États fédérés de)	1990	93	-	-	7	-	87	-	-	13	-	89	-	-	11	-	-
	2000	94	-	-	6	-	92	-	-	8	-	92	-	-	8	-	-
	2010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Monaco	1990	100	100	0	0	0	NA	NA	NA	NA	NA	100	100	0	0	0	-
	2000	100	100	0	0	0	NA	NA	NA	NA	NA	100	100	0	0	0	6
	2010	100	100	0	0	0	NA	NA	NA	NA	NA	100	100	0	0	0	-
Mongolie	1990	74	53	21	20	6	27	0	27	18	55	54	30	24	19	27	-
	2000	86	42	44	11	3	37	1	36	20	43	65	24	41	15	20	36
	2010	100	26	74	0	0	53	2	51	23	24	82	17	65	9	9	-
Monténégro	1990	99	98	1	1	-	96	-	-	4	-	97	-	-	3	-	-
	2000	99	98	1	1	0	96	70	26	4	0	98	86	12	2	0	NA*
	2010	99	98	1	1	0	96	70	26	4	0	98	87	11	2	0	-
Montserrat	1990	100	98	2	0	0	100	0	100	0	0	100	12	88	0	0	-
	2000	100	98	2	0	0	100	0	100	0	0	100	11	89	0	0	NA*
	2010	100	98	2	0	0	100	0	100	0	0	100	14	86	0	0	-
Mozambique	1990	73	22	51	24	3	26	1	25	41	33	36	5	31	37	27	-
	2000	75	21	54	21	4	27	1	26	47	26	42	7	35	39	19	21
	2010	77	19	58	19	4	29	1	28	55	16	47	8	39	42	11	-
Myanmar	1990	80	17	63	20	-	48	1	47	52	-	56	5	51	44	-	-
	2000	85	18	67	6	9	60	2	58	16	24	67	6	61	13	20	31
	2010	93	19	74	5	2	78	3	75	14	8	83	8	75	11	6	-
Namibie	1990	99	82	17	1	0	51	14	37	35	14	64	33	31	26	10	-
	2000	99	77	22	1	0	72	21	51	15	13	81	39	42	10	9	41
	2010	99	72	27	1	0	90	28	62	0	10	93	45	48	0	7	-
Nauru	1990	98	-	-	2	-	NA	NA	NA	NA	NA	98	-	-	2	-	-
	2000	98	-	-	2	-	NA	NA	NA	NA	NA	98	-	-	2	-	-10
	2010	88	-	-	12	-	NA	NA	NA	NA	NA	88	-	-	12	-	-
Népal	1990	96	43	53	2	2	74	5	69	13	13	76	8	68	12	12	-
	2000	94	48	46	3	3	81	8	73	10	9	83	13	70	9	8	31
	2010	93	53	40	4	3	88	10	78	6	6	89	18	71	6	5	-
Nicaragua	1990	92	82	10	7	1	54	17	37	30	16	74	51	23	18	8	-
	2000	95	86	9	4	1	62	24	38	27	11	80	58	22	14	6	23
	2010	98	89	9	2	0	68	29	39	25	7	85	63	22	12	3	-
Niger	1990	57	21	36	42	1	31	0	31	66	3	35	3	32	62	3	-
	2000	78	30	48	22	0	35	1	34	62	3	42	6	36	55	3	27
	2010	100	39	61	0	0	39	2	37	58	3	49	8	41	49	2	-
Nigéria	1990	79	32	47	17	4	30	4	26	29	41	47	14	33	25	28	-
	2000	77	20	57	19	4	36	2	34	33	31	53	10	43	27	20	23
	2010	74	8	66	21	5	43	1	42	35	22	58	4	54	28	14	-
Nioué	1990	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	-
	2000	100	-	-	0	0	100	80	-	20	0	100	-	-	0	0	0
	2010	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	-
Norvège	1990	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	-
	2000	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	11
	2010	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	-
Nouvelle-Calédonie	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	1990	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	-
	2000	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	16
	2010	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	-
Oman	1990	84	27	57	12	4	72	4	68	18	10	80	19	61	14	6	-
	2000	87	49	38	9	4	74	15	59	16	10	83	39	44	11	6	24
	2010	93	82	11	7	-	78	31	47	22	-	89	68	21	11	-	-
Ouganda	1990	78	8	70	19	3	39	0	39	38	23	43	1	42	36	21	-
	2000	86	14	72	12	2	54	1	53	28	18	58	3	55	26	16	40
	2010	95	20	75	3	2	68	1	67	18	14	72	4	68	16	12	-
Ouzbékistan	1990	97	86	11	1	2	85	37	48	8	7	90	57	33	5	5	-
	2000	98	86	12	1	1	83	32	51	11	6	89	52	37	7	4	12
	2010	98	85	13	1	1	81	26	55	14	5	87	47	40	9	4	-
Pakistan	1990	95	56	39	4	1	81	8	73	8	11	85	23	62	7	8	-
	2000	96	57	39	4	0	85	15	70	7	8	89	29	60	6	5	28
	2010	96	58	38	4	0	89	23	66	6	5	92	36	56	5	3	-
Palaos	1990	73	38	35	27	-	96	40	56	4	-	80	39	41	20	-	-
	2000	78	40	38	22	-	96	40	56	4	-	83	40	43	17	-	15
	2010	83	43	40	17	-	96	40	56	4	-	85	43	42	15	-	-
Panama	1990	99	97	2	1	0	66	60	6	23	11	84	80	4	11	5	-
	2000	97	95	2	3	0	77	72	5	12	11	90	87	3	6	4	-
	2010	97	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1990	89	61	28	4	7	32	4	28	17	51	41	13	28	15	44	-
	2000	88	59	29	7	5	32	3	29	20	48	39	10	29	19	42	12
	2010	87	57	30	11	2	33	3	30	22	45	40	10	30	20	40	-

Pays, zone ou territoire	Année	Population (en milliers)	Pourcentage de la population urbaine	UTILISATION D'INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT (pourcentage de la population)												Proportion de la population de 2010 ayant obtenu l'accès depuis 1995 (%)
				Urbain				Rural				Total				
				Non améliorées				Non améliorées				Non améliorées				
				Améliorées	Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air	Améliorées	Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air	Améliorées	Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air	
Paraguay	1990	4,244	49	61	3	35	1	15	0	81	4	37	1	59	3	35
	2000	5,344	55	79	4	16	1	31	0	67	2	58	2	39	1	
	2010	6,455	61	90	4	6	-	40	1	59	-	71	3	26	-	
Pays-Bas	1990	14,892	69	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	7
	2000	15,863	77	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	
	2010	16,613	83	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	
Pérou	1990	21,686	69	71	8	5	16	17	2	7	74	54	6	6	34	23
	2000	25,862	73	76	8	8	8	27	2	20	51	63	6	11	20	
	2010	29,077	77	81	9	9	1	37	3	32	28	71	8	14	7	
Philippines	1990	61,629	49	69	15	8	8	45	10	22	23	57	12	15	16	28
	2000	77,310	48	74	16	4	6	57	13	12	18	65	14	9	12	
	2010	93,261	49	79	17	1	3	69	16	3	12	74	16	2	8	
Pologne	1990	38,056	61	96	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	38,302	62	96	-	4	-	80	-	20	-	90	-	10	-	
	2010	38,277	61	96	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Polynésie française	1990	195	56	99	-	1	-	97	-	3	-	98	-	2	-	20
	2000	238	52	99	-	1	-	97	-	3	-	98	-	2	-	
	2010	271	51	99	-	1	-	97	-	3	-	98	-	2	-	
Porto Rico	1990	3,529	72	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	3,814	95	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	3,749	99	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Portugal	1990	9,925	48	97	-	3	-	87	-	13	-	92	-	8	-	10
	2000	10,336	54	99	-	1	-	97	-	3	-	98	-	2	-	
	2010	10,676	61	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	
Qatar	1990	474	92	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	71
	2000	591	95	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	
	2010	1,759	96	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	
République arabe syrienne	1990	12,324	49	95	4	1	0	75	4	4	17	85	4	2	9	35
	2000	15,989	52	95	4	1	0	81	5	4	10	88	4	3	5	
	2010	20,411	56	96	4	0	0	93	5	2	0	95	4	1	0	
République centrafricaine	1990	2,935	37	21	12	57	10	5	2	44	49	11	6	48	35	23
	2000	3,702	38	32	18	44	6	16	8	36	40	22	12	39	27	
	2010	4,401	39	43	24	30	3	28	14	27	31	34	18	28	20	
République de Corée	1990	42,980	74	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	7
	2000	45,988	80	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	
	2010	48,184	83	100	-	0	0	100	-	0	0	100	-	0	0	
République de Moldova	1990	4,364	47	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	NA*
	2000	4,107	45	87	7	6	0	72	4	24	0	79	5	16	0	
	2010	3,573	47	89	7	4	-	82	5	13	-	85	6	9	-	
République démocratique du Congo	1990	36,406	28	23	32	40	5	4	4	69	23	9	12	61	18	16
	2000	49,626	30	23	33	40	4	13	13	56	18	16	19	51	14	
	2010	65,966	35	24	33	42	1	24	23	40	13	24	27	40	9	
République démocratique populaire lao	1990	4,192	15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	50
	2000	5,317	22	64	4	8	24	15	0	9	76	26	1	8	65	
	2010	6,201	33	89	5	3	3	50	1	8	41	63	2	7	28	
République dominicaine	1990	7,195	55	83	9	5	3	61	11	8	20	73	10	6	11	23
	2000	8,592	62	85	10	2	3	68	12	7	13	78	11	4	7	
	2010	9,927	69	87	10	1	2	75	13	5	7	83	11	2	4	
République populaire démocratique de Corée	1990	20,143	58	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32
	2000	22,894	59	65	5	30	-	55	2	43	-	61	4	35	-	
	2010	24,346	60	86	6	8	-	71	3	26	-	80	5	15	-	
République tchèque	1990	10,303	75	100	0	0	0	98	2	0	0	100	0	0	0	1
	2000	10,243	74	99	1	0	0	97	3	0	0	98	2	0	0	
	2010	10,493	74	99	1	0	0	97	3	0	0	98	2	0	0	
République-Unie de Tanzanie	1990	25,479	19	10	10	78	2	6	4	80	10	7	5	80	8	5
	2000	34,038	22	15	15	68	2	7	4	76	13	9	6	74	11	
	2010	44,841	26	20	20	58	2	7	4	73	16	10	8	70	12	
Réunion	1990	612	81	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	739	90	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	846	94	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Roumanie	1990	23,207	53	88	3	9	-	52	1	47	-	71	2	27	-	-
	2000	22,192	53	88	3	9	-	54	1	45	-	72	2	26	-	
	2010	21,486	57	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1990	57,214	78	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	7
	2000	58,874	79	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	
	2010	62,036	80	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	
Rwanda	1990	7,110	5	69	24	4	3	34	4	55	7	36	5	52	7	34
	2000	8,098	14	60	21	17	2	45	5	45	5	47	7	41	5	
	2010	10,624	19	52	18	29	1	56	6	35	3	55	8	34	3	
Sahara occidental	1990	221	86	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	315	84	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	531	82	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Saint-Kitts-et-Nevis	1990	41	35	96	-	4	-	96	-	4	-	96	-	4	-	17
	2000	46	33	96	-	4	-	96	-	4	-	96	-	4	-	
	2010	52	32	96	-	4	-	96	-	4	-	96	-	4	-	
Saint-Marin	1990	24	90	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	27	93	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	32	94	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

Pays, zone ou territoire	Année	UTILISATION DE POINTS D'EAU (pourcentage de la population)															Proportion de la population de 2010 ayant obtenu l'accès depuis 1995 (%)
		Urbain					Rural					Total					
		Améliorés			Non améliorés		Améliorés			Non améliorés		Améliorés			Non améliorés		
		Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés	Eau de surface	Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés	Eau de surface	Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés	Eau de surface	
Paraguay	1990	81	59	22	18	1	25	0	25	63	12	52	29	23	41	7	39
	2000	92	75	17	8	0	51	21	30	42	7	74	51	23	23	3	
	2010	99	85	14	1	0	66	35	31	30	4	86	66	20	12	2	
Pays-Bas	1990	100	100	0	0	0	100	95	5	0	0	100	98	2	0	0	7
	2000	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	
	2010	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	
Pérou	1990	88	74	14	11	1	45	13	32	28	27	75	55	20	16	9	21
	2000	90	78	12	9	1	55	29	26	23	22	81	65	16	12	7	
	2010	91	83	8	8	1	65	46	19	19	16	85	74	11	11	4	
Philippines	1990	93	40	53	6	1	77	9	68	21	2	85	24	61	13	2	28
	2000	93	50	43	7	0	85	17	68	14	1	89	33	56	10	1	
	2010	93	61	32	7	0	92	25	67	7	1	92	43	49	7	1	
Pologne	1990	100	97	3	0	0	-	73	-	-	-	-	88	-	-	-	-
	2000	100	99	1	0	0	-	89	-	-	-	-	95	-	-	-	
	2010	100	99	1	0	0	-	96	-	-	-	-	98	-	-	-	
Polynésie française	1990	100	99	1	0	0	100	96	4	0	0	100	98	2	0	0	20
	2000	100	99	1	0	0	100	96	4	0	0	100	98	2	0	0	
	2010	100	99	1	0	0	100	96	4	0	0	100	98	2	0	0	
Porto Rico	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Portugal	1990	98	95	3	2	-	94	80	14	6	-	96	87	9	4	-	7
	2000	99	98	1	1	-	98	95	3	2	-	99	97	2	1	-	
	2010	99	99	0	1	-	100	100	0	0	0	99	99	0	1	-	
Qatar	1990	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	71
	2000	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	
	2010	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	
République arabe syrienne	1990	97	94	3	3	-	75	49	26	25	-	86	71	15	14	-	30
	2000	95	93	2	5	0	79	60	19	20	1	87	77	10	13	0	
	2010	93	92	1	7	0	86	77	9	13	1	90	85	5	10	0	
République centrafricaine	1990	78	8	70	20	2	47	0	47	34	19	58	3	55	29	13	21
	2000	85	7	78	14	1	49	0	49	38	13	63	3	60	29	8	
	2010	92	6	86	7	1	51	0	51	43	6	67	2	65	29	4	
République de Corée	1990	97	96	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14
	2000	98	97	1	2	-	75	46	29	25	-	93	87	6	7	-	
	2010	100	99	1	0	0	88	64	24	12	-	98	93	5	2	-	
République de Moldova	1990	98	-	-	2	-	-	0	-	-	-	-	-	-	-	-	NA*
	2000	99	77	22	1	0	89	2	87	11	0	93	35	58	7	0	
	2010	99	84	15	1	-	93	16	77	7	-	96	48	48	4	-	
République démocratique du Congo	1990	90	51	39	10	0	27	0	27	40	33	45	14	31	31	24	16
	2000	85	38	47	13	2	27	1	26	43	30	44	12	32	34	22	
	2010	79	21	58	17	4	27	2	25	47	26	45	9	36	37	18	
République démocratique populaire lao	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	36
	2000	75	37	38	20	5	37	5	32	29	34	45	12	33	27	28	
	2010	77	55	22	20	3	62	3	59	21	17	67	20	47	21	12	
République dominicaine	1990	98	94	4	2	0	76	46	30	3	21	88	73	15	3	9	16
	2000	92	86	6	8	0	80	50	30	10	10	87	72	15	9	4	
	2010	87	80	7	13	0	84	55	29	16	0	86	72	14	14	0	
République populaire démocratique de Corée	1990	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	9
	2000	100	81	19	0	0	99	72	27	1	-	100	77	23	0	0	
	2010	99	93	6	0	1	97	80	17	0	3	98	88	10	0	2	
République tchèque	1990	100	97	3	0	0	100	-	0	0	0	100	-	-	0	0	2
	2000	100	97	3	0	0	100	91	9	0	0	100	95	5	0	0	
	2010	100	97	3	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	
République-Unie de Tanzanie	1990	94	35	59	3	3	46	1	45	29	25	55	7	48	24	21	16
	2000	86	28	58	11	3	45	2	43	32	23	54	8	46	27	19	
	2010	79	22	57	18	3	44	3	41	36	20	53	8	45	31	16	
Réunion	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Roumanie	1990	93	88	5	7	-	55	13	42	45	-	75	53	22	25	-	-
	2000	97	90	7	3	-	70	21	49	30	-	84	58	26	16	-	
	2010	99	92	7	1	-	-	28	-	-	-	-	65	-	-	-	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1990	100	100	0	0	0	100	98	2	0	0	100	100	0	0	0	7
	2000	100	100	0	0	0	100	98	2	0	0	100	100	0	0	0	
	2010	100	100	0	0	0	100	98	2	0	0	100	100	0	0	0	
Rwanda	1990	95	33	62	1	4	64	0	64	12	24	66	2	64	11	23	31
	2000	86	23	63	7	7	63	0	63	17	20	66	3	63	16	18	
	2010	76	13	63	14	10	63	1	62	21	16	65	3	62	20	15	
Sahara occidental	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Saint-Kitts-et-Nevis	1990	99	-	-	1	-	99	-	-	1	-	99	-	-	1	-	19
	2000	99	72	27	1	-	99	72	27	1	-	99	72	27	1	-	
	2010	99	-	-	1	-	99	-	-	1	-	99	-	-	1	-	
Saint-Marin	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

Pays, zone ou territoire	Année	Population (en milliers)	Pourcentage de la population urbaine	UTILISATION D'INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT (pourcentage de la population)												Proportion de la population de 2010 ayant obtenu l'accès depuis 1995 (%)	
				Urbain				Rural				Total					
				Non améliorées				Non améliorées				Non améliorées					
				Améliorées	Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air	Améliorées	Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air	Améliorées	Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air		
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	1990	107	41	-	-	-	-	96	-	4	-	-	-	-	-	-	-
	2000	108	45	-	-	-	-	96	-	4	-	-	-	-	-	-	-
	2010	109	49	-	-	-	-	96	-	4	-	-	-	-	-	-	-
Sainte-Lucie	1990	138	29	67	3	24	6	54	4	31	11	58	4	28	10	-	15
	2000	157	28	69	3	20	8	59	4	27	10	62	4	25	9	-	15
	2010	174	28	71	3	17	9	63	4	25	8	65	4	23	8	-	15
Samoa	1990	161	21	100	-	0	0	99	-	1	-	99	-	1	-	-	7
	2000	177	22	99	-	1	0	98	-	2	-	98	-	2	-	-	7
	2010	183	20	98	-	2	0	98	-	2	0	98	-	2	0	-	7
Samoa américaines	1990	47	81	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	58	89	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2010	68	93	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sao Tomé-et-Principe	1990	116	44	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	141	53	27	4	4	65	15	4	3	78	21	4	4	71	-	10
	2010	165	62	30	4	17	49	19	5	12	64	26	4	15	55	-	10
Sénégal	1990	7,242	39	62	17	12	9	22	6	15	57	38	10	14	38	-	25
	2000	9,506	40	66	18	11	5	31	8	19	42	45	12	16	27	-	25
	2010	12,434	42	70	19	9	2	39	10	23	28	52	14	17	17	-	25
Serbie	1990	9,569	50	96	3	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	10,134	53	96	3	1	0	88	3	9	0	92	3	5	0	-	-
	2010	9,856	56	96	3	1	0	88	3	9	0	92	3	5	0	-	-
Seychelles	1990	71	49	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	79	51	94	-	5	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2010	87	55	98	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sierra Leone	1990	3,982	33	22	42	35	1	5	15	55	25	11	24	48	17	-	-
	2000	4,143	36	22	44	30	4	5	16	46	33	11	26	40	23	-	5
	2010	5,868	38	23	45	25	7	6	16	37	41	13	27	32	28	-	5
Singapour	1990	3,017	100	99	-	1	-	NA	NA	NA	NA	99	-	1	-	-	-
	2000	3,919	100	100	-	0	0	NA	NA	NA	NA	100	-	0	0	-	32
	2010	5,086	100	100	-	0	0	NA	NA	NA	NA	100	-	0	0	-	32
Slovaquie	1990	5,270	56	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	-	-
	2000	5,405	56	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	-	1
	2010	5,462	55	100	0	0	0	99	0	1	-	100	0	0	0	-	1
Slovénie	1990	1,927	50	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	-	-
	2000	1,985	51	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	-	3
	2010	2,030	50	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	-	3
Somalie	1990	6,599	30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	7,399	33	45	26	16	13	10	9	9	72	22	15	11	52	-	8
	2010	9,331	37	52	30	15	3	6	6	5	83	23	15	9	53	-	8
Soudan	1990	26,494	27	51	12	27	10	18	5	29	48	27	7	28	38	-	-
	2000	34,188	33	48	11	26	15	16	5	25	54	27	7	25	41	-	8
	2010	43,552	40	44	11	25	20	14	4	23	59	26	7	24	43	-	8
Sri Lanka	1990	17,337	19	85	7	4	4	67	2	15	16	70	3	13	14	-	-
	2000	18,745	16	87	7	3	3	81	3	8	8	82	4	7	7	-	26
	2010	20,860	14	88	7	3	2	93	3	4	0	92	4	4	0	-	26
Suède	1990	8,559	83	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	-	-
	2000	8,860	84	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	-	6
	2010	9,380	85	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	-	6
Suisse	1990	6,674	73	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	-	-
	2000	7,168	73	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	-	8
	2010	7,664	74	100	0	0	0	100	0	0	0	100	0	0	0	-	8
Suriname	1990	407	60	90	9	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	467	65	90	9	1	0	65	11	2	22	81	10	1	8	-	16
	2010	525	69	90	9	1	0	66	11	3	20	83	10	1	6	-	16
Swaziland	1990	863	23	62	29	9	-	44	15	41	-	48	18	34	-	-	-
	2000	1,064	23	63	29	6	2	49	16	6	29	52	19	6	23	-	17
	2010	1,186	21	64	30	4	2	55	18	8	19	57	21	7	15	-	17
Tadjikistan	1990	5,303	32	93	4	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	6,173	26	93	4	2	1	89	3	6	2	90	3	5	2	-	20
	2010	6,879	26	95	4	1	0	94	3	3	0	94	3	3	0	-	20
Tchad	1990	6,011	21	21	12	42	25	4	1	2	93	8	3	10	79	-	7
	2000	8,222	23	26	15	39	20	5	1	7	87	10	4	15	71	-	7
	2010	11,227	28	30	18	37	15	6	1	13	80	13	6	19	62	-	7
Territoires palestiniens occupés	1990	2,081	68	91	5	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	3,199	72	91	5	3	1	83	6	7	4	89	5	4	2	-	36
	2010	4,039	74	92	5	2	1	92	7	0	1	92	6	1	1	-	36
Thaïlande	1990	57,072	29	94	5	0	1	80	3	0	17	84	4	0	12	-	-
	2000	63,155	31	95	5	0	0	93	4	0	3	94	4	0	2	-	19
	2010	69,122	34	95	5	0	0	96	4	0	0	96	4	0	0	-	19
Timor-Leste	1990	743	21	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	830	24	56	9	12	23	33	4	9	54	39	5	10	46	-	19
	2010	1,124	28	73	11	3	13	37	4	16	43	47	6	12	35	-	19
Togo	1990	3,666	30	26	44	5	25	8	15	3	74	13	24	4	59	-	-
	2000	4,794	37	26	44	8	22	5	11	10	74	13	23	9	55	-	4
	2010	6,028	43	26	43	11	20	3	6	17	74	13	22	14	51	-	4
Tokélaou	1990	2	0	NA	NA	NA	NA	41	-	59	-	41	-	59	-	-	-
	2000	2	0	NA	NA	NA	NA	63	-	37	-	63	-	37	-	-	0
	2010	1	0	NA	NA	NA	NA	93	-	7	-	93	-	7	-	-	0

Pays, zone ou territoire	Année	UTILISATION DE POINTS D'EAU (pourcentage de la population)														Proportion de la population de 2010 ayant obtenu l'accès depuis 1995 (%)	
		Urbain					Rural					Total					
		Améliorés			Non améliorés		Améliorés			Non améliorés		Améliorés			Non améliorés		
		Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés	Eau de surface	Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés	Eau de surface	Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés		Eau de surface
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2010	-	-	-	-	-	93	73	20	7	-	-	-	-	-	-	-
Sainte-Lucie	1990	96	83	13	4	-	93	70	23	7	-	94	74	20	6	-	-
	2000	97	84	13	3	-	94	68	26	6	-	95	72	23	5	-	-
	2010	98	85	13	2	-	95	67	28	5	-	96	72	24	4	-	-
Samoa	1990	97	85	12	3	-	87	72	15	13	-	89	75	14	11	-	-
	2000	96	85	11	4	-	91	76	15	9	-	92	78	14	8	-	-
	2010	96	84	12	3	1	96	80	16	3	1	96	81	15	3	1	-
Samoa américaines	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sao Tomé-et-Principe	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	86	31	55	4	10	70	14	56	7	23	79	23	56	5	16	-
	2010	89	32	57	9	2	88	18	70	8	4	89	27	62	8	3	31
Sénégal	1990	88	46	42	12	0	43	3	40	55	2	61	20	41	38	1	-
	2000	90	60	30	10	0	49	8	41	49	2	66	29	37	33	1	-
	2010	93	75	18	6	1	56	13	43	42	2	72	39	33	26	2	29
Serbie	1990	99	97	2	1	-	98	-	-	2	-	99	-	-	1	-	-
	2000	99	97	2	1	-	98	63	35	2	-	99	81	18	1	-	-
	2010	99	97	2	1	0	98	63	35	2	0	99	82	17	1	0	NA*
Seychelles	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	84	84	0	0	16	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2010	100	100	0	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sierra Leone	1990	63	19	44	29	8	26	2	24	29	45	38	8	30	29	33	-
	2000	75	19	56	18	7	30	1	29	23	47	46	7	39	21	33	-
	2010	87	19	68	7	6	35	1	34	16	49	55	8	47	13	32	27
Singapour	1990	100	100	0	0	0	NA	NA	NA	NA	NA	100	100	0	0	0	-
	2000	100	100	0	0	0	NA	NA	NA	NA	NA	100	100	0	0	0	-
	2010	100	100	0	0	0	NA	NA	NA	NA	NA	100	100	0	0	0	32
Slovaquie	1990	100	100	0	0	0	100	89	11	0	0	100	95	5	0	0	-
	2000	100	96	4	0	0	100	92	8	0	0	100	94	6	0	0	-
	2010	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	2
Slovénie	1990	100	100	0	0	0	99	99	0	1	-	100	100	0	0	0	-
	2000	100	100	0	0	0	99	99	0	1	-	100	100	0	0	0	-
	2010	100	100	0	0	0	99	99	0	1	-	99	99	0	1	-	3
Somalie	1990	-	0	-	-	-	-	0	-	-	-	-	0	-	-	-	-
	2000	35	12	23	59	6	15	0	15	56	29	22	4	18	57	21	-
	2010	66	53	13	30	4	7	0	7	52	41	29	20	9	44	27	16
Soudan	1990	84	76	8	13	3	58	19	39	32	10	65	34	31	27	8	-
	2000	76	62	14	21	3	55	16	39	33	12	62	31	31	29	9	-
	2010	67	47	20	31	2	52	12	40	35	13	58	26	32	33	9	14
Sri Lanka	1990	91	37	54	9	0	62	6	56	29	9	67	12	55	26	7	-
	2000	95	53	42	5	0	77	15	62	18	5	80	21	59	16	4	-
	2010	99	67	32	1	0	90	23	67	8	2	91	29	62	7	2	27
Suède	1990	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	-
	2000	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	-
	2010	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	100	100	0	0	0	6
Suisse	1990	100	100	0	0	0	100	99	1	0	0	100	100	0	0	0	-
	2000	100	100	0	0	0	100	99	1	0	0	100	100	0	0	0	-
	2010	100	100	0	0	0	100	99	1	0	0	100	100	0	0	0	8
Suriname	1990	99	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	98	91	7	2	0	73	49	24	6	21	89	76	13	4	7	-
	2010	97	78	19	3	0	81	45	36	0	19	92	68	24	2	6	18
Swaziland	1990	87	67	20	5	8	25	4	21	18	57	39	18	21	15	46	-
	2000	88	70	18	6	6	41	13	28	18	41	52	26	26	15	33	-
	2010	91	74	17	6	3	65	25	40	17	18	71	35	36	14	15	36
Tadjikistan	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	93	77	16	3	4	50	18	32	14	36	61	34	27	11	28	-
	2010	92	83	9	2	6	54	25	29	2	44	64	40	24	2	34	12
Tchad	1990	49	7	42	48	3	37	0	37	47	16	39	1	38	48	13	-
	2000	60	15	45	38	2	41	0	41	49	10	45	4	41	47	8	-
	2010	70	23	47	30	0	44	1	43	51	5	51	7	44	45	4	25
Territoires palestiniens occupés	1990	100	-	-	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	95	87	8	4	1	86	64	22	11	3	92	81	11	6	2	-
	2010	86	78	8	14	-	81	67	14	19	-	85	75	10	15	-	22
Thaïlande	1990	96	74	22	4	0	82	10	72	16	2	86	29	57	13	1	-
	2000	97	77	20	3	0	90	22	68	9	1	92	39	53	7	1	-
	2010	97	80	17	3	0	95	31	64	5	0	96	48	48	4	0	19
Timor-Leste	1990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	69	24	45	28	3	49	11	38	42	9	54	14	40	38	8	-
	2010	91	45	46	9	0	60	12	48	38	2	69	21	48	30	1	29
Togo	1990	79	14	65	20	1	36	0	36	37	27	49	4	45	32	19	-
	2000	84	13	71	15	1	38	0	38	33	29	55	5	50	26	19	-
	2010	89	12	77	10	1	40	1	39	30	30	61	6	55	22	17	26
Tokélaou	1990	NA	NA	NA	NA	NA	90	-	-	10	-	90	-	-	10	-	-
	2000	NA	NA	NA	NA	NA	93	-	-	7	-	93	-	-	7	-	-
	2010	NA	NA	NA	NA	NA	97	-	-	3	-	97	-	-	3	-	0

Pays, zone ou territoire	Année	Population (en milliers)	Pourcentage de la population urbaine	UTILISATION D'INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT (pourcentage de la population)												Proportion de la population de 2010 ayant obtenu l'accès depuis 1995 (%)
				Urbain				Rural				Total				
				Non améliorées				Non améliorées				Non améliorées				
				Améliorées	Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air	Améliorées	Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air	Améliorées	Installations partagées	Installations non améliorées	Défection en plein air	
Tonga	1990	95	23	98	-	2	-	96	-	4	-	96	-	4	-	8
	2000	98	23	98	-	2	-	96	-	4	-	96	-	4	-	
	2010	104	23	98	-	2	-	96	-	4	-	96	-	4	-	
Trinité-et-Tobago	1990	1,215	9	93	7	0	0	93	7	0	0	93	7	0	0	5
	2000	1,292	11	92	7	1	-	92	7	1	-	92	7	1	-	
	2010	1,341	14	92	7	1	-	92	7	1	-	92	7	1	-	
Tunisie	1990	8,215	58	95	2	0	3	44	6	1	49	74	4	0	22	-
	2000	9,456	63	95	2	2	1	57	7	7	29	81	4	4	11	
	2010	10,481	67	96	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Turkménistan	1990	3,668	45	99	-	1	-	97	-	3	-	98	-	2	-	17
	2000	4,501	46	99	-	1	0	97	-	2	1	98	-	1	1	
	2010	5,042	50	99	-	1	-	97	-	3	-	98	-	2	-	
Turquie	1990	54,130	59	96	1	3	0	66	2	27	5	84	1	13	2	21
	2000	63,628	65	96	2	2	0	71	3	23	3	87	2	10	1	
	2010	72,752	70	97	2	1	0	75	3	21	1	90	2	8	0	
Tuvalu	1990	9	41	86	-	14	-	76	-	24	-	80	-	20	-	10
	2000	9	46	87	-	13	-	79	-	21	-	83	-	17	-	
	2010	10	50	88	-	10	2	81	-	12	7	85	-	11	4	
Ukraine	1990	51,645	67	97	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	NA*
	2000	48,892	67	97	2	1	0	91	4	5	0	95	3	2	0	
	2010	45,448	69	96	2	2	0	89	4	7	0	94	3	3	0	
Uruguay	1990	3,109	89	95	0	1	4	83	1	1	15	94	0	1	5	10
	2000	3,319	91	97	0	1	2	90	1	1	8	96	0	1	3	
	2010	3,369	92	100	0	0	0	99	1	0	0	100	0	0	0	
Vanuatu	1990	147	19	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	31
	2000	185	22	54	28	18	0	38	10	50	2	41	14	43	2	
	2010	240	26	64	33	3	0	54	15	29	2	57	20	22	1	
Venezuela (République bolivarienne du)	1990	19,685	84	89	-	7	4	45	-	14	41	82	-	8	10	-
	2000	24,348	90	93	-	2	5	54	-	6	40	89	-	2	9	
	2010	28,980	93	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Viet Nam	1990	67,102	20	63	4	10	23	30	2	25	43	37	2	22	39	37
	2000	78,758	24	78	4	8	10	49	3	23	25	56	3	20	21	
	2010	87,848	30	94	5	1	0	68	4	22	6	76	4	16	4	
Yémen	1990	11,948	21	70	1	23	6	12	1	33	54	24	1	31	44	33
	2000	17,723	26	82	2	12	4	24	2	32	42	39	2	27	32	
	2010	24,053	32	93	2	3	2	34	3	32	31	53	3	22	22	
Zambie	1990	7,860	39	61	25	12	2	37	7	16	40	46	14	15	25	16
	2000	10,202	35	59	24	15	2	40	8	19	33	47	14	17	22	
	2010	13,089	36	57	24	17	2	43	8	22	27	48	14	20	18	
Zimbabwe	1990	10,469	29	54	45	0	1	35	18	0	47	41	26	0	33	2
	2000	12,509	34	53	45	1	1	34	17	5	44	40	26	5	29	
	2010	12,571	38	52	44	2	2	32	16	10	42	40	27	6	27	
Afrique du Nord	1990	119,694	49	91	6	1	2	55	4	8	33	72	5	5	18	28
	2000	141,978	51	93	6	0	1	72	5	5	18	83	6	2	9	
	2010	165,907	54	94	6	0	0	85	6	0	9	90	6	0	4	
Afrique subsaharienne	1990	515,588	28	43	28	19	10	19	9	26	46	26	14	24	36	12
	2000	669,118	33	43	29	19	9	21	10	27	42	28	16	24	32	
	2010	856,323	37	43	31	18	8	23	12	30	35	30	19	26	25	
Amérique latine et Caraïbes	1990	443,032	70	80	6	7	7	38	3	14	45	68	5	9	18	21
	2000	521,429	75	83	6	7	4	49	5	16	30	75	6	9	10	
	2010	590,082	80	84	7	8	1	60	6	17	17	80	7	9	4	
Asie du Sud	1990	1,195,985	26	57	16	3	24	12	3	2	83	24	6	3	67	19
	2000	1,460,201	29	61	17	5	17	20	5	8	67	32	8	7	53	
	2010	1,704,146	32	64	18	8	10	30	6	9	55	41	10	8	41	
Asie du Sud-Est	1990	445,361	32	68	9	10	13	36	5	20	39	46	6	17	31	26
	2000	523,831	38	74	9	7	10	49	7	15	29	58	8	12	22	
	2010	593,415	42	82	10	1	7	60	10	9	21	69	10	6	15	
Asie occidentale	1990	127,092	61	96	2	2	0	55	2	24	19	80	2	10	8	30
	2000	161,478	64	93	6	1	0	60	4	20	16	81	5	8	6	
	2010	206,841	67	94	6	0	0	67	5	19	9	85	5	7	3	
Asie orientale	1990	1,216,665	29	53	15	29	3	16	4	71	9	27	7	59	7	33
	2000	1,347,625	38	64	20	15	1	36	9	50	5	47	13	37	3	
	2010	1,424,218	49	76	24	0	0	57	14	27	2	66	19	14	1	
Caucase et Asie centrale	1990	66,627	48	96	3	1	0	86	1	12	1	91	2	7	0	17
	2000	71,294	45	93	5	2	0	86	2	11	1	90	3	7	0	
	2010	77,358	45	96	4	0	0	95	2	3	0	96	3	1	0	
Océanie	1990	6,459	24	85	-	12	3	45	-	39	16	55	-	32	13	16
	2000	8,093	24	84	-	13	3	44	-	40	16	54	-	33	13	
	2010	9,943	23	84	-	13	3	46	-	38	16	55	-	32	13	
Régions en développement	1990	4,136,502	35	65	13	12	10	21	4	31	44	36	7	25	32	23
	2000	4,905,047	40	69	15	9	7	32	7	24	37	47	10	18	25	
	2010	5,628,233	45	73	17	6	4	43	9	17	31	56	13	12	19	
Régions développées	1990	1,149,637	71	97	3	0	0	91	3	6	0	95	4	1	0	6
	2000	1,195,733	73	96	4	0	0	91	3	6	0	95	3	2	0	
	2010	1,244,386	75	96	3	1	0	93	3	4	0	95	3	2	0	
Monde	1990	5,286,139	43	76	10	8	6	29	4	28	39	49	6	20	25	20
	2000	6,100,780	46	77	11	7	5	38	7	22	33	56	9	15	20	
	2010	6,872,619	51	79	13	5	3	47	9	16	28	63	11	11	15	

Pays, zone ou territoire	Année	UTILISATION DE POINTS D'EAU (pourcentage de la population)														Proportion de la population de 2010 ayant obtenu l'accès depuis 1995 (%)	
		Urbain					Rural					Total					
		Améliorés			Non améliorés		Améliorés			Non améliorés		Améliorés			Non améliorés		
		Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés	Eau de surface	Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés	Eau de surface	Total ayant accès à des points d'eau améliorés	Branchements domestiques	Autres points d'eau améliorés	Non améliorés		Eau de surface
Tonga	1990	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	8
	2000	100	72	28	0	0	100	76	24	0	0	100	75	25	0	0	
	2010	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	100	-	-	0	0	
Trinité-et-Tobago	1990	92	81	11	5	3	88	68	20	10	2	88	69	19	10	2	9
	2000	95	85	10	5	-	91	71	20	9	-	91	73	18	9	-	
	2010	98	88	10	2	-	93	74	19	7	-	94	76	18	6	-	
Tunisie	1990	95	89	6	5	0	62	22	40	36	2	81	61	20	18	1	-
	2000	98	92	6	2	0	77	33	44	21	2	90	70	20	9	1	
	2010	99	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Turkménistan	1990	97	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2000	97	81	16	2	1	72	29	43	8	20	83	53	30	6	11	
	2010	97	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Turquie	1990	94	91	3	6	0	73	51	22	26	1	85	75	10	15	0	28
	2000	97	95	2	3	0	85	73	12	14	1	93	87	6	7	0	
	2010	100	99	1	0	0	99	97	2	1	0	100	98	2	0	0	
Tuvalu	1990	92	92	0	8	-	89	89	0	11	-	90	90	0	10	-	10
	2000	95	95	0	5	-	93	93	0	7	-	94	94	0	6	-	
	2010	98	97	1	2	-	97	97	0	3	-	98	97	1	2	-	
Ukraine	1990	100	-	-	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	NA*
	2000	99	92	7	1	0	92	50	42	8	0	97	78	19	3	0	
	2010	98	86	12	2	0	98	22	76	2	0	98	66	32	2	0	
Uruguay	1990	98	94	4	2	-	79	50	29	21	-	96	89	7	4	-	8
	2000	99	96	3	1	0	88	73	15	11	1	98	94	4	2	0	
	2010	100	98	2	0	0	100	-	-	0	0	100	98	-	0	0	
Vanuatu	1990	94	79	15	6	-	55	27	28	45	-	62	37	25	38	-	41
	2000	96	65	31	4	0	71	22	49	21	8	76	31	45	18	6	
	2010	98	52	46	2	0	87	17	70	5	8	90	26	64	4	6	
Venezuela (République bolivarienne du)	1990	93	87	6	7	-	71	44	27	29	-	90	80	10	10	-	-
	2000	94	89	5	5	1	74	50	24	10	16	92	85	7	5	3	
	2010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Viet Nam	1990	88	44	44	5	7	49	0	49	32	19	57	9	48	26	17	38
	2000	94	51	43	2	4	71	4	67	16	13	77	16	61	12	11	
	2010	99	59	40	1	0	93	8	85	2	5	95	23	72	2	3	
Yémen	1990	96	84	12	3	1	59	12	47	34	7	67	27	40	27	6	15
	2000	83	77	6	16	1	52	20	32	41	7	60	35	25	35	5	
	2010	72	71	1	27	1	47	26	21	47	6	55	40	15	41	4	
Zambie	1990	89	49	40	10	1	23	1	22	45	32	49	20	29	31	20	26
	2000	88	42	46	11	1	36	1	35	37	27	54	15	39	28	18	
	2010	87	36	51	11	2	46	1	45	32	22	61	13	48	24	15	
Zimbabwe	1990	99	96	3	1	0	71	8	63	17	12	79	34	45	12	9	6
	2000	99	89	10	1	0	70	6	64	20	10	80	34	46	13	7	
	2010	98	82	16	2	0	69	4	65	22	9	80	34	46	14	6	
Afrique du Nord	1990	94	86	8	6	0	80	32	48	17	3	87	58	29	11	2	23
	2000	94	89	5	6	0	84	51	33	12	4	89	70	19	9	2	
	2010	95	91	4	5	0	89	73	16	6	5	92	83	9	6	2	
Afrique subsaharienne	1990	83	43	40	14	3	36	4	32	31	33	49	15	34	27	24	26
	2000	82	39	43	15	3	42	4	38	32	26	55	15	40	27	18	
	2010	83	34	49	14	3	49	5	44	32	19	61	16	45	26	13	
Amérique latine et Caraïbes	1990	95	87	8	4	1	64	37	27	15	21	85	73	12	8	7	22
	2000	96	90	6	3	1	73	50	23	14	13	91	80	11	5	4	
	2010	98	92	6	2	0	81	61	20	13	6	94	86	8	5	1	
Asie du Sud	1990	90	53	37	9	1	66	8	58	29	5	72	20	52	24	4	31
	2000	93	52	41	7	0	77	11	66	20	3	82	23	59	15	3	
	2010	96	51	45	4	0	88	13	75	10	2	90	25	65	9	1	
Asie du Sud-Est	1990	91	41	50	7	2	62	5	57	29	9	71	16	55	22	7	26
	2000	92	46	46	6	2	72	10	62	19	9	80	24	56	14	6	
	2010	94	53	41	6	0	83	13	70	13	4	88	30	58	9	3	
Asie occidentale	1990	96	92	4	4	0	68	43	25	29	3	85	72	13	14	1	29
	2000	96	93	3	3	1	72	53	19	21	7	87	78	9	10	3	
	2010	96	94	2	4	0	76	65	11	19	5	89	84	5	9	2	
Asie orientale	1990	97	92	5	2	1	56	12	44	34	10	68	35	33	25	7	24
	2000	98	93	5	1	1	70	29	41	24	6	81	53	28	15	4	
	2010	98	95	3	2	0	85	46	39	13	2	91	70	21	8	1	
Caucase et Asie centrale	1990	96	85	11	3	1	80	31	49	14	6	88	56	32	9	3	11
	2000	97	84	13	2	1	76	29	47	12	12	85	53	32	8	7	
	2010	97	85	12	2	1	80	28	52	9	11	87	53	34	6	7	
Océanie	1990	93	72	21	3	4	42	11	31	14	44	55	26	29	11	34	13
	2000	93	72	21	4	3	44	12	32	14	42	55	26	29	12	33	
	2010	93	71	22	6	1	42	10	32	19	39	54	24	30	15	31	
Régions en développement	1990	93	72	21	6	1	59	11	48	29	12	70	32	38	22	8	26
	2000	94	72	22	5	1	69	19	50	22	9	79	40	39	15	6	
	2010	95	73	22	5	0	79	24	55	15	6	86	46	40	11	3	
Régions développées	1990	100	97	3	0	0	94	69	25	6	0	98	89	9	2	0	6
	2000	100	97	3	0	0	95	72	23	5	0	98	90	8	2	0	
	2010	100	97	3	0	0	97	74	23	3	0	99	92	7	1	0	
Monde	1990	95	81	14	4	1	62	18	44	28	10	76	45	31	18	6	23
	2000	96	80	16	3	1	72	24	48	20	8	83	50	33	12	5	
	2010	96	80	16	4	0	81	29	52	14	5	89	54	35	8	3	

"NA" significa "no aplicable". El guión corto (-) significa que no hay datos disponibles en el momento de la publicación. * Se indica como NA para países con un crecimiento demográfico negativo durante el período 1990-2010
† Las estimaciones relativas al agua de consumo para Bangladesh se han corregido teniendo en cuenta los niveles de contaminación con arsénico determinados por medio de estudios nacionales realizados y aprobados por el Gobierno.

Annexe : Évolution de la couverture en zone rurale et urbaine pour l’approvisionnement en eau dans les régions en développement

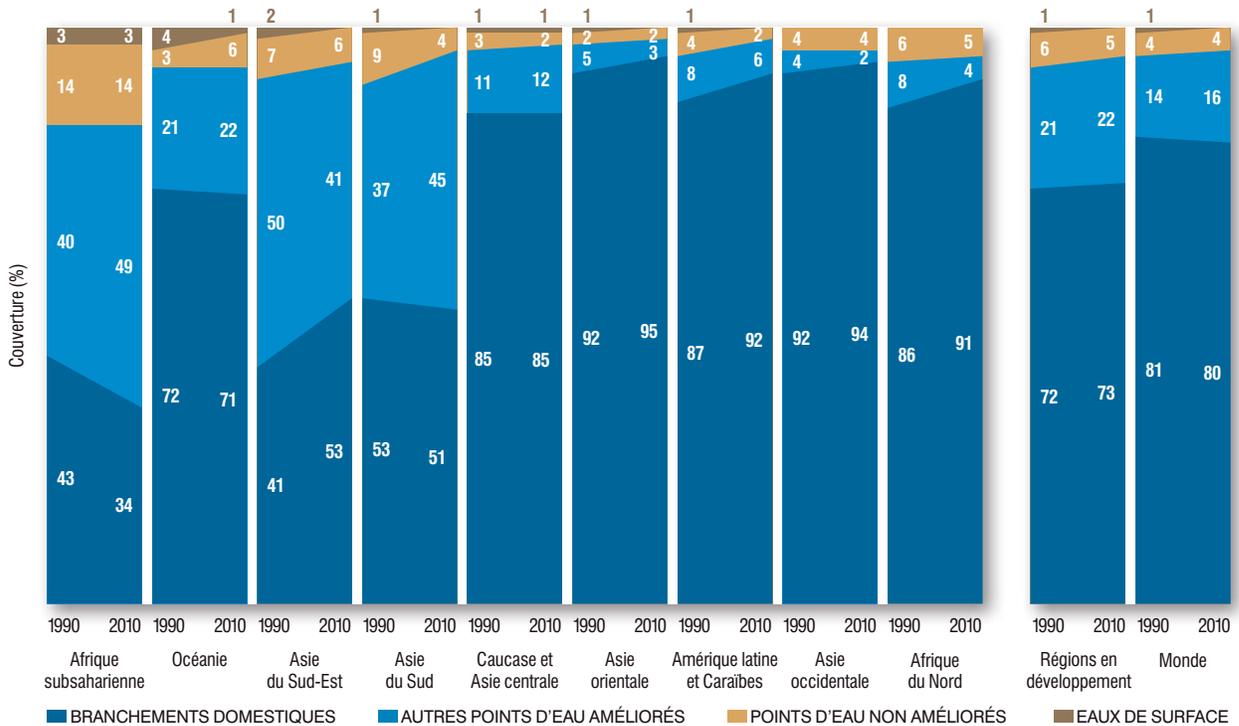


FIGURE 40 Évolution de la couverture en zone urbaine pour l’approvisionnement en eau dans les régions en développement, 1990–2010

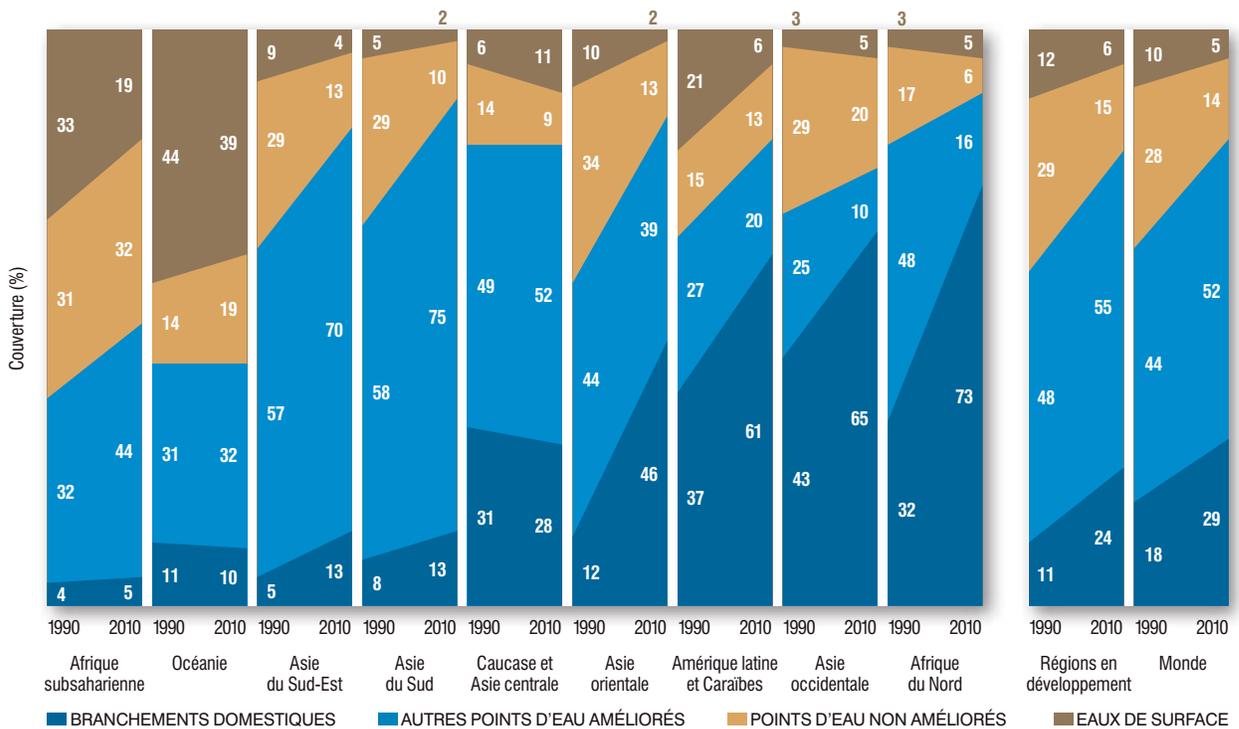


FIGURE 41 Évolution de la couverture en zone rurale pour l’approvisionnement en eau dans les régions en développement, 1990–2010

Évolution de la couverture en zone rurale et urbaine pour l'assainissement dans les régions en développement

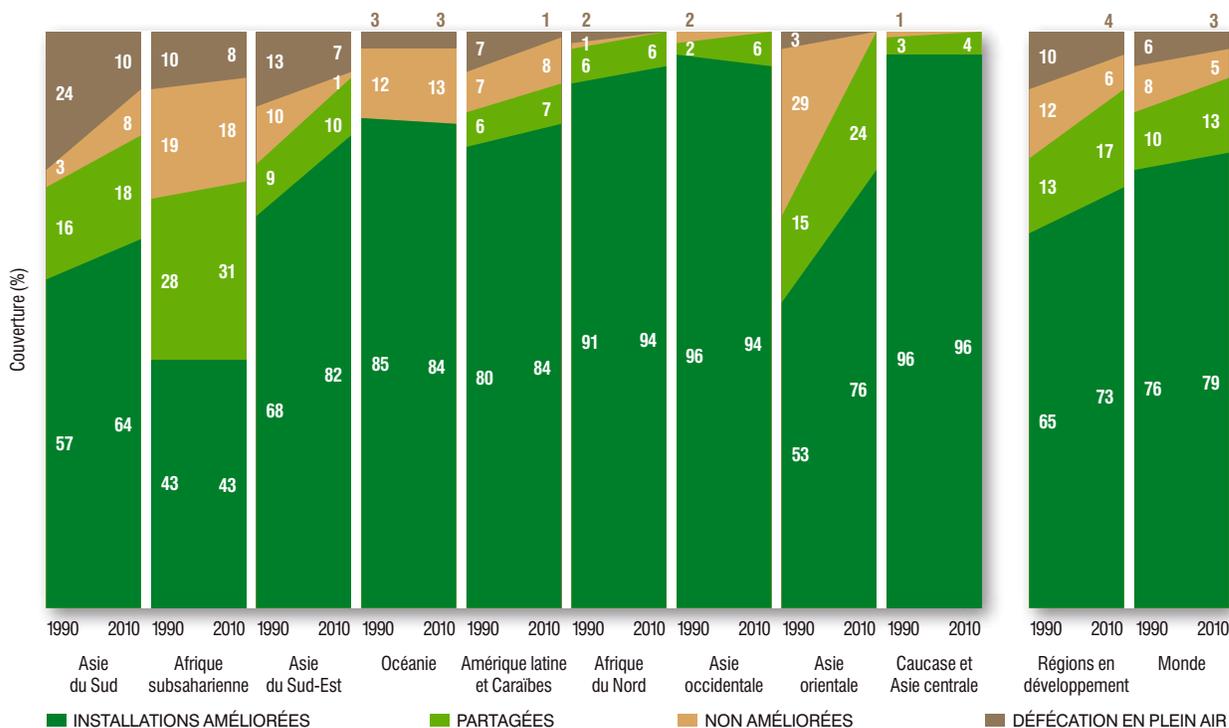


FIGURE 42

Évolution de la couverture en zone urbaine pour l'assainissement dans les régions en développement, 1990–2010

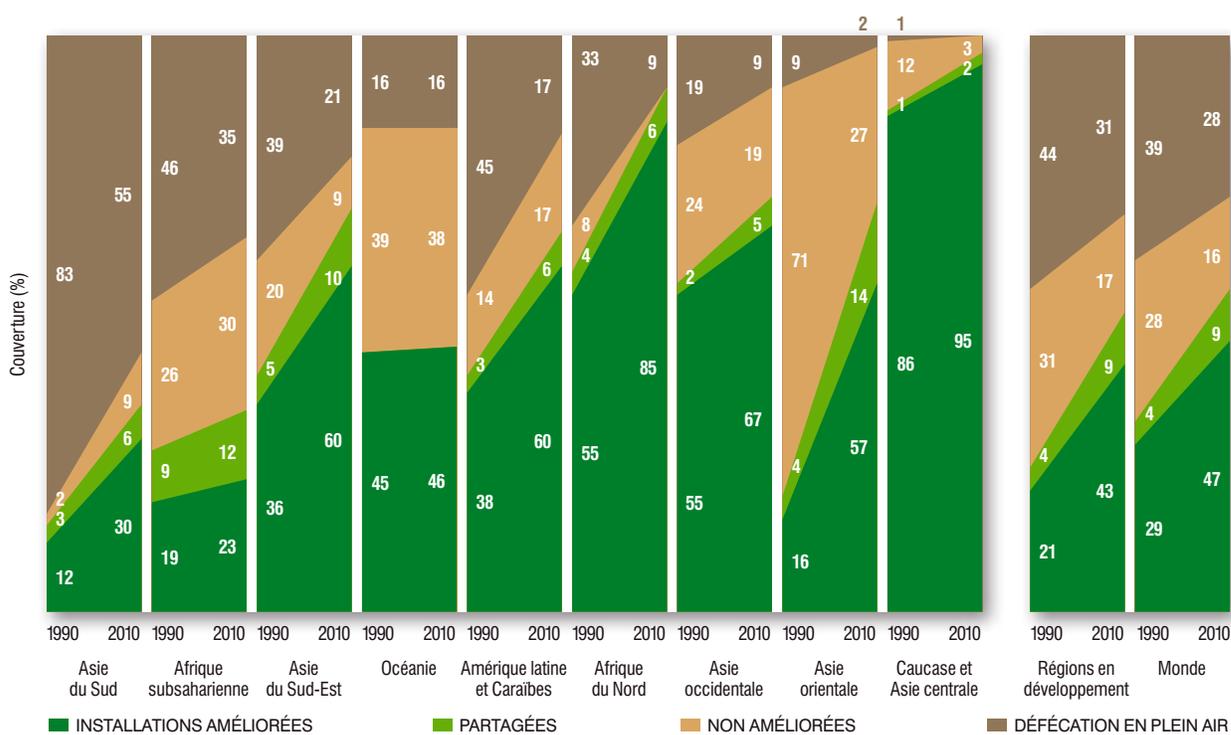
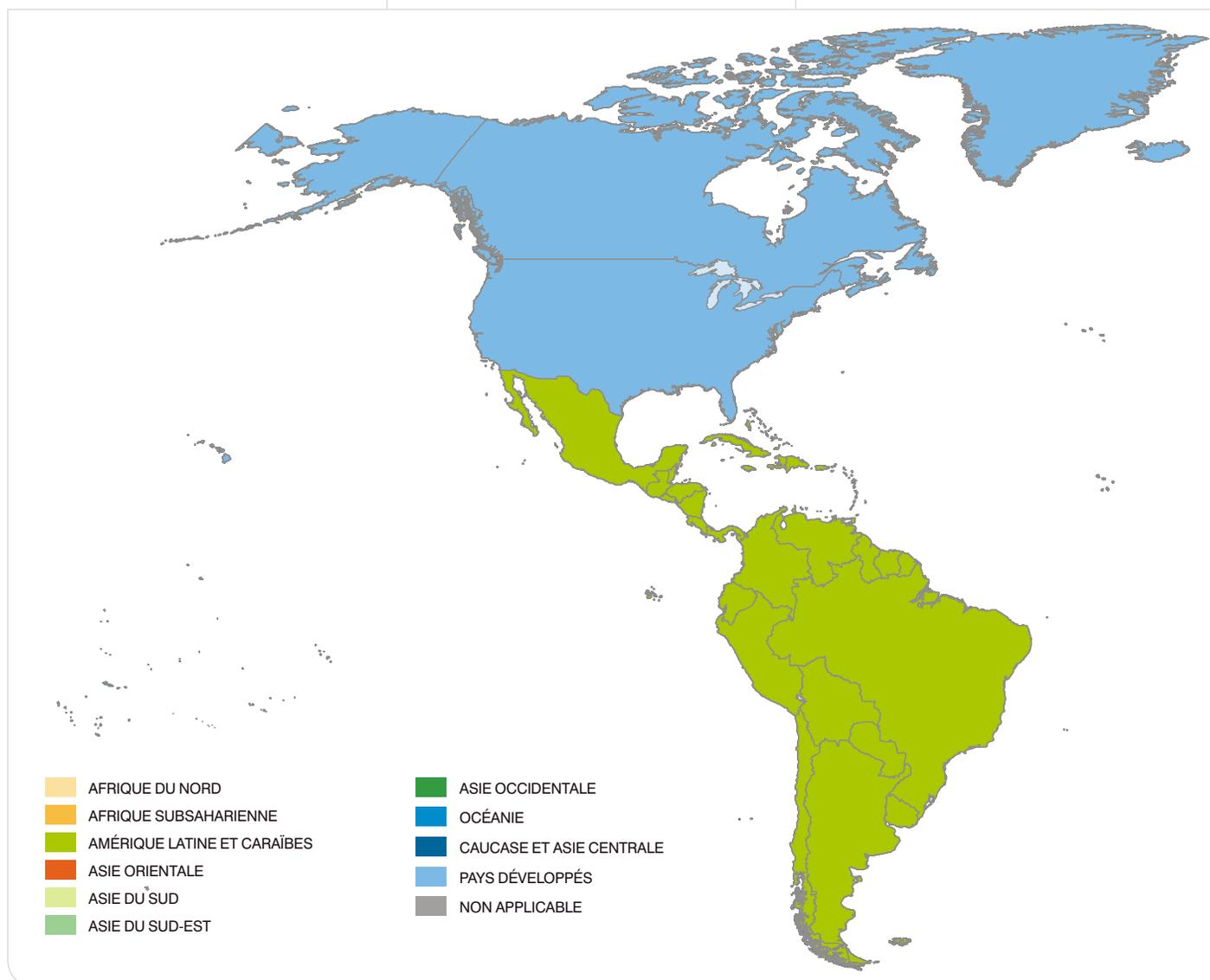


FIGURE 43

Évolution de la couverture en zone rurale pour l'assainissement dans les régions en développement, 1990–2010



Régions développées

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bermudes, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Groenland, Hongrie, Île de Man, Îles anglo-normandes, Îles Féroé, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Ukraine.

Régions en développement

AFRIQUE DU NORD

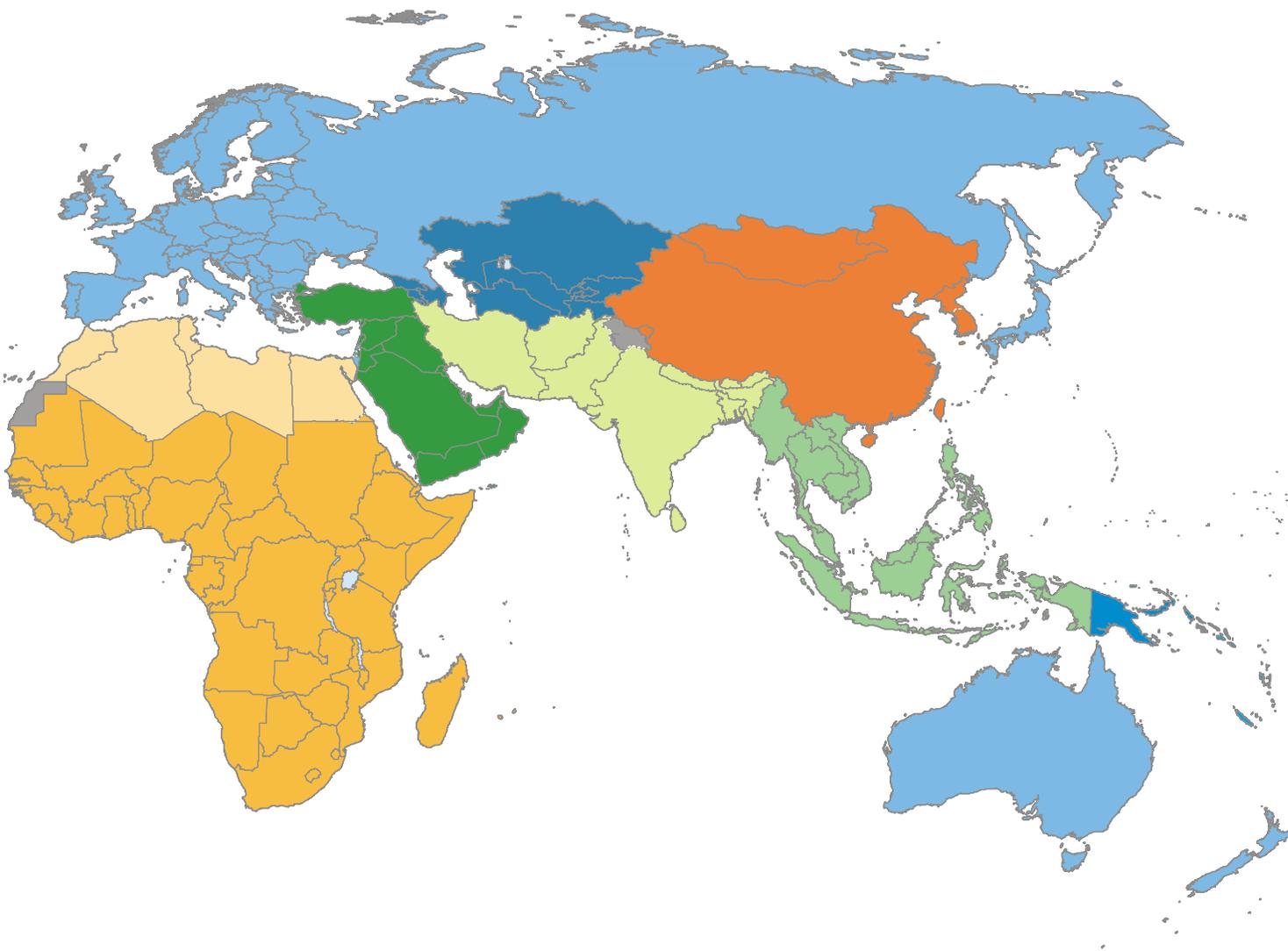
Algérie, Égypte, Libye, Maroc, Sahara occidental, Tunisie.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mayotte, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Tchad, Réunion, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Togo, Zambie, Zimbabwe.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Antilles néerlandaises, Argentine, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, Équateur, El Salvador, Grenade, Guadeloupe, Guatemala, Guyana, Guyane française, Haïti, Honduras, Îles Cayman, Îles Falkland (Malouines), Îles Turques et Caïques, Îles Vierges américaines, Îles Vierges britanniques, Jamaïque, Martinique, Mexique, Montserrat, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Porto Rico, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne de)



■ **CAUCASE ET ASIE CENTRALE**

Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan

■ **ASIE ORIENTALE**

Chine, Mongolie, République de Corée, République populaire démocratique de Corée

■ **ASIE DU SUD**

Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Iran (République islamique d'), Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka

■ **ASIE DU SUD-EST**

Brunei Darussalam, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, République

démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste, Viet Nam

■ **ASIE OCCIDENTALE**

Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Territoires palestiniens occupés, Turquie, Yémen

■ **OCÉANIE**

Fidji, Guam, Îles Cook, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Micronésie (États fédérés de), Nauru, Nioué, Nouvelle-Calédonie, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Samoa, Samoa américaines, Tokélaou, Tonga, Tuvalu, Vanuatu

■ **PAYS LES MOINS DÉVELOPPÉS**

Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Îles Salomon, Kiribati, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Timor-Leste, Togo, Tuvalu, Vanuatu, Yémen, Zambie

ONU-Eau est le dispositif de coordination inter-institutions des Nations Unies sur toutes les questions relatives à l'eau douce. Créé en 2003, il favorise une coopération plus forte et davantage d'échanges d'informations entre les entités des Nations Unies et les parties prenantes.

ONU-Eau surveille l'état, l'utilisation et la gestion des ressources en eau douce dans le monde, ainsi que la situation de l'assainissement, et publie des rapports sur ces sujets au moyen d'une série de publications interconnectées et complémentaires qui, ensemble, dressent un tableau complet et, chacune de leur côté, donnent une analyse plus approfondie sur des questions spécifiques ou des zones géographiques.

RAPPORTS PÉRIODIQUES

Le Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau (WWDR) est coordonné par le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau pour le compte de ONU-Eau et il est publié tous les trois ans. Il donne des perspectives stratégiques mondiales sur l'état des ressources en eau douce, les tendances dans l'utilisation de la base des ressources dans les différents secteurs (entre autres l'agriculture, l'industrie, l'énergie), et des options de gestion dans différents cadres et situations (entre autres, dans le contexte de l'urbanisation, des catastrophes naturelles et des conséquences du changement climatique mondial). Il comporte également des évaluations régionales.

- ✓ Perspectives stratégiques
- ✓ État, usages et gestion des ressources hydriques
- ✓ Mondial
- ✓ Évaluations régionales
- ✓ Triennal (4ème édition)

Analyse et Evaluation mondiales de l'ONU-Eau sur l'Assainissement et l'eau potable (GLAAS) : ce document est produit tous les deux ans par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), pour le compte d'ONU-Eau. Il fait une mise à jour mondiale des cadres politiques, des dispositions institutionnelles, des ressources humaines et des flux financiers internationaux et nationaux soutenant l'assainissement et l'eau potable. C'est un apport significatif pour les activités du partenariat Assainissement et Eau pour tous.

- ✓ Perspectives stratégiques
- ✓ Approvisionnement en eau et assainissement
- ✓ Mondial
- ✓ Évaluations régionales
- ✓ Biennal (depuis 2008)

Le Rapport du Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (JMP) est produit tous les deux ans. Affilié à ONU-Eau, le JMP présente les résultats du suivi mondial sur les progrès accomplis pour atteindre la cible C de l'OMD 7 : Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas d'accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base. Le suivi se fonde sur les résultats d'enquêtes auprès des ménages et de recensements, en général avec l'appui des bureaux nationaux des statistiques, conformément aux critères internationaux.

- ✓ Situation et tendances
- ✓ Approvisionnement en eau et assainissement
- ✓ Mondial
- ✓ Estimations régionales et nationales
- ✓ Biennal (depuis 1990)

AU COURS DES ANNÉES 2012 ET 2013 ONU-EAU DOIT PUBLIER :

2012

Le Rapport ONU-Eau sur les approches intégrées pour le développement, la gestion et l'usage des ressources en eau est produit par ONU-Eau pour le Sommet Rio + 20 (UNCSD 2012). Un rapport de situation similaire a été produit pour la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (UNCSD) en 2008. Le rapport évalue la situation et les progrès dans la gestion des ressources en eau dans les États Membres des Nations Unies et rend compte des résultats et des effets de l'amélioration de la gestion des ressources en eau.

2013

Projet pilote sur les **Fiches-pays d'ONU-Eau** (UN-Water Country Briefs). Elles donnent des perspectives stratégiques sur l'importance cruciale des investissements dans l'eau pour le développement économique et humain au niveau des pays



La cible fixée pour les OMD pour l'eau potable a été atteinte.

- On estime que 89 % de la population mondiale utilise désormais des points d'eau améliorés. Malgré cet énorme accomplissement, 780 millions de personnes ne sont toujours pas desservies.
- Quatre personnes sur 10 qui n'ont pas accès à des points d'eau améliorés vivent en Afrique subsaharienne. Si la couverture de l'approvisionnement par des points d'eau améliorés égale ou dépasse les 90 % en Amérique latine, dans les Caraïbes, en Afrique du Nord et dans de vastes régions d'Asie, elle n'est que de 61 % en Afrique subsaharienne.
- Le nombre de personnes utilisant des points d'eau non améliorés en zone rurale est cinq fois plus élevé que dans les zones urbaines. Huit personnes sur 10 vivant en zone urbaine ont des branchements domestiques à un réseau d'adduction d'eau, contre seulement 3 sur 10 en zone rurale.
- En Afrique subsaharienne, près de 90 % de la population du quintile le plus riche utilise des points d'eau améliorés, contre seulement 35 % de la population du quintile le plus pauvre.

Il est improbable que le monde atteigne la cible fixée pour les OMD pour l'assainissement d'ici 2015.

- À l'échelle mondiale, 63 % de la population utilise des installations d'assainissement améliorées. Depuis 1990, 1,8 milliard de personnes ont accédé à ce type d'assainissement.
- On estime que 2,5 milliards de personnes n'ont toujours pas d'installations d'assainissement améliorées et près des trois quarts d'entre elles vivent en zone rurale.
- Dans les zones urbaines, 8 personnes sur 10 utilisent des installations d'assainissement améliorées, contre seulement la moitié de la population rurale. Pourtant, le nombre de personnes n'ayant pas d'installations d'assainissement améliorées en zone urbaine a augmenté de 183 millions depuis 1990, une période caractérisée par une urbanisation rapide.
- Le nombre de personnes contraintes à la défécation en plein air a diminué de 271 millions à l'échelle mondiale depuis 1990. Pourtant, cette pratique concerne encore 1,1 milliard de personnes, soit 15 % de la population mondiale.



United Nations Children's Fund
3 UN Plaza
New York, NY 10017 USA



World Health
Organization

World Health Organization
Avenue Appia 20
1211 Geneva 27, Switzerland

